Situation 2020, Vision 2030 :

Défis liés aux ODD et solutions pour l'UE

Éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes partout dans le monde

La pauvreté est un défi pour une Europe prospère

La bonne nouvelle est que l'UE affiche l'un des taux de pauvreté les plus bas au monde. Dans tous les États membres, bon nombre de personnes bénéficient d'un certain niveau de richesse matérielle qui leur permet de vivre correctement. Le défi est qu'en dépit de la richesse et de la prospérité, différentes facettes de la pauvreté existent encore aujourd'hui dans l'UE – certaines ne cessent d'augmenter, alors qu'aucun changement notable n'a été observé sur les autres dimensions. Les efforts déployés en vue de réduire la pauvreté au cours de ces dernières années sont maintenant menacés, car la COVID-19 et ses conséquences compromettent les conditions de vie, les revenus, et des millions d'emplois, frappant plus durement les plus vulnérables. Grâce au Fonds Social Européen (FSE) et à d'autres mécanismes, l'UE cherche à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Toutefois, au cours des récentes périodes de financement, la participation des organisations de la société civile et des groupes les plus vulnérables a été limitée, et l'affectation des ressources aux États membres a été principalement basée sur le Produit Intérieur Brut (PIB), même si cette action ne reflète pas parfaitement les questions sociales ou ne cible pas ceux qui ont le plus besoin d'aide. Le « Tableau de bord social » utilisé par la Commission européenne pour la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux passe sous silence les principaux enjeux liés à la pauvreté et l'exclusion sociale tels que la pauvreté au travail ou l'accessibilité au logement.[1]

Quelques défis clés qui nécessitent toute l'attention de nos décideur.ses politiques :

- Plus de 20 % de la population de l'UE est plus exposée à la pauvreté et à l'exclusion sociale – une grande proportion pour une région prospère. Alors que le taux de pauvreté a reculé dans les régions les plus pauvres de l'UE, plus de 30 % des habitants de Roumanie, de Bulgarie, d'Espagne, d'Italie et de Grèce sont toujours exposés au risque de pauvreté. Dans près de la moitié des États membres de l'UE, les enfants appartiennent à la tranche d'âge la plus exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (Eurostat).

- Au cours de ces dernières années, la pauvreté au travail a progressé dans l'UE, et, actuellement, plus de 9 % des personnes actives sont en situation de pauvreté dans leur travail. La pauvreté au travail touche également les États membres dont l'économie est très forte, comme l'Allemagne, qui sont confrontés à un nombre croissant ou stagnant de travailleurs dont les salaires ou les traitements sont trop bas pour leur permettre de mener une vie décente (Eurostat).

- Près de 14 % de personnes dans l'UE vivent dans des logements précaires. 2 % n'ont pas accès à un assainissement adéquat et à l'eau (Eurostat) ; en d'autres termes, plusieurs millions de personnes vivent sans installations sanitaires et sans eau dans leurs domiciles. Plus de la moitié de la population rom de l'UE ne bénéficie pas de services d'assainissement adéquats ou n'a pas accès à l'eau dans leurs domiciles.[2]

- En 2019, d'après les estimations, 700 000 personnes étaient sans-abri dans l'UE, avec une tendance à la hausse dans l'Union. La seule exception est la Finlande, qui a enregistré une baisse de 45 % grâce à une politique progressive et à long-terme de lutte contre l'itinérance. La Lettonie a enregistré une hausse de 389 % du sans-abrisme entre 2009 et 2017, et le nombre de sans-abris en Irlande a augmenté de 203 % entre 2014 et 2018. La privation de logement se trouve au cœur de la pauvreté et de l'exclusion sociale, et est étroitement liée au chômage.[3] Le suivi des ODD d'Eurostat n'utilise aucun indicateur sur le sans-abrisme bien que ce soit l'une des formes les plus extrêmes de pauvreté dans l'UE.

1 Plateforme sociale For ESF project outcomes with a real impact for people's lives.
2 ERRC Europe must ensure marginalised communities have access to water during pandemic.
3 Parlement européen Urgent Action Need to Address Homelessness in Europe.

Abandonnés : l'absence de protection sociale rend les travailleurs domestiques vulnérables

Histoire de Marta Lucía Arboleda

Source : Eurostat

ESPAGNE

Marta a travaillé comme employée de maison logée pendant plus de sept ans lorsque son visa a expiré. La loi espagnole sur l'immigration exige que les demandeurs patientent pendant trois ans avant de pouvoir obtenir un permis de travail, *« mais comme vous devez gagner votre vie en attendant, vous êtes obligé d'accepter le travail domestique. Ce n'est pas le plus difficile parce que les propriétaires d'habitations privées ne font pas d'histoire si vos documents ne sont pas en règle. Cependant, ils utilisent votre situation précaire pour vous faire du chantage, vous menacer de confisquer votre passeport ou de vous faire expulser, en vous disant « d'être juste reconnaissant qu'ils vous aient offert cet emploi », et vous faire travailler pendant de longues heures pour des salaires de misère. »*

Pendant son deuxième emploi comme aide-ménagère, avec des heures de travail réduites et des jours de repos les weekends, Marta a commencé à participer au Service domestique actif (Sedoac), une association qui lutte pour les droits des employés de maison.

Marta explique que de nombreuses travailleuses souffrent de dépression *« parce qu'elles prennent soin des personnes souffrant d'Alzheimer sans être correctement formées. Elles ne sont pas des infirmières. Elles gagnent seulement 600 à 700 euros par mois. Elles ne dorment pas suffisamment mais doivent être debout le lendemain pour s'occuper d'eux, s'assurer qu'ils ne se blessent pas, ni ne quittent la maison. Nous menons campagne pour l'abolition des emplois domestiques avec logement chez l'employeur. »*

Même lorsque l'employeur respecte toutes les exigences légales et paye généreusement, *« cela reste un travail avec logement chez l'employeur. Ce n'est pas une vie – vous n'avez aucun sujet de conversation avec vos amis, excepté votre employeur, la maison, le chien et les enfants. Vous y vivez 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. » De nombreuses travailleuses domestiques sont victimes de violences sexuelles – une situation qui ne bénéficie pas de l'attention qu'elle mérite. »*

Les travailleuses domestiques veulent que *« le Gouvernement reconnaisse que leur travail de soins est important et qu'il doit être apprécié comme tout autre travail. Le service domestique, toutefois, n'est pas reconnu par le système de sécurité sociale espagnol, ce qui signifie que, en tant que travailleuses domestiques, nous ne pouvons pas bénéficier d'allocations de chômage. Nos employeurs peuvent nous licencier sans préavis ni justification. Nous ne bénéficions d'aucune inspection du travail pour contrôler nos conditions de travail et de vie. La retraite n'est pas une option pour nous. De nombreuses collègues réalisent au bout de cinq ou dix ans de travail qu'elles auraient dû travailler deux fois plus d'heures – bien évidemment c'est impossible – parce que les cotisations de leurs employeurs ne suffisent pas à leur assurer une retraite décente. »*

L'histoire de Marta Lucía Arboleda a été recueillie par Futuro en Común

FUTURO EN COMÚN

1 ÉRADICATION DE LA PAUVRETÉ

Pour une Europe sociale forte qui lutte contre la pauvreté et offre à chacun la possibilité de se réaliser.

Extrait du Manifeste pour une Europe durable centrée sur les citoyen.nes

Une Europe sociale forte – Le modèle social européen doit apporter une protection entière et équitable à tous les citoyens tout en faisant reculer la pauvreté et en fournissant à chacun les moyens de vivre correctement. Un niveau de revenu décent doit combler l'écart entre les plus aisés et les défavorisés, et garantir une existence de qualité. Chacun doit pouvoir bénéficier de normes de travail décent, de l'égalité, d'un plus haut niveau de bien-être et de disparités moindres face à la santé, au sein des pays et entre eux, et d'une génération à l'autre. L'inclusion et la protection sociales, un travail décent, l'égalité des sexes, la santé publique et l'accès aux soins, l'accès à un logement abordable et de qualité, la justice environnementale, une éducation de qualité et un accès équitable à la culture, tels sont les principes qui doivent présider aux programmes des États et à la politique de l'Europe.

En savoir plus sur la vision des membres et des alliés du Réseau SDG Watch Europe pour une Europe durable :

Plateforme sociale
For ESF project outcomes with a real impact for people's lives (Pour des résultats du projet FSE ayant un impact réel sur la vie des populations)

EAPN
Assessment of the 2020 Country-Specific Recommendations (Évaluation des recommandations spécifiques par pays 2020)

EAPN
Poverty Explainer on what is poverty and how to combat it? (Explicatif sur la pauvreté, définition de la pauvreté et comment lutter contre la pauvreté)

EAPN
Putting Social Rights and Poverty Reduction at the heart of EU's COVID-19 Response (Placer les droits sociaux et la réduction de la pauvreté au cœur de la réponse de l'UE face à la COVID-19)

FEANTSA
5th Overview of Housing Exclusion in Europe (5e Aperçu sur l'exclusion liée au logement en Europe)

Eurochild
Towards no Child Poverty in Europe in 2020 (Vers la fin de la pauvreté des enfants en Europe en 2020)

Des mesures doivent être prises pour obtenir davantage de données et de meilleurs indicateurs dans le rapport de suivi des ODD de l'UE afin de :

- √ fournir des informations et des détails sur le nombre de personnes sans-abris ;
- √ fournir et analyser les données ventilées, par exemple, selon le genre, le sexe, l'âge, les groupes, les personnes handicapées, les minorités ethniques et les migrants en ce qui concerne les risques de pauvreté, l'exclusion sociale et la privation matérielle.

Développement économique dans les communautés rurales pauvres avec un accent sur le bien-être de l'enfant

BURUNDI ET AUTRES PAYS

Le développement économique peut faire une énorme différence sur le bien-être des enfants, mais rien ne garantit que les enfants en tireront profit. C'est la raison pour laquelle Help a Child a mis en place le Programme économique avec impact sur les enfants (EPIC).

EPIC associe les meilleures pratiques et les leçons tirées de la résilience sociale, du développement économique et du développement de l'enfant. Le programme place le bien-être des enfants et des jeunes au centre de ses préoccupations, tout en reconnaissant que le développement économique n'est pas un objectif en soi, mais un chemin vers le bien-être durable pour les prochaines générations. Selon EPIC, une économie durable et saine doit reposer sur des bases sociales solides, et c'est pourquoi ses programmes portent à la fois sur des questions économiques et sociales.

EPIC prend le temps de renforcer les capacités sociales de la communauté comme étape préalable au développement économique, en exécutant cette partie de ses travaux au niveau de la communauté et des ménages. Au niveau de la communauté, EPIC a construit et consolidé des structures communautaires afin de favoriser la résilience socio-économique (ODD 11), en travaillant avec des groupes d'entraide (ODD 11) et en accordant la priorité aux associations au niveau du groupement qui défendent les intérêts communs tels qu'une éducation de qualité (ODD 4) et l'accès à la terre, au capital et aux services. Les jeunes acquièrent des compétences pratiques et apprennent l'agriculture et la gestion des exploitations agricoles (ODD 8). En collaboration avec des partenaires locaux, EPIC facilite l'éducation de la petite enfance et aide les groupes de parents à soutenir les familles et à offrir aux jeunes enfants un départ prometteur (ODD 17).

Au niveau des ménages, les membres de la famille sont invités à développer une vision commune et à constituer un moyen de subsistance agricole durable. EPIC utilise le Plan intégré du Paysan (PIP), une approche de planification agricole intégrée éprouvée de l'Université de Wageningen. La combinaison du PIP avec l'autonomisation communautaire centrée sur l'enfant produit des résultats rapides et positifs, suscitant l'espoir et la responsabilisation, et améliorant les productions des aliments nutritifs issus d'une production durable pour tous les membres de la famille, y compris les enfants (ODD 2, 3, 12). À Kirundo au Burundi, par exemple, la proportion des familles participantes qui ont connu la famine extrême a été ramenée de 71 % à 33 %. En outre, en sept ans, les ménages sont disposés à participer aux chaînes de valeur durables, tout en facilitant le développement économique qui profite aux enfants et aux jeunes et réduit les inégalités (ODD 1, 10).

Nous pensons que la poursuite de la mise en œuvre d'EPIC permettrait à l'Union européenne et aux États membres de réaliser des progrès pour ne laisser personne pour compte.

Cette histoire a été recueillie par Help a Child

Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

Le système alimentaire de l'UE n'est pas durable, ni sur le plan environnemental ni sur le plan social.

Tandis que nombre de personnes dans l'UE profitent d'un niveau élevé de sécurité alimentaire et d'une bonne nutrition, environ 20 % des aliments sont gaspillés, et 33 millions de personnes ne peuvent pas se payer un repas de haute qualité tous les deux jours.[1] La mauvaise alimentation entraîne un accroissement du nombre de personnes touchées par l'obésité et qui souffrent de maladies chroniques telles que le diabète, l'hypertension et les problèmes cardiaques. Une grande partie de nos denrées alimentaires est issue d'une agriculture intensive non durable ou est importée des pays tiers avec la plupart des céréales destinées à l'alimentation de notre bétail. Les techniques agricoles intensives à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE détruisent souvent les habitats, constituent le facteur déterminant de la diminution de la biodiversité et exigent une utilisation accrue de fertilisants chimiques, de pesticides et d'antibiotiques. Cette situation entraîne de la pollution et d'importantes émissions de gaz à effet de serre. Les scandales réguliers sur le bien-être des animaux - ainsi que ceux autour du droit du travail dans l'agriculture et la transformation alimentaire - secouent le secteur. Les petits exploitants agricoles et les exploitations familiales s'efforcent de gagner un revenu décent pour leur dur labeur. La Politique Agricole Commune de l'UE (PAC) continue de récompenser l'agriculture à grande échelle et intensive. Elle représente environ un tiers du budget total de l'UE, mais n'a pas été en mesure de garantir des prix décents pour les producteurs et d'éviter la diminution de la biodiversité, l'érosion des sols, les émissions de gaz à effet de serre et la pollution des eaux souterraines.

Quelques défis clés qui nécessitent toute l'attention de nos décideur.ses politiques :

- Selon Eurostat, plus de la moitié de la population de l'UE, plus de 60 % dans certains États membres, souffre d'obésité. La mauvaise alimentation et l'obésité contribuent aux deux principales causes de mortalité dans la région : les maladies cardiovasculaires et le cancer.
- Dans l'UE, environ 20 % de tous les aliments produits sont gaspillés. 70 % du gaspillage alimentaire dans l'UE se produit au niveau de la vente au détail, des services alimentaires et des consommateurs. Les ménages génèrent plus de la moitié du gaspillage alimentaire.[2]
- Comme l'a souligné l'AEE, la viande et les produits laitiers présentent un impact élevé pour l'environnement attribuable principalement à leur production, notamment la production d'aliments pour animaux. Une étude menée par le Centre commun de recherche (JRC) a révélé que la viande et les produits laitiers ont contribué à 24 % des effets de la consommation sur l'environnement dans l'UE.[3] Les mesures destinées à réduire la consommation de la viande et des produits laitiers pour adopter des sources de protéines plus durables, n'ont pas encore reçu le soutien des décideurs politiques dans l'UE malgré les preuves d'un impact environnemental positif.
- L'intensification agricole est l'une des principales raisons du déclin des plantes et des animaux en Europe. La moitié des populations de nos oiseaux des champs a disparu depuis les années 1980.[4]
- L'agriculture est la principale source de nitrate dans les eaux souterraines. L'excédent d'engrais s'infiltre dans le sol et la pollution de l'eau peut se produire des décennies plus tard. Alors que la directive sur les nitrates vise à ramener la pollution par l'azote en dessous de 50 mg/l, les concentrations de nitrate dans plusieurs parties de la région sont supérieures aux teneurs recommandées (Eurostat). Selon le dernier rapport de la CE (datant de 2002), 20 % des stations de surveillance de l'UE ont enregistré des concentrations plus élevées que celles admissibles, et 40 % étaient supérieures à la valeur indicative de la Directive concernant la qualité de l'eau potable (25 mg/l).[5]
- L'agriculture est l'une des cinq principales sources de toutes les émissions de gaz à effet de serre à travers l'UE, soit 10 %. 53 % des émissions anthropiques de méthane et 94 % des émissions d'ammoniac de l'UE sont issues de l'agriculture.
- L'agriculture biologique au sein de l'UE représente seulement près de 8 % de l'utilisation des terres agricoles avec une assez lente augmentation d'un demi-point environ de pourcentage par an.
- Le nombre d'exploitations familiales et à petite échelle en Europe a fortement diminué : selon l'enquête d'Eurostat sur la structure des exploitations agricoles, ce chiffre est passé de 15 à 10,5 millions entre 2005 et 2016. Les faibles revenus de métiers pénibles compromettent les moyens d'existence de communautés rurales.

1 Commission européenne Food Waste.
2 Commission européenne Stop Food Waste.
3 JRC Environmental Improvement Potentials of Meat and Dairy Products.
4 BildLife International 300 million farmland birds lost since 1980 - How many more must we lose before changing course on the CAP?
5 AEE Percentage of sampling sites in groundwater bodies where annual average concentrations exceed 50 mg/l nitrate.

Production alimentaire durable ? Respecter l'environnement, impliquer vos clients et valoriser les contributions des agricultrices

Histoire de Heleen Lansink-Marissen

Source : Eurostat

PAYS-BAS

Je m'appelle Heleen Lansink-Marissen. Je n'ai pas grandi en campagne, mais j'y ai emménagé lorsque j'ai épousé un agriculteur. En tant qu'étrangère, certaines choses m'ont étonnée. Il y a peu de discussions critiques entre les agriculteurs ou avec le monde extérieur. En effet, il y avait un jeu des reproches avec la société qui accuse les agriculteurs d'être à l'origine du changement climatique et les agriculteurs qui blâment les consommateurs pour leurs modes de vie très gourmands en énergie. Ma réponse, après quelques années dans l'exploitation agricole, était d'éviter le jeu des reproches et d'adopter à la place le dialogue – qui en effet avait déjà commencé avec les écoles primaires, les clubs sportifs, et les cyclotouristes qui visitent notre exploitation agricole.

Un véritable dialogue a été initié : les gens étaient impressionnés par les choix que nous avons opérés et nous avons répondu à nos visiteurs. Nous avons commencé à distribuer le lait à la maison et développé un site Web, demelktapperij.nl, et désormais nous avons des contacts plus étroits avec les clients.

Les agricultrices sont une ressource sous-estimée. Sur les 800 agricultrices présentes lors du récent événement For Farmers, presque toutes sont propriétaires à 50 % de leurs exploitations agricoles et ont participé à égalité dans les décisions commerciales. Cependant, quelques-unes participent aux rencontres agricoles et les conseillers en visite discutent uniquement avec leurs époux.

Ce sont les femmes avec leurs contacts avec le monde extérieur, au portail de l'école et dans les magasins qui apportent de nouvelles idées. À titre d'exemple, dans notre exploitation, nous traitons notre fumier avec des micro-organismes provenant d'une entreprise biologique. J'ai appris que 80 % de nouveaux clients sont introduits par les femmes des agriculteurs : elles achètent d'abord les produits d'entretien bio, puis commencent à poser des questions sur les engrais. Voilà un exemple parfait du pouvoir du changement suscité par les femmes.

La crise de coronavirus a été une opportunité. Les gens ont plus de temps les uns pour les autres. De nombreuses personnes ont visité l'exploitation pour extraire le lait et comprendre l'importance d'appuyer les entreprises locales. Nous avons travaillé avec le hashtag #supportyourlocalsNL. Avec un peu de chance, plusieurs personnes opteront pour les produits locaux, durables, même s'ils sont plus coûteux.

Toutefois, la tension est palpable. Les agriculteurs se sentent attaqués par le mouvement écologiste – ils ont besoin d'aide ! Aidez-les à évoluer vers des pratiques plus durables en récompensant les bons comportements, en encourageant les fournisseurs d'eau propre, la biodiversité, le bien-être des animaux et l'entretien des sols. Les agriculteurs souhaitent également contribuer parce qu'eux-mêmes, le mouvement écologiste et les consommateurs partagent finalement le même objectif : la sécurité alimentaire et une chaîne alimentaire durable.

L'histoire de Heleen Lansink-Marissen a été recueillie par Women Engage for a Common Future (WECF)

wecf Women Engage for a Common Future

Pour un système alimentaire qui sert la protection de la nature, offre des aliments sains, propose des prix équitables aux agriculteurs, empêche le gaspillage et protège la souveraineté alimentaire à l'échelle mondiale

Extrait du Manifeste pour une Europe durable centrée sur les citoyen.nes

Des systèmes alimentaires durables et sains – Il est impératif de réformer la politique agricole commune afin de produire des aliments plus sains et de rémunérer plus équitablement les petits agriculteurs et les producteurs bio en Europe. Cela implique une plus grande protection de l'environnement et de la nature, une plus grande souveraineté alimentaire, l'instauration de marchés fermiers régionaux, des systèmes alimentaires plus sains, moins de gaspillage alimentaire et la fin du dumping dans les pays du Sud. L'UE doit donner la priorité à la transition vers une agriculture biologique et paysanne, et à la reforestation, pour lutter contre le changement climatique.

Vision des membres et alliés de SDG Watch Europe pour une Europe durable :

Make Europe Sustainable for all + Forum pour l'environnement et le développement The Common Agricultural Policy and the SDGs (La Politique agricole commune et les ODD)

Make Europe Sustainable for all + IFOAM Organics International #IGrowYourFood – voices from European farmers (voix des agriculteurs européens)

BEE, Birdlife, WWF, Greenpeace Last Chance CAP (Politique agricole commune de la dernière chance)

BEE + Birdlife International Agriculture and Climate Change (Agriculture et Changement climatique)

BEE, Birdlife, German Watch, CEE web for biodiversity, FNE, IIDMA + Birdwatch Irlande Recommendations on the future CAP and Climate Policies (Recommandations sur les futures politiques agricoles communes et politiques climatiques)

WWF et WRAP Halving Food Loss and Waste in the EU by 2030: the major steps needed to accelerate progress (Réduire de moitié les pertes alimentaires et le gaspillage alimentaire au sein de l'UE d'ici 2030 : les étapes majeures nécessaires pour accélérer les progrès)

Coalition des ONG Less and better meat, dairy and eggs in Farm to Fork Strategy (Quantité de viande, produits laitiers et œufs réduite, mais de meilleure qualité dans la Stratégie « de la ferme à la table »)

Des mesures doivent être prises pour obtenir davantage de données et de meilleurs indicateurs dans le rapport de suivi des ODD de l'UE afin:

- √ d'inclure une meilleure compréhension de la mauvaise alimentation et des problèmes de santé connexes au-delà du taux d'obésité ;
- √ de mesurer la consommation de viande et de produits laitiers par habitant ;
- √ de surveiller le gaspillage alimentaire tout au long de la chaîne d'approvisionnement ;
- √ de favoriser la transparence de l'empreinte des aliments pour animaux importés de pays tiers ;
- √ de surveiller les quantités d'engrais chimiques, de pesticides et d'antibiotiques utilisés dans l'agriculture ;
- √ de surveiller les émissions de gaz à effet de serre (en particulier le protoxyde d'azote et le méthane) issues de l'agriculture ;
- √ de suivre la tendance des petites exploitations agricoles familiales qui cessent leurs activités.

Mettre fin au système dit des « gangmasters » dans l'agriculture italienne : nouvelle loi visant à limiter l'exploitation

ITALIE

Le terme « Caporalato » (Systèmes des « gangmasters ») décrit le système illicite de recrutement et d'exploitation de la main d'œuvre par l'intermédiaire des entremetteurs peu scrupuleux (« caporali »). L'exploitation des travailleurs par les « caporali » est largement répandue en Italie. Sur les 1 million de travailleurs agricoles en Italie, environ 130 000 vivent dans des conditions graves d'exploitation en matière de travail, sous des formes de quasi-esclavage, dont 80 % sont des migrants et 20 % des italiens.

Notre campagne contre le système dit des « gangmasters » a démarré avec la mobilisation sociale et la dénonciation publique, et s'est poursuivie avec l'implication des médias et des politiciens. Notre but consistait à adopter la législation afin de pénaliser et interdire les « caporalato », et à créer de nouvelles entreprises sociales qui respectent le droit du travail et sont soutenues par des consommateurs responsables.

Le travail au niveau local, les campagnes d'informations et de sensibilisation et la collaboration avec la presse et les médias ont attiré l'attention du grand public sur le système dit des « gangmasters » et l'implication du crime organisé. La mobilisation ascendante a créé les conditions sociales et politiques favorables à l'adoption de la législation nationale sur le système dit des « gangmasters ».

La loi 199/2016 punit le crime d'exploitation en matière de travail et autorise les sanctions, au moyen d'amendes aux employeurs qui embauchent des travailleurs dans des conditions d'exploitation, directement ou par le truchement d'intermédiaires ; de confiscation des actifs des entreprises ; et d'arrestations et peines de prison en cas de flagrant délit. La loi prévoit également des mesures pour lutter contre le travail dit « illégal » et l'introduction du transport efficace dans le secteur agricole.

Le plan triennal du Ministère du Travail et de la Politique sociale, élaboré en collaboration avec des organisations commerciales et sociales, identifie six domaines prioritaires pour prévenir et lutter contre l'exploitation de la main-d'œuvre. Il s'agit du contrôle et de la surveillance ; de l'assurance qualité de la chaîne de production alimentaire ; de l'intermédiation et des services professionnels ; de la mise en place d'un réseau pour un emploi de qualité dans l'agriculture ; du transport ; et des logements temporaires et de l'hébergement.

Le succès de notre lutte pour l'adoption d'une loi interdisant le système dit des « gangmasters », impliquant la société civile, les médias et les syndicats, contribue à l'atteinte de l'élimination de la faim, à la promotion du travail décent et à la croissance économique, et à la consommation et la production responsables. Elle contribue également indirectement à l'amélioration de la santé et du bien-être, à l'égalité des sexes et à la réduction des inégalités.

Cette histoire a été recueillie par ENGIM et FOSCIV

Prévenir les risques de famine avec une alimentation durable : Potato Revolt 2020

FRANCE, SUÈDE

Membre de la transition nationale suédoise ECOLISE, Stödföreningen för omställningsinitiativ, organise la « Révolte des pommes de terre 2020 », une campagne nationale lancée par Närjord, une ONG de Söderhamn.

La campagne est inspirée par les révoltes suédoises des pommes de terre de 1917, qui étaient une réponse à la faim sévissant sur le territoire national. La campagne se concentre aujourd'hui sur la possibilité très réelle que la Covid-19 réduise les revenus et fasse souffrir les gens de la famine. Le 1er mai, Stödföreningen för omställningsinitiativ a sollicité l'ensemencement des champs de pommes de terre communautaires en demandant aux municipalités de céder les parcs et d'autoriser la plantation dans les champs non utilisés. Les groupes communautaires Grangärde, Holmåsa et Värmdö ont semé les pommes de terre ensemble alors que d'autres ont organisé les manifestations « Protest Bucket ». Elles se sont déroulées sur l'ensemble du pays, notamment Malmö, Gothenburg, Molkom et tout juste devant le bâtiment du Parlement à Stockholm. Les citoyens exigeaient que les représentants agissent sur une liste de 22 demandes qui avait été au départ présentée devant la municipalité de Söderhamn. Le Club de jardinage de Sävarådalen à côté d'Umeå a également distribué des seaux de la Révolte de pommes de terre à 10 villages afin de vulgariser le concept.

La « Révolte des pommes de terre 2020 » constitue un bon exemple de l'impact et du potentiel transformationnel des initiatives communautaires. Elle démontre qu'elles peuvent être intensifiées rapidement et facilement au niveau national mais aussi transnational – l'idée a été récupérée et encouragée par Transition France. Les initiatives de Transition sont basées sur les meilleures informations et les preuves disponibles et utilisent l'intelligence collective des individus pour trouver et définir les meilleurs moyens de subsistance. Elles font preuve de compassion, accordent de la valeur et prêtent attention aux aspects émotionnels, psychologiques, relationnels et sociaux de chaque communauté. En partant des préoccupations et des difficultés auxquelles sont confrontées les communautés (telles que la Covid-19), elles s'efforcent de transformer leur vision et leurs idées en réalité. De telles initiatives ont également des impacts indirects positifs sur d'autres ODD. Par exemple, la « Révolte des pommes de terre 2020 » a également entraîné des changements dans les habitudes de consommation des populations et a renforcé les capacités de production locales, contribuant ainsi à l'atteinte d'une consommation et d'une production durables. Ces manifestations originales ont lancé un nouveau style d'action collective qui habilite les gens et leur permet d'œuvrer en faveur de la durabilité au sein de leurs villes et communautés.

Cette histoire a été proposée par ECOLISE

ECOLISE

ODD 2 Solutions

Ferme circulaire Kipster : neutralité climatique et volaille respectueuse de l'espèce

PAYS-BAS

Les fermes avicoles Kipster constituent une alternative aux productions animales intensives avec des impacts positifs sur plusieurs ODD – et elles connaissent un succès commercial.

Dans la production régulière des œufs, des millions de poussins mâles d'un jour sont macérés ou gazés chaque jour et transformés en aliments pour animaux domestiques. Kipster ne tue pas les poussins mâles, mais les élève plutôt pour leur viande. Les poules pondeuses bénéficient d'un vaste espace intérieur et de grandes cours extérieures, d'un jardin intérieur et de la lumière naturelle. Elles sont une race adaptée qui n'est pas exposée au picage de plumes ce qui signifie l'absence d'épointage du bec - c'est une pratique standard dans les systèmes conventionnels. Les poules peuvent pleinement exprimer leur comportement naturel, avec un espace suffisant pour se déplacer et battre leurs ailes, gratter le sol, grimper sur des branches et profiter d'une bonne sieste. L'amélioration de leur bien-être renforce leur santé, ce qui rend la production plus résiliente et réduit les risques de zoonoses – maladies qui se transmettent des animaux à l'homme.

La durabilité est l'essence même des opérations de Kipster. Les ventilateurs d'extraction éliminent 95 % des particules fines dans l'air, protégeant ainsi la santé des personnes vivant à proximité.

Les poules pondeuses sont élevées sous la lumière naturelle du jour, ce qui permet d'économiser de l'énergie. Les 1 078 panneaux solaires de la ferme produisent deux fois plus d'électricité qu'elle n'en a besoin. Chez Kipster, les poules ne sont pas nourries avec des aliments commerciaux, composés de maïs et de soja, que les personnes peuvent manger. En revanche, l'entreprise mélange les restes et les déchets de l'industrie alimentaire en quelque chose de comestible, comme c'était le cas dans les fermes pré-industrialisées.

Kipster a commencé avec un logement et 24 000 volailles, et a doublé sa capacité sur son second site. Aux États-Unis, la ferme initiale possède cinq logements et 120 000 volailles. Le principal obstacle à l'expansion est la disponibilité limitée des déchets d'aliments pour nourrir les animaux. À titre d'exemple, dans l'UE où les flux de déchets produits à terre étaient utilisés de façon optimale, seulement 6 millions de poules, 50 millions de porcs et 30 millions de vaches laitières pouvaient être élevées, soit une baisse comprise entre 30 et 100 % en fonction des espèces.

Kipster a démontré que l'agriculture peut transformer pour le meilleur : un modèle circulaire qui respecte le bien-être des animaux.

Cette histoire a été proposée par Eurogroup for Animals

EUROGROUP FOR ANIMALS

Garantir une vie en bonne santé et promouvoir le bien-être pour tous à tous les âges

La santé publique, objet d'attaques

Globalement, l'UE a atteint un niveau très élevé de santé et de bien-être : l'espérance de vie des femmes est supérieure à 83 ans, et 78 ans pour les hommes, la santé maternelle et infantile globale est excellente, et la majorité des personnes a accès à des soins de santé de haute qualité, à des médicaments abordables, et à une assurance santé. Cependant, il reste à relever des défis considérables. Les mesures d'austérité mises en œuvre depuis 2010 ont réduit les budgets consacrés à la santé et la protection sociale, diminué la couverture d'assurance et augmenté les frais et les co-paiements. Les systèmes de soins de santé doivent s'adapter aux répercussions des changements démographiques, avec des populations vieillissantes et la prévalence croissante des maladies chroniques, alors que les pays de l'UE sont aux prises avec un manque de personnel dans les secteurs de la santé et de la protection sociale, en particulier les infirmières et le personnel soignant, qui sont souvent sous-payés. La pandémie de la COVID-19 a mis en lumière ces faiblesses.

Quelques défis clés qui nécessitent toute l'attention de nos décideur.ses politiques :

- Il existe d'importantes inégalités en termes de droit aux soins préventifs et curatifs opportuns, abordables et de bonne qualité. L'accès inégal aux soins de santé de qualité dans les zones rurales et au sein de groupes vulnérables spécifiques est manifeste dans les longues listes d'attente, souvent non divulguées, pour les traitements, les charges prohibitives des produits pharmaceutiques et d'autres fournitures médicales, et les difficultés dans la fidélisation du personnel médical suffisant.[1]

- Les maladies non transmissibles, souvent liées aux modes de vie malsains, sont les principales causes d'incapacité, de mauvaise santé, de retraite anticipée pour raisons de santé, et de décès évitables. Elles sont la principale cause de mortalité en Europe et représentent la majeure partie des dépenses pour des soins de santé, ce qui coûte aux économies européennes 115 milliards d'euros chaque année.[2] Plus d'un demi-million de personnes en âge de travailler dans l'UE décèdent prématurément de maladies non transmissibles.

- Le tabagisme a pris du recul, mais plus d'un tiers de la population fume toujours. L'alcool est la principale cause des maladies non transmissibles et augmente les risques d'accidents, de violence, d'homicides et de suicides.[3] D'après les estimations de l'OMS, la consommation moyenne par habitant au sein de l'UE est deux fois supérieure à la moyenne mondiale à 12,5 litres d'alcool pur chaque année. Les problèmes de toxicomanie sont répandus, notamment l'utilisation accrue d'opioïdes de synthèse très puissants.[4]

- En 2015, l'on comptait en moyenne 11 suicides pour 100 000 habitants,[5] et plus d'un tiers de tous les habitants souffrent de problèmes de santé mentale chaque année, notamment l'anxiété, la dépression et la toxicomanie.[6]

- Bien que la pollution atmosphérique soit le plus grand risque environnemental pour la santé en Europe, responsable de quelque 400 000 décès évitables au sein de l'UE chaque année,[7] et reconnue par Eurostat comme risque sanitaire, il n'existe aucun indicateur permettant de mesurer ses effets sur la santé.

- Les personnes plus pauvres sont exposées à des niveaux élevés de pollution atmosphérique, à des conditions météorologiques extrêmes, au bruit et aux produits chimiques, ce qui entraîne des répercussions disproportionnées sur la santé qui aggravent les inégalités existantes en matière de santé.[8]

- De nos jours, deux tiers des produits chimiques fabriqués en Europe sont dangereux pour la santé. On en retrouve, entre autres, dans les emballages des aliments, les résidus des pesticides dans les aliments, et dans les produits cosmétiques et textiles. L'exposition aux produits chimiques n'est pas suivie par les indicateurs ODD d'Eurostat. Les impacts de l'exposition à certains produits chimiques ont été évalués. À titre d'exemple, les expositions in utero au BPA sur le papier thermique peuvent avoir des effets néfastes sur la santé de 81 000 enfants chaque année. Les coûts des maladies liées à l'exposition d'un tout petit groupe de perturbateurs endocriniens sont estimés à 157 milliards d'euros par an dans l'UE.[9]

1 Commission européenne Inequalities in Access to Health Care.
2 Commission européenne "Non-communicable diseases" (Maladies non transmissibles).
3 OMS Alcohol in the EU.
4 EMCDDA European Drug report 2019.
5 World Population Review "Suicide rates per country".
6 EU Compass for Action on Mental Health and Wellbeing.
7 AEE Cutting air pollution in Europe would prevent early deaths, improve productivity and curb climate change.
8 AEE https://www.eea.europa.eu/publications/healthy-environment-healthy-lives)
9 Tarasande L. et al. (2016) Burden of disease and costs of exposure to endocrine disrupting chemicals in the European Union: an updated analysis.

La base d'un système de santé publique durable repose sur un plus grand respect des infirmières.

L'histoire de Valérie Pasquier

FRANCE

Je travaille dans les hôpitaux en France depuis 2000. Au fil des ans, mes conditions de travail se sont détériorées. Les hôpitaux ne sont plus considérés comme un service public, mais comme des entreprises qui doivent réaliser des bénéfices. Par conséquent, les patients passent moins de temps à l'hôpital, les procédures médicales plus coûteuses sont privilégiées, le personnel absent n'est souvent pas remplacé. Pour les directeurs, nous ne sommes que des chiffres.

Étant donné que le manque de personnel devient la « nouvelle normalité », il est difficile de suivre le rythme rapide de la vie hospitalière. Trop peu de personnes s'orientent vers les soins infirmiers, ce qui n'est guère surprenant compte tenu des salaires de notre profession essentiellement féminine. Avec 20 ans d'expérience, je gagne 1 700 € par mois et c'est uniquement parce que je fais souvent des gardes supplémentaires la nuit, les jours fériés et le week-end pour pouvoir joindre les deux bouts. Nos salaires ne sont pas adaptés au coût de la vie et par conséquent, nous sommes parmi le personnel soignant le moins bien payé d'Europe !

Depuis mars, je travaille dans le service de prise en charge de la Covid-19. Cette situation est en elle-même stressante, mais elle s'est aggravée en raison du manque d'équipements de protection individuelle.

L'UE COMPTE ACTUELLEMENT **4,45 MILLIONS D'INFIRMIÈRES** ET DE SAGES-FEMMES. CE N'EST PAS SUFFISANT. **PLUS IL Y A DES PERSONNES ÂGÉES, PLUS IL FAUT D'INFIRMIÈRES POUR EN PRENDRE SOIN.** LES BAS SALAIRES, LES CONDITIONS DE TRAVAIL DIFFICILES ET LES RISQUES POUR LA SANTÉ EMPÊCHENT LES JEUNES DE CHOISIR UN EMPLOI D'INFIRMIER. **LA MIGRATION DES INFIRMIÈRES EN PROVENANCE D'AUTRES** PAYS AIDE, MAIS CRÉE DES PÉNURIES DANS LEURS PAYS D'ORIGINE. ENVIRON **90 % DES INFIRMIÈRES ET DU PERSONNEL SOIGNANT SONT DES FEMMES.**

Source : Eurostat

La fatigue physique et psychologique est la conséquence de ces conditions de travail. Même lorsque vous êtes en congé, vous pouvez être appelée à travailler à tout moment pour remplacer un collègue malade ou absent, une autre cause de stress ayant des répercussions importantes sur les relations et sur la vie familiale.

Mais je n'ai jamais voulu faire autre chose. Mes deux parents étaient des professionnels de la santé et, enfant, je rêvais de devenir infirmière. J'ai toujours aimé les relations avec les patients. Il en va de même pour les relations avec les collègues. Nous nouons des amitiés étroites et durables et nous trouvons ensemble des moyens pour compenser nos maigres salaires et nos conditions de travail, en échangeant des vêtements et des articles faits maison. Nous arrivons à nous amuser sans nous ruiner et, en même temps, c'est bon pour la planète et pour le moral.

Aujourd'hui, avec la crise du coronavirus, nous bénéficions d'une reconnaissance accrue du public. La crise a montré le besoin urgent de revoir nos salaires et nos conditions de travail. Nous aimons notre travail et le faisons avec un sens de la vocation, mais cela ne signifie pas que le gouvernement peut nous prendre pour acquis. Il est temps que le gouvernement fournisse les ressources pour assurer de bonnes conditions de travail, matérielles, financières et psychologiques.

L'histoire de Valérie Pasquier a été recueillie par Women Engage for a Common Future France (WECF France)

wecf France

ODD 3 Vision 2030

Pour un accès équitable aux soins de santé pour tous et pour un environnement non toxique.

Extrait du Manifeste pour une Europe durable centrée sur les citoyen.nes

Un accès équitable aux soins de santé - L'Europe doit garantir un accès équitable aux soins de santé pour tous et doit réduire les disparités en matière de santé, au sein des pays et entre eux, et d'une génération à l'autre. Toutes les politiques européennes doivent protéger et préserver le bien-être et la santé.

Vision des membres et alliés de SDG Watch Europe pour une Europe durable :

EPHA
Health inequalities: a public health challenge for European policy-makers (Inégalités en matière de santé : un défi de santé publique pour les décideurs politiques européens)

HEAL
How the chemicals in food contact materials are putting our health at risk (Comment les produits chimiques contenus dans les matériaux en contact avec les aliments mettent notre santé en danger)

BEE et al.
Time to ensure that the Chemicals Strategy for Sustainability delivers a toxic-free environment (Il est temps de veiller à ce que la stratégie en matière de produits chimiques pour la durabilité garantisse un environnement non toxique)

BEE
Most Member States are failing to protect citizens from toxic air (La plupart des États membres ne protègent pas leurs citoyens de l'air toxique)

Des mesures doivent être prises pour obtenir davantage de données et de meilleurs indicateurs dans le rapport de suivi des ODD de l'UE afin de :

- √ analyser les inégalités dans l'accès aux soins de santé ;
- √ suivre les abus de drogues et la consommation malsaine d'alcool ;
- √ surveiller les problèmes de santé mentale, par exemple, mis en évidence par les taux de suicide et de maladies psychiatriques ;
- √ suivre l'exposition aux produits chimiques nocifs.

ODD 3 Solutions

L'éducation à une vie sans produits chimiques toxiques : le projet Nesting

FRANCE

Le réseau Women Engage for a Common Future a lancé le projet NESTING en 2008, du fait des inquiétudes de plus en plus croissantes au sein de la communauté scientifique et du public au sujet de l'utilisation des produits chimiques synthétiques et de leur impact sur la santé démontré par l'augmentation des troubles de la santé reproductive, des troubles du développement neurologique, du diabète, de l'obésité et des cancers infantiles.

L'action préventive des décideurs et du gouvernement était à la traîne. WECF France a donc développé des modules de formation des formateurs pour les maternités sur la santé environnementale. Cela a débouché sur un réseau national de formateurs dont les ateliers aident les parents à assurer à leurs familles un environnement intérieur sain. 200 formateurs, notamment des professionnels de la santé, organisent des ateliers dans environ 60 institutions, principalement les maternités. Les ateliers ont doublé en nombre et bénéficient désormais du soutien financier et technique du ministère de la Transition écologique et des Solidarités, de l'Agence nationale de sécurité sanitaire d'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) et des Agences régionales de santé (ARS).

Les ateliers portent sur la compréhension par les participants des liens entre l'exposition environnementale précoce et quotidienne aux polluants et leurs risques pour la santé (co-construction) ; des solutions et alternatives concrètes et simples pour limiter l'exposition aux polluants (application pratique) et des actions personnelles pour le changement (la dimension psychologique). Les participants sont encouragés à résoudre des problèmes et à trouver des solutions, à prendre en main leur propre santé et à devenir des acteurs du changement.

La défense des intérêts occupe une place centrale dans le projet. WECF France participe au processus d'élaboration des politiques. Il s'agit notamment du plan d'action national pour la santé et l'environnement, de la stratégie nationale sur les ECD et du comité de pilotage de l'ANSES. Les campagnes portant sur la santé des femmes enceintes et des enfants prônent l'élimination de certaines substances chimiques contenues dans les produits destinés aux enfants et lancent des projets collaboratifs avec les principales parties prenantes afin de réduire l'exposition mondiale aux produits chimiques nocifs.

Jusqu'ici, les participants étaient principalement des femmes, ce qui amène à se demander si les actions sur santé et l'environnement ne renforcent pas les stéréotypes liés à l'égalité des sexes, les femmes étant toujours associées aux tâches qui leur sont traditionnellement assignées, encore trop peu partagées avec leurs partenaires masculins. WECF France reconnaît ce paradoxe et cherche les moyens de le résoudre.

Le projet Nesting a été conçu principalement comme une initiative à l'échelle de l'UE, car tous les citoyens européens sont concernés par les questions de santé et d'environnement. Après 10 ans d'expérience et de succès, la formation pourrait être dispensée dans d'autres pays, avec seulement de légères modifications si la réglementation locale l'exige.

L'histoire de Valérie Pasquier a été proposée par Women Engage for a Common Future France

Assurer l'accès de tous et toutes à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

Ne laisser personne à la traîne en ce qui concerne l'éducation et la culture

L'UE et ses États membres veillent à ce que de nombreuses personnes bénéficient des soins à la petite enfance, de l'enseignement scolaire et supérieur. Le niveau d'apprentissage chez les adultes est en hausse. L'égalité des sexes dans l'éducation, dans toutes les tranches d'âge, a atteint un record historique. Les taux d'analphabétisme sont très faibles. Cependant, la part du PIB européen investie dans l'éducation n'a jamais été aussi faible qu'aujourd'hui. Tout le monde ne jouit pas du droit à une éducation de qualité et l'accès à l'éducation est encore très inégal. La pandémie de la covid, qui a entraîné la fermeture d'un grand nombre d'écoles et l'expansion de l'apprentissage numérique, a mis à nu de profondes inégalités dans l'accès à l'éducation, aux outils d'apprentissage numériques et à la disponibilité des installations et équipements de base (tels que l'Internet rapide et les ordinateurs portables).

Quelques défis clés qui nécessitent toute l'attention de nos décideur.ses politiques :

- Dans toute l'Europe, la part moyenne de PIB investie dans l'éducation n'a jamais été aussi faible, selon Lifelong Learning Platform. Ces dernières années, les dépenses publiques consacrées à l'éducation dans la plupart des États membres ont diminué, ce qui démontre un manque évident de cohérence entre les objectifs en matière d'éducation et d'apprentissage continu et les ressources financières nécessaires pour les atteindre.

- Bien qu'une grande majorité d'enfants et de jeunes ait accès à l'éducation, la qualité de l'éducation n'est toujours pas assez élevée. En 2018, 22,5 % de jeunes âgés de 15 ans en moyenne manquaient de compétences de base en lecture, en mathématiques ou en sciences (Eurostat / OCDE). Plus de 10 % des jeunes résidant dans l'UE quittent précocement l'école, avec des pourcentages allant jusqu'à 17 % ou plus dans certains États membres (Eurostat).

- Bien que la Commission européenne ait étudié la corrélation entre les antécédents familiaux, les possibilités et les résultats scolaires, les inégalités en matière d'éducation ne sont pas examinées dans le rapport de suivi des ODD d'Eurostat. Des recherches récentes du Centre commun de recherche (JRC) ont montré que l'écart entre les enfants défavorisés et la majorité des étudiants a été réduit dans très peu d'États membres de l'UE, tandis que plusieurs pays présentent des inégalités croissantes en matière d'éducation. L'Agence des droits fondamentaux (FRA) a montré, dans un exemple frappant, qu'il existe des écarts considérables entre les enfants roms et non roms, de l'enseignement préscolaire à l'enseignement secondaire, avec seulement 12 % des enfants roms qui terminent l'enseignement secondaire supérieur ou professionnel.

- Les systèmes éducatifs sont généralement axés sur des compétences étroites qui sont perçues comme nécessaires pour satisfaire les besoins du marché de l'emploi plutôt que sur l'apprentissage continu et sur des objectifs de développement personnel plus holistiques, y compris des objectifs tels que l'éducation au développement durable et aux modes de vie durables, l'éducation à la santé, la promotion de la culture, des droits de l'homme et de l'égalité des sexes, la citoyenneté mondiale et d'autres compétences clés nécessaires dans des sociétés saines et durables. Valoriser de manière égale toutes les formes d'éducation, soutenir les possibilités d'apprentissage continu et favoriser une éducation à la citoyenneté mondiale transformatrice est la première étape vers la réalisation de la vision du Agenda 2030.

- Selon le Forum européen des personnes handicapées, les enfants et les jeunes handicapé.es peuvent participer à l'enseignement général dans certains États membres. Dans d'autres pays, la situation est très différente et, dans certains cas, les élèves handicapées sont totalement exclu.es des écoles et des universités. La stratégie européenne 2020-2030 en faveur des personnes handicapées doit permettre de garantir l'accès des personnes handicapé.es à l'enseignement général, inclusif, de qualité et à un apprentissage continu. Au niveau de l'UE, les personnes handicapées sont, par exemple, moins susceptibles de participer au programme Erasmus+ que les personnes non handicapées.

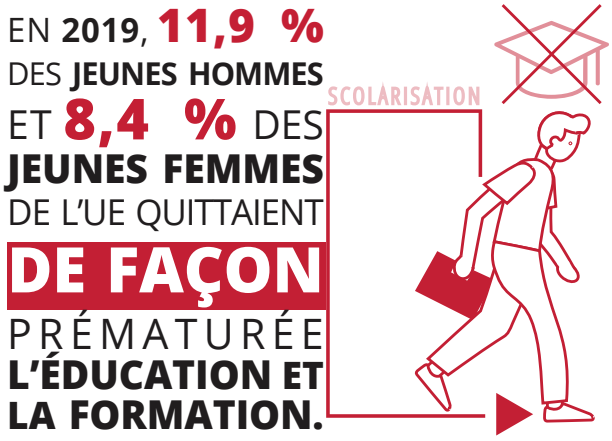
- L'ODD 4 appelle à l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable. Cependant, les organisations culturelles ont souligné que les références à la culture dans le suivi et les rapports des ODD sont rares et les gouvernements ne tiennent pas suffisamment compte des nombreuses façons dont les aspects culturels influencent et contribuent au développement durable.

1 European Commission / Joint Research Centre Socio-Economic Background and Educational Inequalities.
2 FRA Education: the situation of Roma in 11 EU Member State
3 European Disability Forum EDF Written Review of the Disability Strategy 2020-2030.
4 Culture Action Europe et al. Culture in the Implementation of the 2030 Agenda.

L'accès inégal à l'éducation s'est détérioré avec la pandémie

L'histoire d'Oana

ROUMANIE



Source : Eurostat

Oana est une élève de terminale vivant dans une zone rurale pauvre de Roumanie. Elle vit avec son père, ses frères, ses sœurs, sa belle-sœur et sa nièce. Sa mère a quitté le pays pour chercher du travail, mais à cause de la crise de la Covid-19, elle ne peut ni travailler ni envoyer de l'argent à sa famille.

La Covid-19 emporte sur tout. Oana révise pour les examens d'entrée à l'université – un vrai défi, car elle doit étudier à la maison, communiquer avec ses enseignants par courriel ou via Whatsapp. « *Avant la pandémie, je n'utilisais presque jamais le courriel. Ma difficulté est que j'ai un accès limité à l'Internet et que je n'ai pas d'ordinateur portable, ce qui m'oblige à tout faire sur mon téléphone, y compris rédiger des dissertations.* »

Tous les projets d'Oana, toute sa vie en fait, ont été bouleversés par la Covid-19. Elle partage maintenant sa vie entre les études et les tâches ménagères. « *Nous sommes tous confinés. Mon père est le seul à sortir, car il doit aller travailler. Nous autres restons dans la cour. C'était censé être mon année, l'année où j'allais m'amuser et profiter de ces dernières semaines avec mes camarades de classe. Maintenant, nous voilà en train de communiquer par des messages, d'apprendre en ligne et d'espérer que nous pourrons retourner sur les bancs de l'école. Nous, élèves de terminale, sommes les plus affectés de tous. J'espère que nous pourrons surmonter tout cela !* »

« *J'étudie la biologie pour les examens de fin d'études secondaires et pour l'entrée à l'université. Avec cette pandémie, je dois me montrer très stricte envers moi-même, car je suis à la maison tout le temps. C'est vraiment difficile, car nous n'avons pas eu de cours particuliers en biologie et certaines choses contenues dans les livres et les vidéos sont difficiles à comprendre sans l'aide d'un professeur. Mais cela nous a aussi rendus plus responsables que d'habitude dans l'exécution de ces tâches.* »

Oana reçoit une bourse d'études de World Vision.

« *Le programme de bourses m'a offert de réelles opportunités… Il m'a permis de dire ce que je pense et m'a donné confiance dans la prise de parole en public. Je ne suis plus l'adolescente timide que j'étais.* »

Oana a récemment eu la chance de recevoir un ordinateur portable dans le cadre de sa bourse d'études. Comme Oana, beaucoup d'autres enfants dans toute l'UE ont besoin d'aide et d'infrastructures numériques pour continuer à étudier en ligne. L'éducation est leur unique chance de sortir de la pauvreté.

L'histoire d'Oana a été recueillie par World Vision Roumanie

World Vision ROMÂNIA

Pour une éducation de qualité, un accès équitable à la culture et l'autonomisation des personnes à devenir des citoyens actifs

Extrait du Manifeste pour une Europe durable centrée sur les citoyen.nes

Une éducation de qualité et un accès équitable à la culture pour tous - Pour une UE qui garantit une éducation de qualité et un accès équitable à la culture pour tous avec des budgets axés sur les personnes qui investissent dans l'éducation et la culture. Pour une UE qui soutient l'éducation à la citoyenneté et la promotion de la réflexion critique pour permettre et aux citoyennes de mieux participer aux débats publics.

Vision des membres et alliés de SDG Watch Europe pour une Europe durable :

Lifelong Learning Platform
Europe's share of GDP for education and training has never been this low (La part de PIB européen consacrée à l'éducation et à la formation n'a jamais été aussi faible).

Lifelong Learning Platform
PISA 2018 results a wake up call to put well-being not numbers at the heart of policy making (Le PISA 2018 tire une sonnette d'alarme afin que lors de l'élaboration des politiques, l'accent soit mis sur le bien-être plutôt que sur les chiffres)

Culture Action Europe
Culture in the Implementation of the 2030 Agenda
(Culture dans la mise en œuvre du Programme 2030)

Bridge 47
Envision 4.7. Roadmap in support of SDG target 4.7
(Envision 4.7. Feuille de route visant à soutenir l'objectif 4.7 des ODD)

Des mesures doivent être prises pour obtenir davantage de données et de meilleurs indicateurs dans le rapport de suivi des ODD de l'UE afin de :

- ✓ évaluer les dépenses publiques consacrées à l'éducation et à l'apprentissage continu, par exemple le pourcentage du PIB consacré à l'éducation ;
- ✓ surveiller la corrélation entre la situation socioéconomique des familles et les possibilités d'éducation à l'aide de données désagrégées pour des groupes spécifiques tels que les familles à faibles revenus, les minorités ethniques et les migrants ;
- ✓ établir le rôle de la culture dans la mise en œuvre des ODD.

ODD 4 Solutions

Garantir le droit universel à l'éducation pendant la crise de la Covid-19 : le site Web #AlleanzaAgisce

ITALIE

Le projet #AlleanzaAgisce (Alliance en action) est né de la volonté de mettre en valeur l'engagement de 270 membres et plus de 200 associés de l'ASviS :

Il est devenu un portail qui rassemble, donne de la visibilité et un accès immédiat à des dizaines d'initiatives que le réseau de l'ASviS a déployées sur le terrain pour faire face aux difficultés qui découlent de l'urgence sanitaire et pour définir le travail à accomplir afin de construire un avenir plus durable et plus résilient.

Grâce à « #AlleanzaAgisce », le site Web asvis.it permettra au portail de rassembler les initiatives accessibles à tous et à toutes et décrira également en profondeur certains des projets avec des articles contenant des entretiens et des objectifs spécifiques.

Le portail est mis à jour quotidiennement grâce aux nombreux projets qui ont été lancés : d'innombrables initiatives de solidarité, y compris une collecte de fonds, des dons, des webinaires, des livres gratuits, des ateliers et des nouvelles plateformes. En particulier, au sein du **groupe de travail dédié à l'ODD 4**, de nombreuses **initiatives sont mises en évidence par les membres de l'ASviS qui travaillent dans le domaine de l'éducation inclusive et de qualité et toutes.**

Le projet #AlleanzaAgisce a vu la participation de 79 organisations membres de l'ASviS qui ont présenté 217 initiatives détaillant les efforts qu'elles ont déployés dans les divers domaines du développement durable. Une plus grande visibilité de ces initiatives a également été obtenue grâce au bulletin d'information hebdomadaire envoyé à plus de 15 mille utilisateurs. Le partage des bonnes pratiques mises en lumière par #AlleanzaAgisce a également été renforcé grâce au réseau d'associations membres de l'ASviS et qui, depuis le début de l'Alliance, sont engagées dans un échange permanent d'initiatives. La campagne entière peut être reproduite à tous les niveaux et dans des pays différents. Son point fort consiste en l'implication des réseaux d'organisations principalement axés sur l'éducation et les plus implantés sur le terrain.

Deux macrozones ont vu l'implication du groupe de travail de l'ASviS dédié aux membres des ODD 4 actifs dans le secteur :

1. Education that transforms itself to become resilient to the virus

2. Students and teachers together to overcome the crisis in the universities

Depuis 2011, Save the Children, à travers le projet Fuoriclasse, intervient contre le décrochage scolaire au niveau de l'école primaire et secondaire. Le projet a une perspective préventive et intégrée, soutenant la motivation à étudier et à apprendre, dans le but de garantir l'accomplissement du droit universel à l'éducation. Les activités sont élaborées dans un contexte éducatif formel et informel. Fuoriclasse in Movimento a vu le jour en 2017 ; il s'agit d'un réseau de 160 écoles, qui promeut le rôle actif des étudiants. Il soutient le renforcement des capacités des enseignants dans les méthodologies innovantes et participatives et la construction des Consigli Fuoriclasse ; ces derniers sont des processus de consultation entre les étudiants et les enseignants visant à réaliser des changements, produisant un changement vertueux et durable au sein de l'école. Plus de 500 propositions de changement ont été réalisées depuis 2017.

Cette histoire a été proposée par ASVIS

Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

Égalité des sexes au sein de l'UE : certains sont plus égaux que d'autres

Selon Eurostat, l'égalité des sexes est le seul enjeu pour lequel l'UE « s'est éloignée des objectifs de développement durable ».[1] Malheureusement, les progrès vers l'égalité des femmes dans l'UE ne sont pas en voie d'être réalisés d'ici 2030. Même après avoir quitté l'enseignement supérieur avec de meilleures notes que les hommes, peu de femmes sont employées après l'obtention de leur diplôme et elles gagnent en moyenne moins que les hommes. Les femmes sont moins représentées dans les postes de direction en politique, en affaires et en sciences. La violence à l'égard des femmes et des filles est extrêmement élevée, avec un tiers des femmes de l'UE déclarant avoir subi des violences sexuelles ou physiques. L'UE est un point névralgique du trafic d'êtres humains et de l'exploitation sexuelle.

Quelques défis clés qui nécessitent toute l'attention de nos décideur.ses politiques :

- Les femmes sont plus exposées au risque de pauvreté que les hommes. La crise financière et économique de 2008 et la pandémie de la covid ont entraîné une baisse de l'indépendance économique des femmes par une perte d'emplois dans le secteur informel et la résiliation des contrats à court terme. Les mères célibataires, qui représentent 87 % des familles monoparentales, sont régulièrement confrontées à des difficultés économiques. L'écart salarial entre les hommes et les femmes persiste. Dans tous les types d'emploi, les femmes gagnent en moyenne 15 % moins que les hommes. En dépit des meilleurs résultats scolaires, 78,6 % des femmes diplômées trouvent un emploi après l'obtention de leur diplôme, contrairement à 83,2 % des hommes.

- Les charges familiales reposent de manière disproportionnée sur les femmes, avec une femme sur trois déclarant que c'est la raison pour laquelle elle est au chômage, contrairement à 4,5 % des hommes. Les femmes travaillent en moyenne 6 heures de plus (rémunérées et non rémunérées) que les hommes, avec moins d'heures payées. La pratique d'activités de soins ou d'assistance non rémunérées donne lieu à un manque de protection sociale pour les femmes dans toute l'UE, notamment pendant la vieillesse.

- Prise de décision : en 2019, environ 33 % des sièges aux parlements nationaux étaient occupés par des femmes (contre 20 % en 2003). En dépit de ces progrès, seuls 28 % des membres du conseil d'administration des plus grandes entreprises sont des femmes. Si l'on prend en considération toutes les entreprises, et pas seulement les plus grandes, ce chiffre a cependant fortement réduit.[2]

- La dimension de genre dans le changement climatique, de la protection de l'environnement et de la durabilité n'est pas suffisamment examinée. La pauvreté énergétique touche plus souvent les ménages dirigés par des femmes. L'empreinte carbone individuelle varie entre les hommes et les femmes et les différents niveaux de revenus et de valeurs doivent être pris en compte pour élaborer des politiques efficaces.[3] L'autonomisation politique des femmes entraîne une réduction de l'empreinte climatique.[4]

- 31 % des femmes dans l'UE ont subi des violences physiques depuis l'âge de 15 ans. 22 % ont subi des violences physiques ou sexuelles de la part d'un partenaire, et 45 à 55 % un harcèlement sexuel.[5] Chaque année, environ 3 500 femmes dans l'UE sont tuées par leur partenaire intime.[6] Au moins 500 000 femmes vivant dans l'UE ont subi des mutilations génitales féminines (MGF).[7]

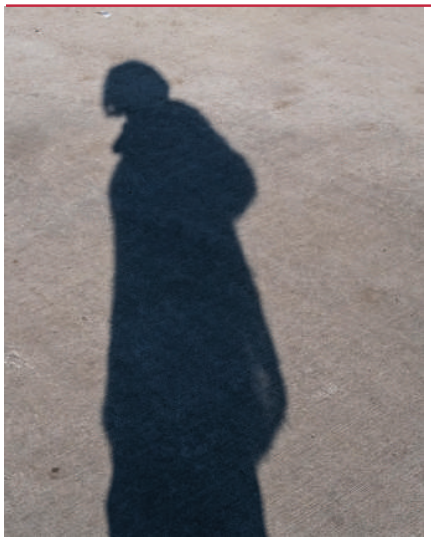
- L'accès à la santé sexuelle et reproductive et aux droits génésiques est menacé au niveau mondial, y compris dans l'UE. La législation sur l'avortement est inégale dans l'UE et en Pologne, elle est illégale.

- Une étude du Parlement européen estime que des centaines de milliers de personnes, principalement les femmes et les enfants, sont victimes de la traite des êtres humains en destination de l'UE ou dans l'UE chaque année, principalement à des fins de prostitution.[8] L'étude indique également que les politiques qui libéralisent la prostitution, comme en Allemagne, ont favorisé l'augmentation de la prostitution et de la traite des êtres humains, tandis que le modèle suédois qui criminalise l'acheteur tout en offrant un soutien aux prostituées a réduit la demande et dissuadé les trafiquants.[9]

1 Eurostat news release, 22 June 2020. Eurostat monitoring report – How has the EU progressed towards the Sustainable Development Goals ? https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/11011937/8-22062020-AP-EN.pdf/f2aa5f4d-a7a9-8ea6-8664-639fd4244a78
2 Eurostat. Sustainable development in the European Union Monitoring report on progress towards the SDGs in an EU context, 2020 edition. Eurostat SDG monitoring report 2020.
3 CIDSE Europe's (wo)man in the moon moment.
4 McKinney/Fulkerson Gender Equality and Climate Justice: A Cross-National Analysis.
5 CE Gender-based violence by definition.
6 Figure from DAPHNE EU, 2007 (without Croatia).
7 CE Gender-based violence by definition.
8 CE Human-trafficking explained. Estimations des chiffres fournies par Europol.
9 European Parliament Sexual exploitation and prostitution and its impact on gender.

Comment survivre à la violence conjugale m'a rendue plus forte - la lutte pour la justice doit continuer

L'histoire de Maria Fernanda



Source : Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne

ESPAGNE

« *Je n'ai jamais cru que cela pourrait m'arriver. Je pensais que la violence sexiste était une chose qui arrivait à d'autres femmes, plus soumises, sans instruction… Mais existe-t-il un profil pour les victimes d'abus ? Non, il n'en existe pas.* » Maria, originaire du Mexique, s'est installée aux États-Unis pour étudier et travailler comme journaliste. Elle a rencontré son agresseur, qui est aussi le père de son enfant, en Espagne.

Elle a finalement trouvé un programme qui prend en charge les femmes victimes de violences sexistes. Elle s'est inscrite à un cours d'autodéfense intitulé « Je ne suis pas une victime, je suis une survivante ». « *Pour elles, nous étions les 25 femmes les plus exposées à ce risque dans la ville, dont les vies étaient les plus menacées. C'est affreux de penser que vous avez été choisie parce que votre vie était menacée.* »

Le cours est devenu un moment clé dans sa vie. Les participantes ont créé un groupe WhatsApp qui est finalement devenu *Somos Más* (« Nous sommes plus »), pour veiller à ce que « *d'autres femmes ne vivent pas ces moments de solitude, d'angoisse, de sentiment d'impuissance et d'incompréhension.* »

Maria tient à souligner l'importance de se voir citer dans des histoires de réussite. « *Regardez-la, elle a traversé cela il y a huit ans. Elle va bien et a l'air heureuse. Elle a l'air en sécurité dans les rues et je constate que même si elle continue d'être menacée, elle dit « c'est bon, je suis en bonne santé, physiquement et mentalement, et on va s'en sortir ». Reconstruire nos vies signifie différentes choses : sortir seule, sortir de la maison. Nous avons des membres qui ne sortent pas pendant deux, trois semaines ».*

En Espagne, les militants des droits des femmes font campagne pour que le système judiciaire cesse de délivrer des ordonnances de garde partagée en cas de violences sexistes. En Espagne, entre 2013 et 2019, 29 enfants ont été tués par leurs pères qui se vengeaient de leurs anciennes partenaires. « *Ils autorisent les agresseurs à continuer à élever les enfants, même si ceux-ci sont terrifiés. Quand mon fils avait trois ans, chaque fois que je lui disais que je devais l'emmener voir son père, il me demandait de lui pardonner … « Pardonne-moi, pardonne-moi, tout va bien, mais pitié, pas ça. » Et tu dois lui expliquer que tu l'aimes et que cela ne dépend pas de toi. Pourquoi les droits du père devraient-ils outrepasser ceux de l'enfant ?* »

L'histoire de Maria Fernanda a été recueillie par Futuro en Común

FUTURO EN COMÚN

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

Pour une Europe dans laquelle les femmes sont à l'abri de la discrimination et de violence, et bénéficient de l'égalité des chances

Extrait du Manifeste pour une Europe durable centrée sur les citoyen.nes

Égalité et droits humains – Les politiques publiques et les mesures législatives doivent permettre de garantir que, conformément au droit européen et international relatif aux droits humains, toutes les citoyennes et résidentes européennes bénéficient du même niveau de protection et puissent exercer leurs droits et libertés fondamentaux, pour vivre selon leurs propres convictions, dans le respect des principes d'auto-détermination et de dignité humaine, et sans discrimination. L'UE doit améliorer ses politiques et ses actions pour garantir l'égalité des sexes, en plus de garantir que toute personne confrontée à des discriminations ait les mêmes chances dans la société que n'importe qui d'autre.

Vision des membres et alliés de SDG Watch Europe pour une Europe durable :

Lobby européen des femmes
Women in Politics and Women in Business (Les femmes en politique et les femmes dans les affaires)

Make Mothers Matter
Mothers' Unpaid Family Care Work (Les tâches familiales non rémunérées des mères)

Lobby européen des femmes
Disrupting the Continuum of Violence against Women and Girls (Lutter contre la continuité des violences faites aux femmes et aux filles)

Réseau END FGM Europe
Tackling FGM in Europe (Lutter contre les MGF en Europe)

IPPFEN
End Reproductive Coercion (Mettre fin à la coercition reproductive)

Lobby européen des femmes + une grande coalition des ONG
Brussels' Call 'Together for a Europe free from prostitution' (Appel de Bruxelles « Ensemble pour une Europe libérée de prostitution »)

Des mesures doivent être prises pour obtenir davantage de données et de meilleurs indicateurs dans le rapport de suivi des ODD de l'UE afin de :

- √ mieux comprendre les écarts de salaire entre les hommes et les femmes à l'âge de la retraite et la pauvreté chez les personnes âgées ;
- √ suivre le nombre de femmes occupant des postes de direction dans tous types d'entreprises, dans les institutions scientifiques et publiques ;
- √ suivre le problème de la traite des êtres humains, en particulier à des fins d'exploitation sexuelle ;
- √ mieux évaluer l'intersectionnalité entre l'égalité des sexes et les autres dimensions de l'inégalité.

Lutter contre les violences faites aux femmes à l'aide des politiques innovantes : Passeports « Stop MGF »

BELGIQUE, ALLEMAGNE, ESPAGNE, PAYS-BAS, ROYAUME-UNI

L'objectif 3 de l'ODD 5 (parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles) est l'élimination de toutes les pratiques préjudiciables, y compris les mutilations génitales féminines (MGF).

Certains États membres de l'UE ont pris des mesures pour prévenir les MGF. Les passeports « Stop MGF » en sont un exemple : il s'agit de déclarations appuyées par les gouvernements dans le but d'accroître le niveau de sensibilisation sur les MGF, ainsi que la législation connexe, les sanctions et les informations relatives à l'aide ou au soutien disponibles. L'intention est que les personnes issues des communautés affectées par les MGF gardent ces déclarations dans leurs documents de voyage lorsqu'elles se rendent à l'étranger. Elles sont disponibles en plusieurs langues, dans l'espoir qu'elles seront utilisées si une fille ou sa famille fait face à des pressions les poussant à subir des MGF.

En 2009, le gouvernement néerlandais et d'autres organisations ont signé une « Déclaration d'opposition à la circoncision féminine » qui peut être remise aux parents des filles originaires des pays à haut risque. Au Royaume-Uni, il existe une « Déclaration d'opposition aux mutilations génitales féminines » ou un « Passeport santé » que les personnes issues des communautés affectées peuvent emporter avec elles lorsqu'elles partent à l'étranger. En Belgique, les passeports « STOP MGF » sont disponibles dans les cliniques de voyage, les centres de vaccination et les services de première ligne. De même, en Espagne, les parents qui se rendent dans des pays à haut risque peuvent être invités à signer une déclaration dans laquelle ils promettent que leurs filles ne subiront pas de MGF. À Hambourg, en Allemagne, une « Déclaration d'opposition aux MGF » a été publiée en 2019.

Nous exhortons les pays européens à maintenir et à renforcer leurs engagements nationaux, régionaux et internationaux en matière de promotion de l'égalité des sexes et à lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles, y compris les MGF. Les passeports et les déclarations « Stop MGF » sont un bon moyen de régler le problème en coordination, en partenariat et dans le cadre d'un dialogue ouvert avec les familles et les filles menacées. Ils constituent un élément essentiel de la sensibilisation aux MGF et de leur prévention, ainsi que de la consolidation des connaissances sur les lois et les sanctions applicables. Ils constituent un outil qui permet de démontrer une bonne compréhension de la pratique et de sa complexité, qui la traite de manière sensible et qui offre un soutien supplémentaire pour lutter contre les pressions de la communauté. Pour ces raisons, nous recommandons qu'ils soient élaborés et diffusés à plus grande échelle.

Plus important encore, ils constituent une réponse, étape par étape, vers l'abandon total de cette pratique néfaste : un monde que nous voulons tous voir !

Cette histoire a été proposée par le Réseau END FGM Europe

END FGM EUROPEAN NETWORK

Assurer l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous

Pas d'accès à l'eau pour des millions de personnes en Europe, des plans d'eau sous pression

Bien que la grande majorité des Européen.nes n'aient pas à se préoccuper de l'eau potable et de l'assainissement décent, il existe d'importantes minorités et de personnes en situation de pauvreté qui vivent en marge de nos sociétés prospères et qui n'ont pas accès à un assainissement adéquat ou à l'eau potable dans leurs maisons.

Dans le même temps, les sources d'eau de l'UE sont soumises à une énorme pression due aux prélèvements non durables de l'eau douce, à l'altération des plans d'eau et à la pollution. Outre la nécessité de garantir la disponibilité de l'eau et la gestion durable de l'eau, il est urgent de protéger et de restaurer les écosystèmes liés à l'eau. L'UE importe également de grandes quantités d'eau virtuelle, c'est-à-dire de l'eau utilisée pour la production d'aliments et de biens en dehors de l'UE, y compris de pays souffrant de pénurie d'eau. L'UE a donc une incidence sur la réalisation de l'ODD 6 dans d'autres régions.

Quelques défis clés qui nécessitent toute l'attention de nos décideur.ses politiques :

- en moyenne 2,3 % des ressortissant.es de l'UE vivent sans avoir accès à des installations sanitaires à domicile, avec une fourchette allant de près de 0 à 60 % dans certains États membres, en particulier dans les zones rurales. En termes de chiffres, cela signifie qu'environ 10 millions de personnes dans notre région riche sont privées des droits fondamentaux à l'eau et à l'assainissement. Parmi les 6 millions de Roms de l'UE, la majorité n'a accès ni à un assainissement adéquat ni à l'eau potable dans leurs foyers.[1] L'assainissement et l'accès à l'eau médiocres et problématiques constituent un problème quotidien pour les sans-abris dans toute l'UE. En outre, le fait que, selon Eurostat, plus de 17 % des ressortissant.es vivent dans des logements surpeuplés signifie que nombreux parmi eux n'ont pas accès à un assainissement adéquat.
- Dans la plupart des pays, les produits de santé reproductive et d'hygiène féminine sont encore considérés comme un luxe.
- L'UE a fait pression pour une libéralisation et une privatisation continues du marché de l'eau à travers le traitement de l'eau comme une marchandise plutôt qu'un bien public. Plus d'un million de personnes ont signé l'initiative citoyenne européenne Right2water[2] afin de placer le droit à l'eau au cœur de la politique de l'UE. Cette initiative, qui est soutenue par un large réseau de syndicats et d'organisations de la société civile, exige que tout le monde – y compris les groupes à faibles revenus – ait accès à une eau abordable. L'initiative a établi que 16 millions de personnes dans l'UE risquent de voir leur alimentation d'eau coupée pour non-paiement de leurs factures.[3] La directive sur l'eau potable actualisée est une étape qui n'est pas suffisante.
- L'Indice d'exploitation de l'eau d'Eurostat est un outil potentiellement utile qui montre la consommation d'eau dans chaque État membre en proportion des ressources en eau disponibles, et indique les endroits où des pénuries d'eau sont probables. Toutefois, les données récentes (après 2016) font défaut pour la majorité des États membres.
- Tant les utilisateurs industriels que l'agriculture intensive utilisent l'eau de manière non durable et polluent les eaux de surface et souterraines dans l'UE. Le ministère espagnol de la Transition écologique estime que la moitié des réserves d'eau souterraine du pays sont polluées et que l'approvisionnement en eau potable est menacé. Les niveaux de nitrates dans différentes régions de l'UE sont supérieurs à ce qui est considéré comme sûr (voir également l'ODD 2).
- L'Agence européenne pour l'environnement (AEE) a averti que les zones humides de l'UE sont soumises à une forte pression due à l'utilisation des sols et à la pollution, car elles sont souvent limitrophes de terres agricoles et d'infrastructures de transport telles que les routes. 60 % des rivières, lacs et zones humides d'Europe ne sont pas en bonne santé écologique en raison de la pollution due à l'agriculture, l'industrie, la surexploitation et l'hydroélectricité.[4]
- En général, l'implication des parties prenantes – telles que les femmes, les jeunes ou les minorités – dans la gouvernance de l'eau dans tous ses aspects reste faible, malgré l'Article 14 de la Directive-cadre sur l'eau, qui prévoit l'obligation de participation du public.

1 ERRC Europe must ensure marginalised communities have access to water during pandemic.
2 Voir https://www.right2water.eu/
3 Initiative Right2water The right to water must be a priority for the Commission and the new European Parliament says ECI campaigner.
4 Voir EEB on the state of European water bodies.

L'Europe au XXIe siècle : un village rom sans accès à l'eau potable

Histoire d'Erika Berkyova

Source : Eurostat

SLOVAQUIE

Je m'appelle Erika Berkyova et je vis en Slovaquie centrale, plus précisément à Janice, un petit village de quelque 300 habitants.

À Janice, nous n'avons pas accès à l'eau du robinet. Nous dépendons de puits locaux. Notre eau est insalubre parce que les puits sont contaminés. C'est en partie un phénomène naturel, mais la cause principale remonte à l'époque du socialisme où l'utilisation intensive de produits chimiques agricoles a contaminé le sol de nitrates et a rendu notre eau impropre à la consommation.

L'insalubrité de l'eau constitue un énorme problème pour nous. Nous ne pouvons ni la boire ni l'utiliser pour faire la cuisine. Nous ne devrions même pas l'utiliser pour faire la vaisselle. Les produits chimiques peuvent être néfastes pour vous même lorsque vous prenez une douche ou un bain. Ce problème affecte tout le monde, les vieux comme les jeunes. Les plus affectés sont les bébés et les jeunes enfants, vulnérables aux maladies et sujets aux allergies, et les personnes âgées atteintes de déficiences immunitaires. Dans ma propre famille, nos enfants sont souvent malades.

Il y a quelques années, la municipalité a commencé à fournir de l'eau filtrée à partir d'un robinet situé dans les locaux du bureau municipal. Il fallait s'y rendre avec un récipient pour recueillir de l'eau pendant les heures ouvrables. Ce n'était pas une solution : nous ne pouvions pas avoir d'eau les weekends. Au départ, nous devions payer pour cela, une somme certes modique, mais importante pour des personnes vivant dans la pauvreté. Si bien que de nombreux voisins ont choisi de continuer à utiliser l'eau insalubre. Depuis lors, les choses se sont améliorées : l'eau est maintenant gratuite et le bureau est ouvert pendant des heures plus longues, mais toujours pas les weekends. Le filtre est coûteux à faire fonctionner, raison pour laquelle la municipalité en a restreint l'utilisation, ce qui rend parfois l'eau potable indisponible pendant des jours. Pendant la crise liée à la Covid-19, la majorité des personnes achetait de l'eau en bouteille dans les boutiques, malgré le coût.

Janice a besoin d'une conduite d'eau centrale reliée à une source potable. Il s'agit d'un énorme investissement dont nous avons déjà parlé au maire. Il a promis d'obtenir l'accord pour l'installation d'une conduite d'eau et de recueillir des fonds auprès du gouvernement ou de l'Union européenne. Je suis ce projet de près. Au XXIe siècle, tout le monde dans l'Union européenne – y compris nous, les Roms d'un petit village – devrait avoir accès à l'eau potable.

L'histoire d'Erika Berkyova a été recueillie par le Bureau européen pour l'environnement (BEE)

EEB European Environmental Bureau

Pour des rivières et des lacs, des eaux souterraines non polluées et le droit à l'accès à l'eau pour tous et pour toutes

Extrait du Manifeste pour une Europe durable centrée sur les citoyen.nes

Pour des politiques européennes qui garantissent une vie de qualité et un logement décent pour tous et pour toutes.

Pour une UE qui garantit la justice environnementale.

Pour une UE qui établit et fait appliquer les normes communes permettant de fournir de l'eau potable.

Vision des membres et alliés de SDG Watch Europe pour une Europe durable :

BEE
Roma communities pushed to the wastelands
(Les communautés roms poussées vers les terrains vagues)

WECF International
Safe Water and Sanitation (Eau potable et assainissement)

BEE
Protect water - letter to the EU from 130 NGOs
(Protection de l'eau - lettre de 130 ONG à l'UE)

BEE
The Future of EU Rivers (L'avenir des rivières de l'UE)

Women for Water Partnership
8th World Water Forum (8ème Forum mondial de l'eau).
Rapport régional Europe

Des mesures doivent être prises pour obtenir davantage de données et de meilleurs indicateurs dans le rapport de suivi des ODD de l'UE afin de :

- √ collecter et analyser les données ventilées, par exemple par sexe, âge et revenu, sur les personnes qui se voient refuser le droit à l'eau et à l'assainissement et sur les communautés les plus touchées ;
- √ fournir de meilleures informations sur l'état écologique des lacs, des rivières et des ressources en eau.

Accès à l'eau et à l'assainissement pour tous et pour toutes : la campagne « L'eau est un droit ! »

© *Cécile Massie*

FRANCE

En 2010, l'Assemblée générale des Nations unies a reconnu le droit de l'homme à l'eau potable et propre et à l'assainissement. Dix ans plus tard, les défis sont encore immenses : 2,2 milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et 4,2 milliards de personnes n'ont pas accès à l'assainissement sûr.

Les chiffres en France métropolitaine sont de 1,4 million de personnes sans accès à l'eau potable et 7,5 millions de personnes sans accès à un assainissement adéquat. Les personnes qui mènent une vie précaire et incertaine – vivant dans la rue, dans des bidonvilles et des colonies de squatters – sont les plus touchées.

En novembre 2019, 30 organisations françaises ont uni leurs forces pour lancer la campagne « L'eau est un droit » afin d'inciter le gouvernement à agir. Elles ont appelé les candidats aux élections municipales de 2020 (organisées entre mars et juin) à s'engager à respecter cinq engagements de leur Manifeste de l'eau. Les autorités locales peuvent prendre des mesures pour que l'eau potable et l'assainissement soient accessibles à tous et toutes, car elles sont légalement responsables de l'accès à l'eau dans leurs juridictions – fontaines d'eau, toilettes et douches publiques. Elles peuvent également introduire une tarification sociale et progressive et renforcer la participation des citoyens.

Il existe également des mécanismes d'action internationale sous la forme de projets de solidarité décentralisés relatifs à l'accès à l'eau et à l'assainissement, en particulier à travers le mécanisme « 1 % solidaire pour l'eau ». La campagne « L'eau est un droit » a touché de nombreux candidats lors de ces élections grâce aux actions de sensibilisation – lettres, demandes de réunions, conférences – et aux événements et défis spéciaux sur les réseaux sociaux.

Les résultats ont été très positifs. 152 autorités élues ont signé le Manifeste de l'eau et ont promis de prendre les mesures nécessaires dans leurs districts et à l'échelle internationale. Parmi eux se trouvaient 52 maires et conseillers municipaux des partis de l'opposition et de la majorité au pouvoir. De nombreux signataires ont été élus dans les grandes villes, y compris Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille et Paris.

La crise sanitaire a démontré que l'amélioration effective des conditions de vie des familles marginalisées et des personnes isolées ne peut se faire sans la mobilisation des acteurs locaux et l'implication des équipes communales et intercommunales. De manière plus générale, une coordination multipartite impliquant l'État et les acteurs de la société civile sera nécessaire pour garantir que tout le monde, y compris les personnes plus vulnérables, puisse avoir accès à l'eau et à l'assainissement.

La réalisation du droit à l'eau potable et à l'assainissement est la première étape vers l'intégration éducative, sociale et économique des personnes vivant en marge de la société.

Cette histoire a été proposée par Coalition eau

Énergie abordable et propre

La révolution énergétique entravée

En 2018, 19 % de l'énergie consommée dans l'UE provenait de ressources renouvelables, ce qui place l'UE sur la voie de la réalisation d'un objectif de 20 % d'ici 2020.[1] Toutefois, ce rythme de progression n'est pas assez rapide pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2040, un objectif qu'un récent scénario du BEE et de CAN Europe a présenté comme étant réalisable, sûr et durable. Ce scénario montre que le passage à un approvisionnement en énergies renouvelables et une plus grande efficacité énergétique sont essentiels, bien qu'ils ne suffisent pas à eux seuls pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2040, car nous devons également réduire nos besoins énergétiques.

De nouveaux investissements dans les combustibles fossiles doivent être évités à tout prix. Ils créent des blocages, engageant ainsi l'Europe à émettre du carbone pendant des décennies. Tous les nouveaux investissements doivent être consacrés aux énergies renouvelables, en prenant le soin d'éviter les impacts négatifs sur l'environnement : par exemple, les centrales hydroélectriques peuvent perturber les écosystèmes et bouleverser la vie des communautés entières. La transition vers une énergie neutre en carbone ne peut se faire qu'avec le soutien des populations et devra respecter des objectifs environnementaux plus généraux.

L'abordabilité et la pauvreté énergétique constituent un défi. Bien que nous disposions de technologies sophistiquées nécessaires pour la production et l'approvisionnement en énergie renouvelable, de nombreuses personnes en Europe n'ont toujours pas les moyens de chauffer leur maison et risquent de se voir couper le gaz ou l'électricité.

Quelques défis clés qui nécessitent toute l'attention de nos décideur.ses politiques :

- L'UE a atteint son objectif pour 2020, à savoir que 20 % de l'énergie est fournie à partir de ressources renouvelables ; mais cet objectif a été fixé à un niveau trop bas. L'objectif visé doit être de faire émerger un système énergétique européen 100 % renouvelable d'ici 2040. Ce qui nécessite des changements très importants dans la manière dont nous remplaçons les anciennes technologies par de nouvelles afin de passer des combustibles fossiles à l'énergie propre et entièrement renouvelable dans tous les secteurs de l'économie. Les ressources financières nécessaires doivent être trouvées dans la Taxonomie de l'UE,[2] le Plan de relance pour l'Europe et le Cadre financier pluriannuel 2021 - 2027.
- Les estimations des subventions de l'UE en faveur des combustibles fossiles vont de 39 à plus de 200 milliards d'euros par an, selon les mesures utilisées,[3] et elles ne sont pas en baisse.[4] Les subventions en faveur des combustibles fossiles sont dissimulées sous la forme d'exonérations fiscales, d'avantages fiscaux, d'aides d'État ou de critères d'éligibilité aux fonds de l'UE, tels que les fonds de cohésion ou le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe. Ces subventions sont la preuve d'un manque évident de cohérence des politiques en matière d'énergie durable. Les investissements dans les infrastructures gazières sont subventionnés même s'ils compromettent notre objectif lié à la neutralité carbone.
- L'UE dépend pour ses besoins énergétiques du pétrole et du gaz importés, principalement de Russie, d'Irak, d'Arabie Saoudite et de Norvège, ce qui expose l'Europe aux aléas de la volatilité des marchés énergétiques. Selon Eurostat, en 2018, plus de la moitié des besoins énergétiques de l'UE (58 %) ont été satisfaits par des importations. Ce taux de dépendance s'élève à plus de 90 % à Malte, au Luxembourg et à Chypre et est inférieur à 25 % en Roumanie, au Danemark et en Estonie. En 2000, le taux de dépendance à l'égard des importations d'énergie était de 56 %.[5]
- L'UE et les États membres font partie du Traité sur la Charte de l'énergie (TCE), un accord international d'investissement qui protège les investissements dans les combustibles fossiles et permet aux investisseurs étrangers de poursuivre les gouvernements signataires devant des tribunaux d'arbitrage internationaux. Au moins 130 plaintes obligent les gouvernements à payer des milliards d'euros. Le TCE est l'un des principaux obstacles à la réalisation des objectifs du Pacte vert pour l'Europe et de la nouvelle Loi européenne sur le climat, car en réalité, il protège les investissements dans les combustibles fossiles contre les nouvelles mesures gouvernementales visant à promouvoir les sources d'énergie renouvelables. Cependant, il est très peu connu du public. Il subit actuellement une réforme et il est maintenant urgent que l'UE et les États membres se libèrent de tout accord qui compromet ou ralentit la transition vers une énergie propre, accessible et durable.
- La pauvreté énergétique représente un problème dans toute l'Europe, des personnes étant incapables de réchauffer ou de climatiser leurs maisons, de produire suffisamment de chaleur ou d'alimenter leurs appareils. Les ODD préconisent un accès universel à une énergie accessible, fiable et moderne. Selon Eurostat, 7,6 % des Européens n'ont pas les moyens de chauffer leurs maisons, et ce chiffre pourrait être bien en deçà de la réalité. Nous devons savoir qui n'a pas accès à une énergie abordable et pourquoi cela se produit.

1 Statistiques énergétiques d'Eurostat en 2018.
2 La taxonomie de l'UE est un outil destiné à aider les investisseurs, les entreprises, les émetteurs et les promoteurs de projets à se retrouver dans la transition vers une économie sobre en carbone, résiliente et économe en ressources.
3 Parlement européen Fossil Fuel Subsidies.
4 Ibid.
5 Eurostat factsheet on energy import dependency.

Une énergie durable pour la nature et les communautés locales, et non contre elles

L'histoire de Catherine Bohne

Source : Observatoire européen de la pauvreté énergétique

ALBANIE

Je m'appelle Catherine et je vis à Tropoja, en Albanie. En 2016, nous avons appris qu'il était prévu de construire jusqu'à 14 petites centrales hydroélectriques (CHE) sur un tronçon de 30 km de la rivière Valbona, dont huit dans le parc national. Les populations locales n'ont été ni consultées, ni même informées de ce projet. Leur opposition à ce projet m'a donné l'occasion de rendre service aux personnes qui avaient partagé leurs maisons avec moi depuis mon arrivée. Depuis lors, je me suis battue pour donner la possibilité aux gens de s'exprimer et obliger le système à rendre des comptes.

Vous vous demandez peut-être si l'hydroélectricité n'est pas durable. L'évaluation de l'impact environnemental déposée pour ces centrales n'a pas répondu à cette question. Surtout pas pour ceux qui se trouvent à l'intérieur du parc national qui, selon la loi albanaise, est une zone devant être « minimalement touchée par l'activité humaine ».

Le fait que les CHE seront des investissements privés est encore plus important. C'est une violation de la culture de la région et de son droit coutumier (le « kanun »). Il stipule que : 1) les trésors de la nature doivent être préservés pour les générations futures ; 2) les intérêts individuels ne doivent jamais l'emporter sur ceux de la communauté ; 3) tous ont une voix égale pour décider de la manière dont les ressources naturelles doivent être réparties ; et 4) chacun a un droit égal d'en bénéficier.

L'Albanie connaît un boom hydroélectrique. Entre 2009 et 2013, des concessions ont été accordées pour 700 petites centrales hydroélectriques sur pratiquement toutes les rivières du pays. L'Albanie dépend actuellement à 99 % de l'énergie hydroélectrique. Malgré cela, l'approvisionnement en électricité n'est toujours pas fiable. Le problème n'est pas la capacité à produire de l'énergie, mais le caractère saisonnier de l'hydroélectricité avec des précipitations fluctuantes et les mauvaises infrastructures de distribution. Chaque fois qu'il pleut ou que le vent souffle, l'électricité est coupée. Lorsqu'un transformateur tombe en panne, la population locale est « invitée » à en acheter un nouveau et à payer pour le faire installer. Et puis, comme je l'ai vu au village de Gjelaj, la compagnie d'électricité va exiger le paiement d'anciennes factures - c'est surprenant, car le village est sans électricité depuis 13 ans.

La bataille de l'hydroélectricité nous a obligés à suivre un cours accéléré sur l'énergie et l'économie du monde moderne. Nous découvrons comment nous pouvons y participer de manière significative. Nous formulons maintenant notre propre vision pour l'avenir en partant de notre propre expérience et de la sagesse du kanun, dont l'Europe tout entière devrait s'inspirer.

L'histoire de Catherine Bohne a été recueillie par la branche allemande de Women Engage for a Common Future (WECF) et MilieuKontakt Albanie

Pour une Europe fournissant une énergie 100 % renouvelable, propre, abordable et favorisant l'appropriation communautaire

Extrait du Manifeste pour une Europe durable centrée sur et les citoyen.nes

La transition juste et durable vers les énergies renouvelables – L'UE doit accélérer la transition juste et durable vers un approvisionnement en énergie 100 % renouvelable, propre, abordable, soutenant la propriété collective et qui n'engendre pas de précarité énergétique.

Vision des membres et alliés de SDG Watch Europe pour une Europe durable :

REN21, CAN Europe, BEE et Renewables Grid Initiative
An EU Energy Scenario Compatible with the Paris Agreement (Un scenario énergétique de l'UE compatible avec l'Accord de Paris)

CAN Europe
More fossil fuel subsidies (Plus de subventions pour les énergies fossiles).

Global Witness
Pipe Down. How gas companies influence EU policy and have pocketed €4 billion of taxpayers' money (Comment les compagnies gazières influencent la politique de l'UE et la manière dont elles ont empoché 4 milliards d'euros de l'argent des contribuables).

Transnational Institute + Corporate Europe Observatory
ECT's dirty secrets (Les pires secrets du TCE)

EAPN
Right to Energy for All Europeans! (Droit à l'énergie pour tous les Européens !)

Des mesures doivent être prises pour obtenir davantage de données et des indicateurs supplémentaires au niveau de l'UE afin de :

- √ donner un compte rendu précis des subventions aux combustibles fossiles ;
- √ surveiller la consommation d'énergie par habitant et les émissions de CO2 ;
- √ identifier et localiser les personnes qui n'ont pas accès à une énergie abordable et qui souffrent de pauvreté énergétique à l'aide de données désagrégées.

ODD 7 Solutions

Mettre les énergies renouvelables à la portée de tous et toutes : les coopératives citoyennes

ALLEMAGNE ET ESPAGNE

Si nous voulons réaliser une transition vers une énergie 100 % renouvelable, nous aurons besoin de la capacité de fournir une énergie décentralisée et inclusive.

Les « prosommateurs » (producteurs-consommateurs d'énergie renouvelable (ER)) jouent maintenant un rôle majeur dans la transition énergétique, en installant des technologies relatives aux énergies renouvelables sur leurs propres toits ou en participant à des communautés d'énergie renouvelable.

Collectivement, les prosommateurs financent et accélèrent les progrès vers la réalisation des ODD. Ils y parviennent en sensibilisant sur le changement climatique, en créant des emplois et des infrastructures locales résistantes, en permettant une plus grande acceptation des technologies relatives aux énergies renouvelables et en fournissant une énergie abordable. Dans toute l'Europe, les coopératives énergétiques contribuent à transformer le marché de l'énergie, qui est passé d'un marché centralisé dominé par les grandes compagnies d'électricité à un marché décentralisé comptant des millions de citoyens actifs. Grâce à leur structure démocratique et participative, les coopératives énergétiques contribuent à l'autonomisation de tous les groupes socialement et économiquement défavorisés et ciblent spécifiquement les femmes, qui sont sous-représentées dans le secteur de l'énergie. En impliquant activement les femmes en tant que membres, gestionnaires, investisseurs, producteurs, consommateurs et employeurs, elles peuvent stimuler l'esprit d'entreprise tout au long de la chaîne de valeur énergétique et lutter contre la pauvreté énergétique.

Des solutions énergétiques citoyennes à l'échelle européenne permettraient d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et les ODD d'une manière équitable sur les plans social et du genre.

GOIENER TALDEA est une coopérative citoyenne qui génère et promeut l'utilisation des énergies renouvelables au Pays basque et en Navarre, en Espagne, au profit des personnes dont les besoins énergétiques ne sont pas satisfaits et qui sont exclues par les grandes entreprises d'énergie. La coopérative – créée en 2012 – est désormais un fournisseur d'énergie à but non lucratif retenu, avec un chiffre d'affaires de 8,9 millions d'euros et un modèle commercial basé sur la durabilité et le partenariat.

GOIENER a été créé en réponse au manque de représentation démocratique dans les entreprises du secteur de l'énergie, à leur faible considération ou totale absence de considération pour l'environnement, et à leur vision des énergies renouvelables comme un moyen supplémentaire de réaliser des profits. En revanche, GOIENER a placé les citoyen.nes au centre de ses préoccupations dès le début. Aujourd'hui, GOIENER compte plus de 10 000 membres et plus de 70 municipalités participantes, les organisations représentant 8 % de ses membres et 50 % de son chiffre d'affaires annuel.

Cette histoire a été proposée par la branche allemande de Women Engage for a Common Future (WECF Allemagne) & Cooperatives Europe

Travail décent et croissance économique

La poursuite d'une croissance économique infinie pousse les gens et notre planète à l'épuisement.

L'ODD 8 appelle à une croissance économique soutenue, « en fonction des circonstances nationales », en mettant l'accent sur les besoins spécifiques des pays les moins avancés. Pour l'UE, l'objectif politique d'une croissance économique infinie est contre-productif et menace de compromettre d'autres objectifs. Dans la plupart des régions de l'UE, nous produisons et consommons beaucoup plus que ce qui est nécessaire pour bien vivre. Notre système économique et nos modes de vie poussent la planète au-delà de sa capacité de charge. La croissance infinie du PIB est non seulement un objectif politique dépassé, mais elle ne fonctionne pas non plus comme un indicateur de développement durable et de bien-être. Elle exprime uniquement la valeur monétaire des produits et services que notre économie produit et ne renseigne pas sur la qualité du travail, le bien-être des personnes dans l'économie, ou sa durabilité environnementale. Si le PIB a augmenté dans l'UE, le nombre de personnes souffrant de pauvreté au travail au sein de l'Union et le nombre de travailleurses exploité.es dans le monde pour produire des biens vendus sur le marché européen ont également augmenté. Et pourtant, nos politiques et instruments économiques sont tous orientés vers une croissance toujours plus forte du PIB. Les voix des hommes et femmes de science, de la société civile et des décideurs et décideuses politiques se sont faites plus fortes ces dernières années, soutenant qu'une croissance durable dans les économies surdéveloppées est impossible et qu'il s'agit d'un mythe soigneusement construit. La réalité est que nous sommes incapables de dissocier suffisamment la croissance économique et notre utilisation des ressources.[1] Ce qu'il convient de faire de toute urgence, c'est passer d'une économie axée sur la croissance à une économie post-croissance inclusive, équitable, neutre en carbone et axée sur le bien-être humain et planétaire.

Quelques défis clés qui nécessitent toute l'attention de nos décideur.ses politiques :

- Même si des réformes fiscales ont été proposées depuis des décennies, l'UE n'a pas pu ou n'a pas voulu supprimer les impôts sur le travail pour les instituer dans les secteurs liés à l'extraction des ressources et ceux qui engendrent la pollution. La réparation et la rénovation pourraient créer d'innombrables emplois tout en évitant la consommation sans cesse croissante de produits nouveaux et inutiles.
- Les politiques économiques doivent se concentrer beaucoup plus sur la démocratisation des lieux de travail et la création d'un cadre favorable aux micro et petites entreprises, ainsi que de modèles commerciaux durables qui partagent les bénéfices de manière équitable, comme les coopératives.
- Le travail décent est menacé. Les données d'Eurostat indiquent non seulement une augmentation de la pauvreté des de travailleurses, mais aussi que de plus en plus de personnes, généralement des femmes, travaillent dans des conditions précaires avec des contrats temporaires et pour de faibles salaires. Un nombre indéfini de travailleurs du secteur informel sans droits et ne bénéficiant pas de la sécurité sociale, ainsi que de travailleurses sous des contrats douteux proposés par des intermédiaires sont employés dans toute l'UE dans l'agriculture, comme des travailleurs domestiques, dans le secteur des soins, dans les abattoirs, sur les chantiers de construction et dans d'autres secteurs. Les réfugié.es et les migrant.es se voient souvent refuser le droit au travail, ce qui les rend dépendant.es de l'aide sociale ou du travail informel. Les politiques européennes doivent garantir le droit de chacun à un emploi décent.
- Dans de nombreux pays européens, les jeunes sont confronté.es à un avenir marqué par le chômage et le manque de perspectives. La fuite des cerveaux, en particulier dans les États membres du Sud et de l'Est, affecte négativement des sociétés entières. Les mesures macroéconomiques doivent viser à offrir des opportunités et un travail durable sur le plan social et écologique dans des conditions équitables pour tous et toutes.
- L'ODD 8 appelle à la fin de l'esclavage moderne, des pires formes de travail des enfants et du trafic d'êtres humains. Certaines chaînes d'approvisionnement de biens de consommation en Europe ont été liées à l'esclavage moderne et au travail des enfants, mais la législation européenne sur la diligence raisonnable dans les chaînes d'approvisionnement fait toujours débat. Les groupes de pression d'entreprises ont réussi à supprimer les règles juridiquement contraignantes dans leurs chaînes d'approvisionnement et de valeur. Certains États membres, comme les Pays-Bas, ont pris l'initiative de mettre en œuvre une législation visant à éradiquer le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement. Pour suivre les progrès de l'UE vers l'atteinte des ODD, Eurostat n'évalue pas le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement ni la prévalence du travail des enfants ou du travail forcé.

1 Parrique T., Barth J., Briens F., C. Kerschner, Kraus-Polk A., Kuokkanen A., Spangenberg J.H : Decoupling debunked: Evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability.

Les nouveaux esclaves : vaincre le système de « gangmasters » dans l'agriculture italienne

L'histoire d'Abu Moro

Sources : ISTAT (IT) et SEPE (ES)

ITALIE

Je m'appelle Abu Moro, je viens du Ghana et j'ai 42 ans. J'ai commencé à travailler comme journalier à Bari, dans la province des Pouilles, dans le sud de l'Italie, en 2011. C'était pour moi la première fois que j'ai découvert le système de « gangmasters ».

L'exploitation dans le domaine de l'agriculture touche tout le monde, les migrants comme les Italiens. Il existe plus d'un million de travailleurs agricoles en Italie, dont 26 % de non-Italiens. Environ 450 000 d'entre eux subissent l'exploitation et jusqu'à 300 000 sont en situation d'exploitation extrême. Lorsque nous regardons le nombre de personnes qui subissent l'esclavage moderne, nous nous apercevons que 80 % sont des migrants et 20 % sont des Italiens. L'exploitation extrême implique des salaires de misère, l'absence de droits et des conteneurs verrouillés servant d'abris.

Il s'agit de la nouvelle forme d'esclavage. Et je fais partie de ceux qui l'ont subie. Le système de « gangmasters » gâche la vie des travailleurs italiens et des migrants. Les plus faibles sont les plus menacés, les migrants sont donc les premiers à mourir.

Le système de « gangmasters » vous rend prisonnier. Vous devez demander la permission à votre patron pour tout. Il vous exploite. Vous êtes son esclave. Vous êtes payé 2,50 euros pour emballer un carton de tomates. Le coût pour le producteur est de 5 €, mais vous devez reverser la moitié à votre patron. Et en plus de cela, vous devez lui emballer gratuitement un carton supplémentaire.

Même si j'ai un statut légal ici en Italie, avec un permis de séjour et un contrat de travail, je dois quand même payer le patron avec ce que je gagne. En l'absence de contrôles, je dépends entièrement de lui. Lorsque vous êtes un migrant clandestin, vous êtes d'autant plus en danger que vous pouvez être expulsé.

Les coopératives sociales offrent une alternative, une porte de sortie. Je travaille maintenant pour SfruttaZero, une coopérative sociale à Bari. Ici, nous travaillons tous ensemble, Italiens et migrants, pour construire et préserver notre coopérative. Nous représentons une alternative à l'exploitation et au système de « gangmasters », en fournissant un emploi décent et en assurant une production durable.

Les gangmasters et l'exploitation font partie intégrante d'un système contrôlé par les grands détaillants, dans lequel les coûts de production et de main-d'œuvre doivent être réduits au minimum. Les ODD visent à mettre fin à tout cela. La réalisation de l'Objectif 8 (emploi décent) et de l'Objectif 12 (consommation et production durables) implique la fin du système de « gangmasters » et de l'esclavage moderne. Les coopératives sociales promeuvent et garantissent un emploi décent et un système économique inclusif et durable, en réponse directe au système de « gangmasters ».

L'histoire d'Abu Moro a été recueillie par ENGIM

ODD 8 Vision 2030

Pour un emploi et un revenu décents, dans l'UE et dans nos chaînes d'approvisionnement mondiales, et un modèle économique post-croissance axé sur le bien-être

Extrait du Manifeste pour une Europe durable centrée sur les citoyen.nes

Pour une UE où chacun devrait bénéficier des normes de travail décent et d'un revenu décent.

En ce qui concerne les accords commerciaux européens qui bénéficient aux personnes, les travailleurs et les petits producteurs garantissent un travail décent et une meilleure protection sociale, et ne représentent pas uniquement des outils dans l'intérêt des entreprises multinationales et des investisseurs.

Pour une UE qui s'éloigne d'un modèle économique à forte croissance, axé sur le profit pour quelques-uns et exigeant en termes de ressources.

Vision des membres et alliés de SDG Watch Europe pour une Europe durable :

BEE
Decoupling debunked: Evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability (Découplage démystifié : preuves et arguments contre la croissance verte en tant que stratégie unique pour la durabilité)

Forum européen de la jeunesse
The Future of Work and Youth (L'avenir du travail et des jeunes)

SOLIDAR
Factsheet on Decent Work in Agriculture (Fiche d'information sur le travail décent dans le secteur de l'agriculture)

Cooperatives Europe
Vision paper: A cooperative vision for the collaborative economy (Document de vision : une vision coopérative pour l'économie collaborative)

Oxfam
Human-rights abuses commonplace in farms linked to major European supermarkets (Recrudescence des violations des droits humains dans les exploitations agricoles liées aux grands supermarchés européens)

Des mesures doivent être prises pour obtenir davantage de données et de meilleurs indicateurs dans le rapport de suivi des ODD de l'UE afin de :

- √ remplacer le PIB par d'autres indicateurs pour surveiller le bien-être humain, un système économique durable et la santé de la planète, comme l'empreinte écologique ;
- √ surveiller le nombre de personnes occupant des formes d'emploi vulnérables et atypiques, telles que les contrats temporaires ou en chaîne, et les personnes travaillant dans les secteurs à bas salaires ;
- √ recueillir des données sur les travailleurs informels, par exemple dans l'agriculture européenne ;
- √ évaluer l'esclavage moderne et les pires formes de travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement en matières premières et produits importés.

« Nous ne craignons pas la faim » : Leçons d'agroécologie pour les ODD

NICARAGUA

Au Nicaragua, le Mouvement pour la paix (MPDL), qui fait partie de SOLIDAR, coopère avec la Fundación Entre Mujeres (FEM) pour promouvoir le travail décent chez les femmes rurales à travers l'agroécologie, définie comme l'application de principes écologiques aux interactions entre les plantes, les animaux, les humains et l'environnement, aux fins de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Depuis 1995, la FEM a créé huit coopératives à Estelí, en promouvant le développement économique et social des femmes par l'agroécologie, l'éducation, l'assistance technique et la sensibilisation.

En ce qui concerne la FEM, la valeur sociale de l'agroécologie et de la production alimentaire va au-delà de l'efficacité et de la maximisation des rendements et des profits.

« La vie et nos relations avec les gens, ainsi que notre environnement sont au cœur de notre production alimentaire. Pour nous, l'agroécologie consiste à avoir suffisamment d'aliments sains et diversifiés pour nourrir nos familles ; être autonome ; gagner un revenu décent ; et conserver et améliorer nos ressources naturelles – la santé des sols, la biodiversité, ainsi que la qualité et la disponibilité de l'eau. »

La contribution de l'agroécologie à la réalisation des ODD

L'agroécologie soutient le travail décent, autonomise les femmes en tant qu'agents du changement et contribue à la réalisation des ODD. Elle lutte contre le changement climatique, réduit les migrations et promeut la stabilité sociale. L'agroécologie est essentielle pour produire des aliments et générer des revenus tout en augmentant la durabilité, la santé, l'égalité des sexes, la souveraineté alimentaire et le soutien de la résilience.

Bâtir des communautés résilientes

« *Les niveaux d'eau ont considérablement baissé. Grâce à nos pratiques agroécologiques et à la collecte des eaux de pluie, nous essayons de les protéger et de les restaurer. Les producteurs industriels viennent anéantir nos efforts* ». Les femmes rurales mènent une lutte inégale contre les producteurs industriels dans l'économie à faible coût du Nicaragua.

L'agroécologie est plus résiliente en situation de crise en raison de sa capacité à reconstruire des écosystèmes sains et peut-être même à prévenir de futures épidémies comme la COVID-19. « *Parce que nous produisons nous-mêmes nos aliments, nous sommes mieux en mesure de faire face aux crises socioéconomiques et à la COVID-19 que les autres personnes qui ont quitté la communauté. Nous ne craignons pas la faim*. »

Leçons pour l'UE

En Europe, la stratégie « De la ferme à la table » pourrait donner un réel élan vers un système alimentaire durable et résilient, comme convenu par la FAO, le GIEC, l'IPBES et les scientifiques, et préconisé par la société civile (EEB - stratégie De la ferme à la table, Farm to Fork - soutien de la société civile, iPES - vers une politique alimentaire commune de l'UE). Un tel système devra tenir compte des dimensions économiques, sociales et écologiques du système de production alimentaire en Europe et dans le monde.

Cette histoire a été proposée par SOLIDAR solidar

Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable et encourager l'innovation

Le sempiternel blocage

Dans toute l'UE, les citoyen.nes bénéficient des avantages d'infrastructures modernes. De nombreuses industries sont de plus en plus durables, et l'UE et ses États membres investissent dans l'innovation, la recherche et les nouveaux développements technologiques. Les indicateurs d'Eurostat pour l'ODD 9 mesurent les investissements européens dans la recherche et le développement, le taux d'emploi dans le secteur de la recherche et le nombre de nouveaux brevets. Mais en réalité, ces indicateurs ne permettent pas d'évaluer la contribution de l'innovation et de la recherche à la durabilité. Ils reflètent plutôt la croyance erronée selon laquelle tout nouveau développement technique est synonyme de progrès et est intrinsèquement bon. Bien que certaines innovations et le développement technologique soient essentiels à notre transition vers la durabilité, nous continuons de nous renfermer dans de nouvelles infrastructures non durables en investissant dans des technologies dépassées comme les centrales électriques au charbon ou d'autres, et de plus grands aéroports. Entre-temps, un certain nombre de personnes en Europe n'ont pas accès à de grandes infrastructures modernes, comme celles qui offrent Internet à grande vitesse ou des liaisons ferroviaires rapides.

Quelques défis clés qui nécessitent toute l'attention de nos décideur.ses politiques :

- La durabilité devrait être le principal critère guidant tous les investissements dans le domaine de la recherche et des infrastructures. C'est la raison pour laquelle les Green 10 ont présenté une liste de 21 secteurs industriels et commerciaux qui devraient être exclus du soutien financier du plan de relance de la prochaine génération de l'UE. Il s'agit notamment des infrastructures de gaz fossile, du secteur hydroélectrique, des biocarburants d'origine agricole, des véhicules à moteur à combustion, de l'expansion des autoroutes, ainsi que de l'aviation et de l'élevage intensif. Tous les nouveaux investissements – subventions et prêts octroyés pour la recherche et les nouvelles infrastructures – doivent être orientés vers des alternatives durables.

- Les infrastructures de transport représentent une préoccupation clé. Les indicateurs de suivi des ODD d'Eurostat montrent que la part des autobus et des trains dans le transport de voyageurs diminue, tandis que la voiture continue à dicter sa loi, contribuant à la congestion, à la pollution atmosphérique et aux émissions de gaz à effet de serre. La part des marchandises transportées par voie de navigation intérieure et par voie ferroviaire diminue également et est transférée à un nombre croissant de poids lourds sur nos routes. Les investissements, les subventions et autres incitations doivent encourager des modes de transport durables pour les personnes et les marchandises. L'indicateur d'Eurostat sur la surveillance des émissions de CO2 des voitures neuves est trompeur : si chaque nouvelle voiture est plus économe en carburant, le fait qu'il y ait de plus en plus de voitures sur nos routes signifie que les émissions des voitures particulières ont augmenté.

- L'UE et ses États membres continuent de soutenir les investissements dans des infrastructures obsolètes ou non durables. Ces investissements créent des blocages : une fois l'infrastructure construite, elle doit être utilisée pendant de nombreuses années pour générer un retour sur investissement. La prolifération des aéroports locaux est un exemple d'infrastructure dépendant.es. En 2014, la Cour des comptes européenne avait déjà constaté que les investissements de l'UE dans les aéroports étaient peu rentables, sans même examiner les coûts environnementaux.[1] Le soutien aux infrastructures gazières plutôt qu'aux énergies renouvelables est un autre exemple d'investissements immobilisés. Les investissements dans les infrastructures gazières risquent de nous rendre dépendants de combustibles fossiles – principalement importés – pendant encore 40 à 50 ans.[2] Malgré cela, au début de 2020, l'UE a promis 29 milliards d'euros pour 32 grands projets de construction d'infrastructures gazières.

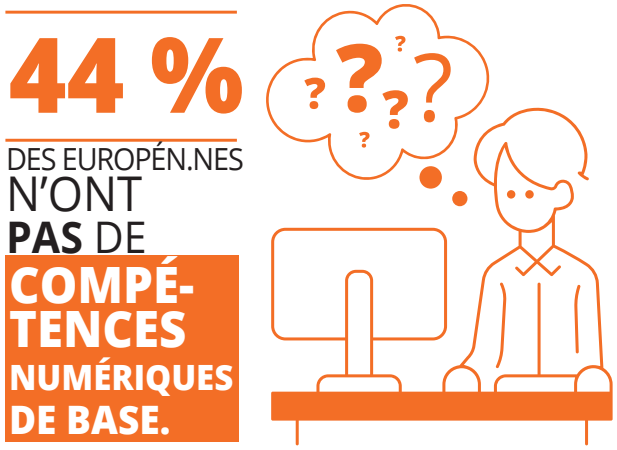
- Les infrastructures numériques restent un défi : selon les chiffres de l'UE, en 2019, 83 % des ménages avaient des connexions Internet haut débit, dont 44 % avaient accès à des réseaux à très haute capacité. Cela signifie que des millions d'Européen.nes n'ont pas accès aux infrastructures numériques. L'ODD 9 appelle à un accès équitable et abordable aux infrastructures pour tous et toutes.

- L'ODD 9 appelle les pays à revenu élevé à faciliter le développement durable et résilient des infrastructures dans les pays en développement. L'innovation et la technologie qui pourraient aider les pays pauvres sont souvent protégées par des droits de propriété intellectuelle, ce qui limite l'accès des pays en développement à celles-ci. Les droits de propriété intellectuelle doivent être équilibrés avec la nécessité d'aider les pays en développement à accéder à des technologies importantes. L'UE et ses États membres devraient redoubler d'efforts dans ce domaine.

1 Cour des comptes européenne EU-funded airport infrastructures: poor value for money.
2 PDG The Great Gas Lock-In.

Construction d'infrastructures numériques et alphabétisation pour ne laisser personne ne laisser personne derrière

L'histoire de Simona Kybartiene



Source : Commission européenne

LITUANIE

Je suis une professionnelle retraitée de la classe moyenne et j'ai 68 ans.

Les bibliothèques jouent un rôle important en Lituanie, car elles préservent notre patrimoine culturel sous forme numérique et fournissent des services éducatifs. Toutefois, 70 % des personnes âgées de 55 à 64 ans et seulement 40 % de celles âgées de 65 à 74 ans ont accès aux informations et aux services en ligne. Cette inégalité numérique est particulièrement fréquente dans les petites villes et les zones rurales. Pour cette raison, les leçons d'alphabétisation numérique fournies par les bibliothèques publiques contribuent de manière significative à l'intégration numérique de tous les Lituaniens et Lituaniennes, en particulier les personnes âgées.

Les jeunes ont du mal à comprendre que nous, les personnes âgées, avons de la difficulté à utiliser Internet et d'autres technologies numériques. La révolution numérique a semblé si rapide que je n'ai presque pas remarqué comment tout se faisait pratiquement en ligne et tout le monde utilisait Internet au quotidien, parfois pendant des heures, à des fins sociales et commerciales. Au début, je n'y ai pas vraiment prêté attention – je pensais que ça ne servirait qu'à ceux qui en auraient besoin, mais que, pour nous autres, la vie continuerait comme par le passé. Mais presque tout est devenu numérique – le paiement des factures, l'inscription pour les examens médicaux et la communication avec des membres de la famille à l'étranger. J'ai 40 ans d'expérience dans le domaine de la médecine, mais il m'est parfois plus difficile de faire face aux nouvelles technologies numériques que de comprendre les dernières avancées en médecine.

Il y a peu de groupes ou de centres réservés aux personnes âgées dans notre petite ville - nous avons un centre de formation et la bibliothèque publique. J'aime apprendre de nouvelles choses et je me rends compte qu'il existe de réelles opportunités dans le monde numérique. Je suis donc contrariée lorsque les gens disent que ces nouvelles technologies sont réservées aux jeunes, et que nous sommes trop vieux pour en profiter.

Je me rends à notre petite bibliothèque publique pour suivre des cours de TIC et j'apprécie son atmosphère favorable, car les personnes qui y vont sont, comme moi, principalement des personnes âgées. Outre le confort et le soutien de la bibliothèque, il existe également un accès gratuit à Internet. J'apprends beaucoup – sur les nouveaux programmes, les services électroniques et les applications de tous les jours, et c'est très utile.

L'histoire de Simona Kybartiene a été recueillie par la plate-forme lituanienne NGDO

Pour des infrastructures profondément durables et inclusives, une recherche responsable et axée sur les besoins et des budgets centrés sur les personnes doit être mise sur pied.

Extrait du Manifeste pour une Europe durable centrée sur les citoyen.nes

Un budget de l'UE centré sur les citoyens et citoyennes – Un budget de l'UE centré sur les citoyens doit éliminer progressivement les investissements et les subventions non durables.

Une recherche responsable et axée sur les besoins – Les investissements de l'UE doivent être rentables pour le bien public et répondre aux défis sociétaux. La recherche qui est priorisée et financée aujourd'hui doit avoir un impact décisif sur l'avenir de nos sociétés et de notre planète. Notre recherche doit faire de l'Europe et du monde un cadre de vie viable, pacifique et sain sur le plan environnemental. La priorité ne doit plus être accordée aux budgets militaires et aux professionnels du monde des affaires. La recherche européenne doit être démocratique, localisée, servir l'intérêt général et respecter les frontières planétaires, ce qui implique de s'éloigner des modèles économiques basés sur la forte croissance, l'intérêt des minorités et la forte intensité de ressources.

Vision des membres et alliés de SDG Watch Europe pour une Europe durable :

PDG
The Great Gas Lock-In (Le grand blocage du gaz)

Réseau Action Climat Europe
Future EU investment package falls short of climate ambition (Le futur programme d'investissement de l'UE n'est pas à la hauteur de l'ambition climatique)

Des mesures doivent être prises pour obtenir davantage de données et de meilleurs indicateurs dans le rapport de suivi des ODD de l'UE afin de :

- √ surveiller la disponibilité et le coût d'une connexion internet stable et rapide (4G) au sein de l'UE ;
- √ envisager un indicateur tel que l'indice du Centre pour le développement mondial qui évalue la volonté de partager la technologie.[1]

1 Index d'engagement pour le développement

ODD 9 Solutions

Élimination progressive du charbon « sale » en tenant compte des mineurs : L'Espagne montre l'exemple.

ESPAGNE

Il y a quelque chose de lugubre dans les mines de charbon. Maintenant, le gouvernement espagnol a décidé de les remplacer par quelque chose de plus gai.

L'utilisation du charbon pour produire de l'électricité est non seulement polluante et préjudiciable pour le climat, mais est aussi souvent peu rentable. Jusqu'en 2018, les subventions gouvernementales ont permis de garder certaines mines de charbon ouvertes et de garantir certains emplois, mais de moins en moins nombreux - et certainement aucun qui soit sain et agréable.

En décembre 2018, lorsque les dernières mines de charbon espagnoles ont fermé en raison d'une interdiction européenne des subventions publiques, le gouvernement espagnol n'a pas oublié les travailleurs et leurs familles.

Sur la base de l'engagement de l'Espagne envers l'Accord de Paris et l'agenda de développement durable à l'horizon 2030, le gouvernement, les organisations professionnelles et les syndicats de travailleurs ont convenu d'un régime de « transition juste » pour accompagner et financer le passage aux énergies renouvelables. Dans chaque région touchée, des plans d'action détaillés ont été élaborés avec la participation du public. Des fonds publics ont été mis à disposition pour des mesures sociales, y compris le recyclage des travailleurs pour de nouveaux emplois dans le secteur industriel - non seulement pour trouver du travail dans la prochaine aciérie, raffinerie ou centrale à gaz, mais aussi pour transférer des emplois directement liés aux énergies renouvelables.

L'Espagne a déjà mis en place un grand nombre d'installations solaires et éoliennes. Pour les faire fonctionner, en créer de nouvelles et améliorer le réseau électrique existant, il faut des personnes, du pouvoir et des cerveaux. Ainsi, les communautés des régions traditionnelles d'extraction du charbon dans le nord-ouest échangent une industrie non viable, sale et morne contre une activité à faible impact, propre et prospère qui profite à tous.

Comme la plupart des pays, l'Espagne a encore du chemin à faire pour devenir un pays durable et faire des ODD une réalité. La renonciation progressive à l'utilisation des combustibles fossiles est une étape non seulement importante, mais aussi nécessaire de ce processus, et constitue un défi pour tous les pays. L'Espagne montre l'exemple en matière de gestion des infrastructures, d'industrialisation et d'innovation. Dans le même temps, l'Espagne promeut l'énergie propre, fournit un travail décent et met en œuvre la protection de l'environnement grâce à des partenariats solides.

Là où d'autres traînent le pas, l'Espagne prend des mesures audacieuses dans la bonne direction.

Cette histoire a été proposée par le Bureau européen de l'environnement (BEE)

EEB European Environmental Bureau

Réduire les inégalités au sein et entre les pays

Trop de personnes passent à travers les mailles du filet.

La réduction des inégalités et la garantie que personne ne soit laissé pour compte sont au cœur des ODD. L'UE a augmenté le revenu disponible par habitant, relevé les taux d'emploi et réduit le nombre de jeunes quittant prématurément l'école. Mais il existe de grandes différences entre les États membres, et l'écart entre les groupes à faibles et moyens revenus et ceux à revenus élevés ne cesse en fait de se creuser. La discrimination est très répandue en Europe, qu'elle soit fondée sur la religion, l'origine ethnique, le sexe, le handicap, l'âge ou l'identité sexuelle. La pandémie de la covid a exacerbé les inégalités existantes (voir le chapitre sur les impacts de la pandémie sur la mise en œuvre des ODD dans l'UE) et a frappé le plus durement les plus pauvres et les plus vulnérables.

La situation globale est encore plus désastreuse. Comme le dit Oxfam International : « L'inégalité extrême est hors de contrôle. Des centaines de millions de personnes vivent dans l'extrême pauvreté alors que d'énormes récompenses sont accordées à ceux qui se trouvent au sommet. Le nombre de milliardaires est plus élevé que jamais, et leur fortune a atteint des niveaux records. Pendant ce temps, les plus pauvres du monde s'appauvrissent encore plus. »[1] La richesse des 1% les plus riches au monde est plus de deux fois supérieure à celle des autres 6,9 milliards de personnes. L'inégalité des richesses a également une dimension sexospécifique et géographique : les hommes possèdent 50 % de plus des richesses mondiales que les femmes, et les 22 hommes les plus riches du monde sont plus riches que toutes les femmes d'Afrique réunies.[2]

En 2019, SDG Watch Europe a publié son rapport parallèle Falling Through the Cracks : Exposing Inequalities in the EU and Beyond (Laissés pour compte : exposition des inégalités au sein de l'UE et au-delà) qui couvre les problèmes spécifiques des États membres et propose une analyse approfondie de certaines des dimensions les plus importantes des inégalités dans l'UE.

Quelques défis clés qui nécessitent toute l'attention de nos décideur.ses politiques :

- L'ODD 10 préconise des taux de croissance des revenus supérieurs à la moyenne pour les 40 % de la population les plus pauvres. Actuellement, selon Eurostat, les 40 % les plus pauvres de l'UE ne reçoivent qu'environ 21 % du revenu total, et aucune amélioration n'a été constatée au cours des dix dernières années. Les 20 % ayant les revenus les plus élevés gagnent plus de cinq fois plus que les 20 % ayant les revenus les plus faibles. Les niveaux d'inégalité varient dans l'UE. Certains des niveaux d'inégalité les plus élevés se retrouvent dans des économies très puissantes, comme l'Allemagne ou le Luxembourg.
- La fiscalité et les autres mesures fiscales n'ont pas été utilisées avec suffisamment de vigueur pour redistribuer les revenus et réduire les inégalités. Les gouvernements de toute l'Union n'ont pas voulu réduire les déductions et les exonérations fiscales dont bénéficient les riches. L'OCDE elle-même a fait valoir que des impôts fonciers plus élevés, une imposition plus progressive et un meilleur respect des règles fiscales pourraient réduire les inégalités.[3]
- La discrimination ouverte persiste : le racisme, l'âgisme, l'antisémitisme, l'islamophobie, l'antitsiganisme et la xénophobie se manifestent par des attaques violentes et des discours de haine, mais une discrimination moins visible est également courante, dans le logement, l'éducation et l'emploi. Eurostat n'utilise aucun indicateur de discrimination pour suivre les progrès vers l'ODD 10.
- L'ODD 10 appelle les gouvernements à faciliter une migration et une mobilité ordonnées, sûres, régulières et responsables des personnes, mais depuis des années, les États membres ne parviennent pas à s'entendre sur une politique migratoire commune qui permettrait un partage équitable des charges et garantirait la sécurité et le bien-être des migrants. De plus en plus d'enfants et de jeunes fuient la violence et la misère, souvent seuls. Les mineurs non accompagnés ont besoin de la forte protection de l'UE, et le bien-être des enfants demandeurs d'asile doit être une priorité.
- Le Consensus européen sur la coopération au développement engage l'UE à lutter contre les inégalités dans le monde. Cet objectif ne peut être atteint sans une cohérence politique pour le développement durable entre les principales politiques de l'UE telles que le commerce, l'investissement, l'agriculture et le climat afin de garantir qu'elles n'exacerbent pas les inégalités mondiales.

1 Oxfam International 5 shocking facts about extreme global inequality and how to even it up
2 Ibid.
3 Perspectives de l'OCDE Income Inequality.

Protection spéciale pour les besoins particuliers : les enfants réfugiés dans l'UE

L'histoire d'Ali

1 DEMANDEUR D'ASILE SUR 4 DANS L'UE ÉTAIT UN ENFANT EN 2015

Source : Commission européenne

GRÈCE

Je m'appelle Ali et je suis originaire du Pakistan. J'avais 11 ans quand je suis arrivé en Grèce il y a trois ans.

J'étais très jeune quand j'ai réalisé que je devais quitter ma patrie. J'avais envie de faire des études, mais, comme mes parents étaient pauvres, j'ai dû abandonner l'école. J'ai dû aller travailler, d'abord dans une usine de fabrication de téléphones portables, puis dans un garage. Malgré de longues heures de travail, j'avais encore du temps libre pour jouer au théâtre et chanter avec un ami. Cependant, au Pakistan, le théâtre et la musique sont mal vus et mes parents ont rapidement mis un terme à cela et m'ont envoyé dans une école religieuse stricte. C'était insupportable, alors j'ai décidé de me rendre en Europe avec mon oncle.

Peu de temps après notre arrivée en Grèce, mon oncle est parti pour l'Allemagne et je me suis retrouvé seul. Aussi étrange que cela puisse paraître, j'y ai passé les meilleurs jours de ma vie jusqu'à présent. Aujourd'hui, je vis dans un foyer de réfugiés pour mineurs non accompagnés dans le centre d'Athènes, géré par l'ONG European Expression. Le personnel m'a permis d'aller à l'école, d'apprendre le grec et l'anglais, de suivre des cours de danse et de faire partie d'une chorale et d'un groupe de théâtre, que j'aime beaucoup. Je n'ai pas connu beaucoup de discrimination. La seule difficulté est de partager une maison avec 39 autres enfants non accompagnés.

Les enfants européens ont une meilleure éducation que celle qui m'était offerte au Pakistan et bénéficient d'une sécurité et d'un soutien dans leur cheminement vers la vie adulte. Nous, les enfants migrants non accompagnés, avons besoin d'un soutien particulier pour pouvoir acquérir les compétences et répondre aux normes attendues des enfants européens afin que, dans les années à venir, nous puissions postuler pour des emplois décents.

Beaucoup d'entre nous sont orphelins ou ont des parents qui ne sont pas en mesure de les aider. C'est pourquoi nous avons quitté nos domiciles en premier lieu – pour partir à la recherche d'une vie meilleure. Mon appel aux citoyens européens est de nous donner un coup de main. Par exemple, serait-il possible de mettre en place un programme d'adoption pour les réfugiés mineurs ? Cela permettrait non seulement d'obtenir un statut juridique formel, mais aussi de jeter les bases de la stabilité émotionnelle dont nous avons besoin pour devenir des citoyens européens pleinement intégrés.

L'histoire d'Ali a été recueillie par la Plateforme hellénique pour le développement

HELLENIC PLATFORM FOR DEVELOPMENT

Pour une Europe où chacun est à l'abri des discriminations, bénéficie du même niveau de protection et peut vivre dans la dignité

Extrait du Manifeste pour une Europe durable centrée sur les citoyen.nes

Égalité et droits humains – Les politiques publiques et les mesures législatives doivent permettre de garantir que, conformément au droit européen et international relatif aux droits humains, tou.tes les citoyen.nes et résident.es européen.nes bénéficient du même niveau de protection et puissent exercer leurs droits et libertés fondamentaux, pour vivre selon leurs propres convictions, dans le respect des principes d'auto-détermination et de dignité humaine, et sans discrimination. L'UE doit améliorer ses politiques et ses actions pour garantir l'égalité des sexes, en plus de garantir que toute personne confrontée à des discriminations ait les mêmes chances dans la société que n'importe qui d'autre.

Une gestion des migrants centrée sur les peuples – L'Europe doit assumer un rôle prépondérant en apportant une réponse humaniste aux migrations mondiales, au profit et pour la protection de toutes les personnes concernées. Les demandeurs d'asile devraient être accueillis en Europe et traités comme le prévoit la Convention de l'ONU sur les réfugiés. La fermeture de nos frontières à ceux qui sont dans le besoin va à l'encontre des valeurs fondamentales de l'UE et nous avons régressé sur certains des acquis historiques pour lesquels nous nous sommes battus.

Vision des membres et alliés de SDG Watch Europe pour une Europe durable :

ENAR
Racist crime and institutional racism in Europe (Criminalité raciste et racisme institutionnel en Europe)

ENAR, Réseau ERGO et Conseil central des Sinti et des Roms allemands
Combatting Antigypsyism (Lutte contre l'antitsiganisme)

Age Platform Europe
Age Barometer (Baromètre de l'âge) 2019

ILGA
Annual Review of the Human Rights Situation of LGBTI People (Examen annuel de la situation des droits de l'homme des personnes LGBTI)

150 ONG
Letter to EU and Greek leaders on Right to Asylum (Lettre aux dirigeants européens et grecs sur le droit d'asile)

Des mesures doivent être prises pour obtenir davantage de données et de meilleurs indicateurs dans le rapport de suivi des ODD de l'UE afin de :

- √ saisir et surveiller toutes les dimensions de la discrimination ;
- √ comprendre et contrôler le droit d'asile ;
- √ suivre l'intégration des migrants (par exemple par le biais de l'indice des politiques d'intégration des migrants - MIPEX).

Garantir l'égalité des personnes handicapées face à la COVID-19 : mesures positives

DANEMARK, FRANCE, ITALIE, ESPAGNE

Les personnes handicapées sont touchées de manière disproportionnée par la pandémie de la covid-19 et sont confrontées à des niveaux accrus d'inégalité et de discrimination.[1]

Des récits dangereux sont apparus : il est dit que la vie des personnes handicapées ne vaut pas la peine d'être sauvée et qu'elle peut être un « sacrifice nécessaire » à laisser derrière soi dans la période de rétablissement. Il est clair que cette pandémie n'est pas seulement une urgence de santé publique, mais également une crise économique, sociale et des droits de l'homme.

La pandémie de la covid-19 a entraîné de nombreuses violations des droits de l'homme. Cependant, nous avons également vu des exemples de bonnes pratiques durant la pandémie grâce à la défense et à la participation réussies des organisations de personnes handicapées. Certains gouvernements ont pris contact avec des organisations de personnes handicapées et les ont impliquées dans leurs réponses à la pandémie, les rendant ainsi plus inclusives et accessibles aux personnes handicapées.

- En Irlande, la Disabled Federation Ireland, membre du FED, a été incluse dans le groupe de travail national chargé de concevoir des réponses à la crise.
- En France, les organisations de personnes handicapées mentales tiennent des réunions hebdomadaires avec le gouvernement pour s'assurer que les mesures prises tiennent compte des personnes handicapées.
- Le gouvernement italien a annoncé des plans pour une stratégie pendant la reprise pour les personnes handicapées.

La France, l'Espagne et l'Italie ont prévu des exceptions et des aménagements pour le confinement des personnes handicapées, leur permettant de sortir quand elles en ont besoin, de se procurer de la nourriture, des produits d'hygiène et des services de soutien.

Le financement des organisations de personnes handicapées les a aidées à lutter contre l'exclusion et la solitude auxquelles les personnes handicapées étaient confrontées pendant le confinement dû à la covid-19. Au Danemark, la Disabled People's Organisation Denmark (DPOD), membre de la FED, a reçu un financement gouvernemental de 3 millions d'euros dans le cadre du partenariat dans le domaine du handicap adopté par le Parlement danois.

Le Comité de bioéthique de Saint-Marin a publié des lignes directrices antidiscriminatoires sur l'accès aux soins intensifs pour les personnes handicapées. Il s'agissait d'une réponse à la pratique observée dans de nombreux pays consistant à refuser des soins de santé essentiels aux personnes handicapées ou à leur accorder une priorité inférieure.

1 Preuves fournies par l'Organisation mondiale de la santé, d'autres agences des Nations unies et des membres du FED

Cette histoire a été proposée par le Forum européen des personnes handicapées

Rendre les villes inclusives, sûres, résilientes et viables

Le paradoxe urbain : les opportunités répondent aux défis de la durabilité.

75 % des Européne.nes vivent dans des zones urbaines. L'éducation, les possibilités d'emploi et la promesse d'une vie sociale et culturelle dynamique séduisent dans les villes et municipalités de toute l'UE. Certains problèmes de la vie urbaine, tels que la pollution sonore, le surpeuplement et la criminalité, se sont améliorés, mais des questions importantes demeurent : la pénurie de logements abordables, la pollution atmosphérique et d'autres pressions environnementales, les embouteillages et la mauvaise qualité des transports publics. Les succès obtenus en matière de réduction de la circulation, de la promotion de la pratique du vélo, de la marche et de l'ouverture d'un plus grand nombre d'espaces verts posent également le défi de la détermination d'un équilibre entre les possibilités et une plus grande durabilité. L'urbanisation durable doit être participative. De nombreuses communautés locales se sont lancées dans une transition inclusive vers la durabilité - et devraient bénéficier du plein soutien des décideurs politiques.

Quelques défis clés qui nécessitent toute l'attention de nos décideur.ses politiques :

- Les inégalités sont souvent plus marquées dans les villes : en 2014, 34 millions de citadin.es étaient menacé.es de pauvreté ou d'exclusion sociale.[1]
- La congestion urbaine coûte aux États membres environ 100 milliards d'euros par an.[2] Les autobus et les trains représentent environ 17 % du trafic urbain de passagers – et ce pourcentage diminue à mesure que l'utilisation des voitures augmente. Les investissements dans les systèmes de transport durables et les politiques nécessaires pour les soutenir n'ont pas été suffisants. Les transports publics doivent être plus abordables, plus efficaces, plus accessibles et plus inclusifs. Ils doivent répondre aux besoins spécifiques des femmes, des enfants et des jeunes, des personnes handicapées et des personnes âgées. Les villes offrant des transports publics gratuits ont connu un essor important.
- La pollution atmosphérique, mesurée par les concentrations de petites particules (MP2,5), affecte les populations urbaines de toute la région et peut avoir des répercussions majeures sur la santé. 77 % de la population de l'UE est exposée à des concentrations de MP2,5 supérieures aux recommandations de l'OMS en matière de qualité de l'air et 8 % supérieures à celles de l'UE.[3] Les principales sources de pollution atmosphérique sont les transports, l'industrie, les centrales électriques au charbon, l'agriculture et les systèmes de chauffage obsolètes.
- L'expansion urbaine a augmenté dans tous les États membres de l'UE. Comme de plus en plus de terres sont utilisées pour le logement et les routes, des terres agricoles fertiles et des habitats précieux sont détruits, les sols sont scellés par du béton et les paysages sont fragmentés et perdus. Les zones bâties s'étendent, même là où la population est en déclin, car nos modes de vie exigent plus d'espace et des bâtiments plus grands. Chaque année, entre 2000 et 2006, l'Europe a perdu 1 120 km2 de terres naturelles et semi-naturelles (dont près de 50 % de terres arables ou cultivées) au profit de l'aménagement urbain ou d'autres terrains artificiels[4].
- Plus de 13 % des Européne.nes vivent dans des logements insalubres avec, par exemple, des pièces humides ou des toits qui fuient. Le droit à un logement sûr et abordable dans l'UE est menacé. Selon le taux de surcharge du logement d'Eurostat, 10 % de l'ensemble des personnes en Europe consacrent plus de 40 % du revenu de leur ménage au logement. Ce pourcentage passe à 38 % pour les ménages menacés par la pauvreté.[5] Les politiques et les investissements doivent soutenir le logement social, coopératif et public.
- Des mesures urgentes sont nécessaires pour lutter contre le sans-abrisme en augmentation dans l'Union européenne. Au moins 700 000 personnes sont sans abri chaque nuit dans l'UE, soit 70 % de plus qu'il y a dix ans. 24 États membres signalent que le nombre de sans-abri a augmenté au cours de la dernière décennie, la Finlande étant le seul État membre où le nombre de sans-abri a diminué (voir également l'ODD 2).
- La proximité des zones urbaines vertes est un facteur majeur de la qualité de vie urbaine, mais l'accès aux zones vertes est loin d'être équitable dans toute l'UE. Les indicateurs actuels d'Eurostat pour les villes durables ne mesurent pas la disponibilité et l'accessibilité des espaces verts, qui sont un objectif de l'ODD 11.

1 Eurostat Urban Europe.
2 Commission européenne Clean Transport, Urban Transport.
3 Agence européenne pour l'environnement. Air quality in Europe - 2019 report.
4 AEE Urban Sprawl in Europe.
5 Eurostat Housing cost overburden rate.

Mon village – ni sûr ni durable, sans planification adéquate

L'histoire de Basia

PRÈS DE **73 %** DE LA **POPULATION EUROPÉENNE VIT DANS LES VILLES ET AUTOUR DE CELLES-CI.** CE CHIFFRE POURRAIT ATTEINDRE **82 %** D'ICI **2050.** NOUS PERDONS PLUS DE **1 000 KM² DE ZONES NATURELLES** PAR AN À CAUSE DE **L'EXPANSION URBAINE ET DE L'OCCUPATION DES SOLS.**

Source : Agence européenne pour l'environnement

POLOGNE

En 2001, j'ai déménagé à Jesówka, un village au sud de Varsovie, pour donner plus d'espace à mes enfants. Je ne savais pas que je me lançais dans un cauchemar.

Jesówka commençait par une rue avec des parcelles de terrain pour chaque famille qui s'étendaient en retrait de la rue. Ensuite, les familles ont construit leurs maisons à leur guise, sans demander ni obtenir de permis de bâtir. Pendant plus de 30 ans, de plus en plus de maisons ont été construites sur chaque parcelle, de plus en plus loin de la rue principale. Il n'y a eu aucune planification, aucune réflexion sur l'aménagement du village. Les routes menant aux maisons situées en retrait de la rue principale sont devenues de plus en plus étroites, de sorte que la route menant à ma maison ne fait plus que trois mètres de large.

L'achat de mon terrain a été un cauchemar administratif au niveau de la préfecture et de la sous-préfecture. J'ai supporté cela parce que je pensais que le résultat final serait magnifique. Comme j'avais tort ! Par exemple, un poteau électrique se trouvait au milieu de ma rue étroite, à l'endroit où elle rejoint la rue principale. Les manœuvres de contournement étaient très difficiles et mon voisin s'y heurtait toujours avec son camion. Finalement, il a été déplacé, mais seulement parce que les médias s'y sont impliqués.

Ensuite, j'ai dû me battre pour faire installer un l'arrivée de gaz jusqu'à ma maison. J'ai essayé de faire paver la route, mais le bureau du maire a dit que cela ne se ferait pas tant que toutes les canalisations souterraines n'auraient pas été posées. Lorsque les tuyaux d'égout ont été installés, j'ai demandé au maire de mettre au moins un trottoir, mais là encore, je suis reparti bredouille. Plus tard, on m'a dit que nous en étions responsables parce que notre route n'avait pas six mètres de large et ne répondait donc pas aux normes municipales. Mais en même temps, les responsables de la municipalité ont reconnu que nos maisons avaient été construites sans autorisation ou sans laisser suffisamment d'espace pour une véritable route. Ils sont responsables de la planification, mais ils nous accusent parce qu'ils n'ont pas fait leur travail - c'est un désordre légalisé.

Et puis, j'ai appris que mes impôts avaient été utilisés pour que des routes pas plus larges que les miennes soient pavées dans les villages voisins. C'est une absurdité sans fin. En réalité, il n'y a aucune logique dans les règlements de planification en Pologne. Nous, les citoyens, sommes des victimes – et aussi le monde naturel, car notre paysage est au bord de la ruine. Le manque de planification urbaine est également préjudiciable pour la santé et l'environnement, car cela cause des retards dans la construction des infrastructures nécessaires à la propreté de l'eau et de l'air.

L'histoire de Basia a été recueillie par l'Institut pour le développement durable (ISD).

INSTITUTE for SUSTAINABLE DEVELOPMENT

Pour des villes et des communautés saines, viables et inclusives où chacun a accès à un logement abordable et bénéficie d'une vie de qualité

Extrait du Manifeste pour une Europe durable centrée sur les citoyen.nes

Une vie de qualité pour tous et toutes et des communautés durables - L'UE doit garantir une vie de qualité pour tous et toutes. Les politiques européennes doivent garantir l'accès à un logement abordable et de qualité pour tous. Nous voulons d'une UE qui promeut des communautés inclusives, participatives et durables.

Vision des membres et alliés de SDG Watch Europe pour une Europe durable :

Forum européen des personnes handicapées
Webinar on Passenger Rights (Webinaire sur les droits des passagers)

Housing Europe
The State of Housing in the EU 2019 (L'état du logement dans l'UE en 2019)

Housing Europe
Public, cooperative and social housing in EU Cohesion policy post-2020 (Le logement public, coopératif et social dans la politique de cohésion de l'UE après 2020)

Ecolise
Local, Community-Led. A new future unfolding
(Local, dirigé par la communauté. Un nouvel avenir se dessine)

Des mesures doivent être prises pour obtenir davantage de données et de meilleurs indicateurs dans le rapport de suivi des ODD de l'UE afin de :

- √ analyser l'évolution du coût annuel de la congestion dans les zones urbaines et denses ;
- √ surveiller l'augmentation des zones bâties et l'expansion urbaine ;
- √ élargir l'indicateur existant d'Eurostat sur le coût exorbitant du logement ;
- √ évaluer et contrôler la disponibilité et l'accessibilité des espaces verts urbains.

Créer des laboratoires vivants pour des communautés durables : l'exemple des écovillages

ALLEMAGNE, DANEMARK, ITALIE

Les écovillages – souvent décrits comme des « laboratoires vivants » – sont des espaces uniques d'expérimentation des modes de vie sociaux, économiques, culturels et écologiques durables qui seront nécessaires aux communautés et aux villes de demain.

Déjà foyers et lieux de travail de milliers de personnes en Europe (et dans le monde), les écovillages servent de sites d'essai pour des pratiques régénératrices qui peuvent être adaptées à toutes sortes de communautés et d'espaces dans les villes et villages. Ils constituent des terrains d'essai pour la durabilité pratique et utilisent des technologies telles que la gestion des déchets en circuit fermé et les outils sociaux nécessaires à la prise de décisions participative, à la résolution et la transformation des conflits.

Une fois que nous avons montré que ces outils peuvent fonctionner sur le terrain dans les écovillages, ils peuvent être étendus et utilisés pour concevoir des communautés et des quartiers résilients et durables, centrées sur les personnes et le bien-être de la planète.

Bien que de nombreux écovillages se trouvent en zone rurale, les échanges entre les sites ruraux et les espaces urbains peuvent s'avérer très instructifs. Les écovillages sont de plus en plus reconnus comme ayant un effet d'entraînement, avec des impacts s'étendant bien au-delà de l'écovillage proprement dit.

La présence d'un écovillage dans une municipalité peut avoir de nombreux effets positifs, notamment l'ouverture (ou la réouverture) d'écoles, la renaissance des traditions culturelles locales et la stimulation de l'entreprise sociale et des économies locales. Par exemple, le projet « Living in Sustainable Villages » – une collaboration entre le réseau allemand d'écovillages et les autorités locales en Allemagne – a permis aux deux entités de créer des écovillages avec des établissements traditionnels touchés par le déclin économique et social, dans le but de relancer leur vie sociale et économique.

En attendant, l'écovillage de Boekel (https://www.ecovillage-boekel.nl/) aux Pays-Bas, a l'ambition d'être une vitrine pour les 17 ODD. Son engagement en faveur de l'écologie, de l'économie circulaire et des questions allant de la construction à la vie économique des communautés a suscité l'intérêt et l'investissement du gouvernement néerlandais.

Tout cela montre que les écovillages ne sont plus en marge. Grâce à leur approche intégrale englobant tous les aspects de la durabilité, les écovillages ont le potentiel de fournir un modèle pour les communautés, les villes et les sociétés du futur.

Le réseau européen d'écovillages, GEN Europe, est membre d'ECOLISE, l'organisation européenne pour les initiatives communautaires sur le changement climatique et la durabilité, qui compte plus de 110 écovillages membres et plus d'une douzaine de réseaux d'écovillages nationaux et biorégionaux dans toute l'Europe.

Cette histoire a été proposée par Ecolise et GEN Europe

ECOLISE

GEN EUROPE GLOBAL ECOVILLAGE NETWORK

12 CONSOMMATION RESPONSABLE

Garantir une consommation et une production responsables

Nous consommons, produisons et jetons beaucoup plus que ce dont nous avons besoin pour bien vivre.

Si chacun dans le monde vivait comme l'Européen moyen, nous aurions besoin de 2,6 planètes pour satisfaire nos besoins.[1] En moyenne, une personne dans l'UE utilise 14 tonnes de matériaux par an. Nous consommons plus que ce que la planète peut régénérer, et nous détruisons ainsi nos propres systèmes de survie. L'UE est en déficit écologique parce que notre demande de biens et services écologiques dépasse ce que nos écosystèmes peuvent fournir.[2] L'innovation technologique améliore l'efficacité des ressources et de l'énergie, mais nos gains en efficacité sont souvent annihilés par notre consommation accrue. Nous conduisons plus souvent, prenons l'avion plus régulièrement et construisons de plus grandes maisons. Nous mangeons plus de viande, importons des aliments d'autres continents et achetons plus de vêtements et de gadgets électroniques qu'il y a 20 ans. De nombreux produits en vente aux consommateurs dans l'UE sont bon marché parce qu'ils sont fabriqués par des travailleur.ses mal payé.es et parfois maltraité.es et n'incluent pas dans leurs prix les coûts de la dégradation de l'environnement et de l'épuisement des ressources dans les pays en développement. Nous sommes loin de l'ODD 12 : alors que l'UE ne parvient pas à maîtriser sa demande en ressources naturelles, il est grand temps de joindre le geste à la parole et de créer une économie circulaire, neutre en carbone et équitable qui augmente la suffisance et la résilience.

Quelques défis clés qui nécessitent toute l'attention de nos décideur.ses politiques :

- L'UE est engagée dans une économie circulaire, mais seulement 11 % des matériaux que nous utilisons proviennent du recyclage, alors que le slogan « fabriquer, utiliser et éliminer » domine toujours la réalité avec 89 % des articles que nous achetons. Dans l'industrie textile, les taux de recyclage sont inférieurs à 1 %.
- En dépit de l'amélioration des taux de recyclage, les déchets produits chaque année dans les États membres s'élèvent à 1 800 kg par individu. Le taux de déchets d'emballage cumulé s'élève à environ 174 kg par personne chaque année, soit le taux le plus élevé de l'histoire.[3] Si les objectifs de recyclage doivent être ambitieux, les politiques doivent principalement se focaliser sur la prévention et la réduction de la production de déchets.
- L'UE, n'étant pas disposée à traiter ses déchets elle-même, les exporte vers des pays tiers. Si l'exportation de déchets dangereux vers des pays non membres de l'OCDE est interdite, il existe néanmoins des fuites bien connues, notamment les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) qui terminent leurs cycles de vie dans les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Asie orientale. L'AEE indique que l'UE a exporté environ 150 000 tonnes de déchets plastiques par mois en 2019[4] souvent vers des pays qui parviennent à peine à gérer les déchets produits par leurs populations.
- L'UE ne s'est pas elle-même fixé des objectifs clairs de réduction en matière d'utilisation des ressources et d'empreinte matérielle. Elle devrait également définir des objectifs dans la réduction de l'empreinte écologique par personne ou dans le retardement progressif du jour du dépassement de la Terre.
- L'ODD 12 contient un objectif de réduction de moitié du gaspillage alimentaire. Au sein de l'UE, environ 88 millions de tonnes d'aliments sont mis au rebut chaque année, pour un coût total associé de 143 milliards d'euros[5] (voir également l'ODD 2).
- L'ODD 12 invite à une gestion écologique des produits chimiques et des déchets dangereux. Si la législation de l'UE impose des restrictions sur les produits chimiques toxiques, les processus pour leur éradication sont très lents. On en sait trop peu sur les agents chimiques contenus dans les produits et les flux de matériaux, et habituellement des mesures contre leurs effets néfastes ne sont prises qu'une fois qu'ils ont déjà causé de graves dommages. La proposition de stratégie pour la durabilité relative aux produits chimiques présentée par la Direction générale de l'Environnement en 2020 est trop faible. La DG GROW a cherché à bloquer toute résolution plus stricte sur les produits chimiques et à abaisser les exigences en matière de prévention des menaces et d'innovations sûres dès la conception.
- Une conception et une production durables nécessitent des chaînes d'approvisionnement équitables et écologiques. Les règles de responsabilisation des chaînes d'approvisionnement concernant les biens produits pour le marché européen par des sociétés basées dans des pays en développement sont faibles. Certaines sociétés européennes souscrivent à des codes volontaires, tandis que d'autres n'assument aucune responsabilité concernant les droits humains et la protection de l'environnement dans leurs chaînes d'approvisionnement. La transparence et l'équité dans les chaînes d'approvisionnement des secteurs du textile, du café, du cacao et d'autres produits agroalimentaires, ainsi que de celui des dispositifs électroniques et des batteries, en sont quelques exemples. Au niveau de l'UE, les décideurs politiques ne sont jusqu'ici pas parvenus à instaurer des obligations de diligence raisonnable légalement contraignantes dans tous les secteurs et à les injecter dans la politique commerciale de l'UE.

1 AEE Ecological footprint of European countries.
2 Ibid.
3 Eurostat Waste packaging.
4 AEE The plastic waste trade in the circular economy.
5 Fusion Estimate of European Food Waste Levels.

Nous ne voulons pas de vos déchets de vêtements.
Histoire de Reuben Kibol

© *Caitriona Rogerson*

ON ESTIME QUE LES CONSOMMATEURS DE L'UE REJETTENT **5,8 MILLIONS DE TONNES DE DÉCHETS TEXTILES** CHAQUE ANNÉE. **SEULEMENT 1 %** DES TEXTILES SONT **RECYCLÉS.**

Source : Agence européenne pour l'environnement

KENYA

Je suis un vendeur de *mitumba* à Mombasa, au Kenya. Mitumba est un autre mot chez nous pour désigner les vêtements de seconde main expédiés au Kenya depuis l'étranger. Le Kenya importe plus de 150 000 tonnes de vêtements de seconde main par an. La plupart des mitumba proviennent d'Europe, des États-Unis et du Canada. Ils sont expédiés au port de Mombasa, puis transportés dans des entrepôts où ils nous sont vendus, les commerçants de marché. Les propriétaires initiaux pensent avoir ainsi recyclé leurs vêtements, alors qu'en réalité, il n'en est rien.

J'ai été un vendeur de mitumba toute ma vie. Lorsque j'ai commencé cette activité dans les années 1990, il n'y avait que très peu de vendeurs de mitumba au Kenya, et les vêtements importés étaient de bonne qualité. Vous pouviez bien gagner votre vie. Mais, au fil des années, la quantité de vêtements que nous importons a augmenté, tandis que leur qualité a décliné. Un ballot de 45 kg de mitumba peut coûter jusqu'à 200 dollars US. Notre problème est que nous ne pouvons pas connaître la qualité des vêtements dans un ballot avant de l'ouvrir. Aujourd'hui, nous pouvons ouvrir un ballot de mitumba et constater que la moitié du contenu ne peut tout simplement pas être vendue – les vêtements sont déchirés, sales et de très mauvaise qualité. Que pouvons-nous faire ? Nous n'avons pas d'autre choix que de jeter ou de brûler ces vêtements. Lorsqu'il arrive que ces ballots que j'achète sont de si mauvaise qualité, c'est moi qui en supporte le coup, pas les marchands de vêtements.

Mais ce n'est pas qu'une question d'argent. Il faut aussi prendre en compte l'environnement. Nous ne disposons pas de système approprié de gestion de déchets ni d'infrastructures de recyclage ici au Kenya, raison pour laquelle ces déchets de vêtements finissent dans des décharges et dans nos rivières. Mais nos décharges sont déjà saturées, et nos rivières débordent de pollution. Nous ne pouvons plus gérer cette quantité de déchets. Lorsque je vois le contenu de ces conteneurs, j'ai le sentiment que notre pays, le Kenya, est devenu une décharge.

Je voudrais vraiment que vous nous aidiez à remédier à tout ce désordre. Je dis aux gouvernements occidentaux et aux commerçants de vêtements européens : « *La récréation est terminée. Nous ne voulons pas de vos déchets. Nous nous soucions également de la qualité* ». Nous acceptons les bons vêtements. Pour le reste, vous devez trouver un moyen pour les recycler dans votre pays.

L'histoire de Reuben Kibol a été recueillie par l'Irish Environmental Network (IEN)

IEN Irish Environmental Network

12 CONSOMMATION RESPONSABLE

Pour un système de production et de consommation qui réponde aux besoins des humains dans le total respect de la capacité de la terre et qui garantisse le bien-être de tous et toutes

Extrait du Manifeste pour une Europe durable centrée sur les citoyen.nes

Respect de la capacité de la terre par la suffisance – Les politiques de l'UE doivent mettre en place des mesures pour aligner les niveaux de consommation des ressources en Europe avec la capacité de la terre, y compris en mettant en œuvre des stratégies de suffisance, sur la base d'une utilisation absolue des ressources/de la réduction de l'empreinte matérielle par individu et d'objectifs de prévention de déchets ambitieux.

Pour un programme de commerce équitable – Le commerce international doit être vu comme un moyen de distribution efficace de biens et de services à travers les citoyens du monde, respectueux des objectifs sociaux et environnementaux. Les accords commerciaux devraient profiter aux populations, aux travailleur.ses et aux petit.es producteur.trices, et ne devraient pas être considérés comme des outils servant uniquement les intérêts des multinationales et des investisseurs. Ils devraient garantir, par exemple, un travail décent et une meilleure protection sociale. Les accords commerciaux et d'investissements doivent être conçus principalement pour améliorer le bien-être et l'intérêt publics, plutôt que comme moyens de réduire les coûts et les charges des entreprises. Les privilèges existants accordés aux investisseurs et aux tribunaux d'entreprises devraient être abolis.

Vision des membres et alliés de SDG Watch Europe pour une Europe durable :

Friends of the Earth Europe, Ecological Economics et BEE A Circular Economy within Ecological Limits (Une économie circulaire au sein des limites écologiques)

BEE Enjoying more with less (Profiter plus avec moins)

BEE Coolproducts don't cost the Earth (Les produits frais doivent pouvoir être accessibles à tous)

BEE Europe's new waste prevention and reuse laws (Nouvelles lois européennes sur la prévention et la réutilisation des déchets)

Coalition des ONG Civil Society Strategy for Sustainable Textile, Garments, Leather and Footwear (Stratégie de la société civile pour le textile, l'habillement, le cuir et la chaussure durables)

Coalition des ONG Tackling Food Waste in the Farm to Fork Strategy (Lutte contre le gaspillage alimentaire dans la stratégie « de la ferme à la table »)

Coalition des ONG Chemical strategy to deliver a toxic-free environment (Stratégie à l'égard des produits chimiques pour un environnement non toxique)

Coalition des ONG A call for EU human rights and environmental due diligence legislation (Un appel pour la législation de l'UE en matière de diligence raisonnable sur les droits humains et environnementaux)

Coalition des ONG 10 policy priorities to reduce waste (10 priorités politiques visant à réduire les déchets)

Agent de promotion du commerce équitable From local to EU level. (Du niveau local à l'UE.) Scaling up Fair Trade in Europe (Renforcement du commerce équitable en Europe)

FERN et Bureau de promotion du commerce équitable Towards Sustainable Cocoa Supply Chains (Vers des chaînes d'approvisionnement en cacao durables)

Make ICT Fair Case studies (Études de cas) et Change for Good (Changer pour de bon)

BEE Towards a socially sustainable and circular ICT sector (Vers un secteur des TIC socialement durable et circulaire)

Fondation Nicolas Hulot et Institut Veblen Making Trade Serve the Ecological and Social Transition (Mettre le commerce au service de la transition écologique et sociale)

Des mesures doivent être prises pour obtenir davantage de données et de meilleurs indicateurs dans le rapport de suivi des ODD de l'UE afin de :

- √ inclure l'utilisation matérielle totale des produits et services consommés dans l'UE, notamment la consommation des matières premières (CMP), l'empreinte matérielle et de la consommation dans la surveillance des ODD ;
- √ suivre l'empreinte écologique moyenne par individu et la date du jour du dépassement de la Terre pour l'UE et chacun de ses États membres ;
- √ inclure les exportations de déchets (dangereux et non dangereux) en dehors de l'UE dans le cadre de la surveillance des ODD ;
- √ analyser les déchets alimentaires dans l'ensemble de la chaîne alimentaire ;
- √ évaluer et surveiller la durabilité sociale et environnementale des chaînes de valeur européennes (par exemple, avec un indicateur des parts de marché du commerce équitable ou d'autres produits certifiés) ;
- √ surveiller le ratio d'écologisation des marchés publics au niveau national et celui de la durabilisation des achats au niveau des entreprises.

Réutiliser, réparer et remodeler pour mieux reconstruire : modèles commerciaux pour une mode vraiment durable

© Irish Environmental Network

BELGIQUE, FRANCE, ALLEMAGNE, IRLANDE, SLOVÉNIE, SUÈDE, PAYS-BAS

En matière de textiles, l'atteinte de l'Objectif 12 nécessitera un passage radical des modèles commerciaux actuels fondés sur un flux de nouveaux produits toujours croissant à un modèle fondé sur la prévention des déchets et la suffisance des ressources.

Vendre de plus en plus de nouveaux vêtements chaque année accroît l'impact négatif de l'industrie, indépendamment des progrès réalisés dans le recyclage des textiles dans de nouveaux fils et tissus et l'adoption de techniques de production à impact réduit.

L'évolution vers l'ODD 12 dépend donc en premier lieu de la réduction de la quantité de nouveaux produits textiles réalisés à partir de ressources vierges entrant dans l'économie. Les bonnes pratiques fondées sur la réutilisation, la réparation et le remodelage nous montrent la voie.

- La Lena Fashion Library, un service de prêt pour la mode à Amsterdam, en permettant aux gens d'emprunter des vêtements comme ils le feraient pour des livres, nous encourage à nous poser des questions fondamentales sur la propriété. La plateforme de location irlandaise Sharedrobes, un modèle « entre pairs », permet aux utilisateurs de gagner de l'argent en louant leurs vêtements à d'autres. Swapsies en Irlande et Swap Party en Slovénie organisent des événements d'échange de vêtements, et sur l'application irlandaise NuWardrobe, tout est « à partager », et non « en vente ».
- Certaines marques ont initié des systèmes de réparation. La marque suédoise de jeans Nudie Jeans possède un réseau d'ateliers de réparation et de partenaires dans le monde qui peuvent recevoir les jeans déchirés et usés. La marque allemande d'outdoor Vaude dispose d'un service de réparation interne et produit des manuels de réparation (ainsi que des pièces de rechange) disponibles en ligne pour que ses client.es puissent réparer leurs produits eux-mêmes. Pool, une petite entreprise sociale belge, étend la durée de vie des vêtements avec des ateliers sur la réparation des vêtements.
- Un grand nombre d'entreprises et de petits concepteurs désassemble des textiles destinés à être incinérés pour en confectionner quelque chose de nouveau. Ce processus est souvent appelé « surcyclage » – la petite marque Isatio est le précurseur de ce concept en Belgique. L'un des exemples les plus inspirants est peut-être La Tête dans les Nuages en France, qui transforme les montgolfières hors service en sacs à fèves multicolores – portant ainsi le surcyclage au plus haut ! L'entreprise offre également de l'emploi aux personnes exclues du marché du travail.

Les gouvernements doivent promouvoir des politiques qui permettent aux bonnes pratiques telles que celles-ci et d'autres de prospérer et de devenir la nouvelle norme.

Cette histoire a été proposée par le Bureau européen de l'environnement (BEE)

EEB European Environmental Bureau

Prendre des mesures urgentes pour endiguer le changement climatique et ses conséquences

Notre maison est en feu – et il faut prendre des mesures fermes pour éteindre ce feu.

L'année 2020, qui a clôturé la décennie la plus chaude (2010-2019), est probablement une autre « année la plus chaude jamais enregistrée ». Ces dernières années, les Européen.nes ont expérimenté des inondations sans précédent, des vagues de chaleur, des tornades et d'autres phénomènes climatiques extrêmes. Les pertes économiques liées aux faits climatiques ont coûté à l'UE plus de 12 milliards d'euros en 2017.[1]

Au-delà de l'UE, la lutte contre le changement climatique est une question de justice mondiale. Le changement climatique exacerbe la pauvreté et les inégalités, et impacte principalement des communautés qui ont pourtant le moins contribué au réchauffement planétaire. Les scientifiques prévoient que 19 % des terres de la planète pourraient devenir inhabitables d'ici à 2070, ce qui transformerait potentiellement des millions des personnes réfugiées climatiques.[2] Même au sein de l'UE, des populations pourraient devoir migrer en raison d'une hostilité environnementale croissante.[3]

En 2020, les émissions de gaz à effet de serre de l'UE ont baissé de plus de 20 % par rapport aux niveaux de 1990. Cependant, les projections de l'AEE à partir de la fin 2019 indiquent que les politiques et mesures actuelles ne peuvent garantir qu'une réduction de 30 % d'ici à 2030. Si nous n'adoptons pas de mesures fortes maintenant, nous n'atteindrons même pas le faible objectif de 40 % défini par les décideurs politiques pour 2030, et nous serons bien loin de l'objectif de 65 % de réduction préconisé par plusieurs expert.es et la société civile.[4]

L'Accord de Paris de 2015 a engagé la communauté internationale à maintenir le réchauffement planétaire bien en deçà des 2 °C au-dessus du niveau de l'ère préindustrielle. La nouvelle loi sur le climat de l'UE proposée en mars 2020 engagerait l'Europe à devenir le premier continent au bilan carbone neutre d'ici 2050. Selon le BEE et CAN Europe, l'UE peut atteindre la neutralité climatique d'ici 2040 – soit une décennie avant la date cible – et éradiquer la pollution d'ici 2050. La société civile invite l'UE à réduire ses émissions de 65 % d'ici 2030 et non pas de 40 % comme le prévoit l'objectif de l'UE,[5] avec un objectif d'efficacité énergétique porté à au moins 40 % et un approvisionnement en énergies renouvelables à au moins 45 % des besoins énergétiques.

Quelques défis clés qui nécessitent toute l'attention de nos décideur.ses politiques :

- Nous devons décarboniser l'économie dans toutes les chaînes de valeur et dans tous les secteurs, et même dans l'ensemble du cycle de vie, y compris les émissions en fin de vie utile (par exemple, par les décharges et l'incinération), et régler le problème des émissions de carbone intégrées dans les importations vers l'UE afin d'éviter le « dumping environnemental ».
- Il existe trop de failles pour les émissions des secteurs à forte intensité de carbone du transport, y compris le transport maritime, l'aviation et les bâtiments. La taxation au carbone doit être effectivement introduite pour prendre en compte les externalités négatives de production d'énergie qui, à l'exception de quelques États membres, ne sont pas sujettes à la taxation.
- Une nouvelle réglementation doit se focaliser sur l'efficacité énergétique des secteurs particulièrement difficiles. Par exemple, les bâtiments vieillissants et mal isolés sont actuellement responsables de 36 % des émissions totales de CO2 en Europe. La nouvelle initiative Renovation Wave de l'UE[6] doit donner un signal clair que les appareils électriques et à combustibles fossiles inefficaces devraient être progressivement éliminés d'ici 2030. Les directives sur l'efficacité énergétique et la performance énergétique des bâtiments[7] doivent garantir à tous et toutes des maisons à l'épreuve du climat d'ici 2050.
- L'UE a fixé un objectif d'efficacité énergétique de 32,5 % d'ici 2030, mais les États membres fixent leurs propres objectifs. La commission Environnement du Parlement européen a voté pour un objectif contraignant de 40 % d'ici 2030, des obligations et objectifs nationaux contraignants pour de plus importantes économies d'énergie.
- L'engagement pour les ODD à mobiliser 100 milliards d'euros par an pour soutenir les communautés les plus pauvres afin d'endiguer les effets du changement climatique doit être honoré. L'UE doit allouer 50 % de ses fonds pour le développement aux actions en faveur du climat et de l'environnement.
- Actuellement, les lois internationales ainsi que les cadres nationaux ou régionaux n'offrent pas de protection aux « réfugié.es climatiques » ni aux migrant.es environnementaux. Le Pacte mondial sur les réfugiés, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2018, reconnaît que « la dégradation du climat et de l'environnement et les catastrophes naturelles interagissent de manière croissante avec les moteurs de déplacement des réfugié.es » ; cependant, l'UE n'a jusqu'ici aucune réponse quant à la gestion des mouvements migratoires dus au changement climatique.

1 Eurostat SDG 13 - Climate Action.
2 New York Times Magazine The Great Climate Migration.
3 Khaled Diab (2020) Warming May Push Humanity Out of Its Climate Comfort Zone.
4 AEE Total greenhouse gas emission trends and projections in Europe.
5 CAN Europe et BEE Paris Agreement Compatible Scenarios for Energy Infrastructure.
6 Voir .https://ec.europa.eu/energy/topics/energy-efficiency/energy-efficient-buildings/renovation-wave_en
7 Voir .https://ec.europa.eu/energy/topics/energy-efficiency/energy-efficient-buildings/energy-performance-buildings-directive_en

Changement climatique – le déni des droits humains par nos gouvernements

Histoire de Michaela Krömer

Source : Agence autrichienne pour l'environnement

AUTRICHE

Je suis une avocate constitutionnaliste et je crois que la tâche la plus importante de notre système juridique est de garantir une vie décente à tous et toutes. Les lois sur les droits humains servent à protéger et à défendre cet objectif. Pourtant, le droit à la vie, le droit à la santé et le droit à la propriété sont menacés par cette parfois crise et bafoués par le défaut d'action des États contre le changement climatique. Les droits fondamentaux comprennent l'obligation positive pour les États de prévenir les menaces. En cas de manquement des États à leur obligation de protéger les citoyen.nes sans raison justifiable, ces droits sont bafoués. Toutefois, aucun article de la constitution autrichienne ne permet de contester l'inaction de l'État, même lorsque celle-ci constitue une violation des droits fondamentaux. Cela, pour moi, est inacceptable, et c'est pourquoi je joins ma force à ÖKOBÜRO et Greenpeace Autriche pour lutter précisément pour ces droits.

Compte tenu des limites du système, nous nous sommes focalisés sur les actions de l'État qui endommagent le climat, plutôt que sur son inaction. Au nom de 8 063 utilisateurs réguliers du chemin de fer, nous avons sollicité auprès de la cour constitutionnelle l'invalidation des exonérations fiscales telles que l'exonération de TVA sur les vols internationaux et l'exonération fiscale sur le kérosène pour les vols internes. Ces allègements fiscaux rendent les vols moins chers que le train, alors même que les trajets en train sont 31 fois plus écologiques. Cette requête est principalement fondée sur les lois sur les droits humains.

Cette requête m'a coûté du sang, de la sueur et des larmes, et pourtant ses chances d'aboutissement sont limitées, simplement parce que notre système n'est pas conçu pour traiter les défis mondiaux de cette ampleur. Il est difficile de démontrer clairement à la cour l'existence d'une menace et d'établir un lien entre celle-ci et la crise climatique, en dépit du fait que les conséquences négatives des vols sont établies par la science et que la vie deviendra insoutenable si le réchauffement climatique n'est pas stoppé. Le système (juridique) doit évoluer, et nous espérons au moins pouvoir faire valoir ce point. Parfois, lorsque je suis intimidée par les défis juridiques devant nous, j'aime à me rappeler ma citation préférée : « Si vous visez la lune et que vous la manquez, vous pouvez au moins toucher les étoiles ».

L'histoire de Michaela Krömer a été recueillie par ÖKOBÜRO

ÖKOBÜRO
ALLIANZ DER UMWELTBEWEGUNG

Pour des actions ambitieuses en faveur du climat par une éradication rapide des combustibles fossiles, une réduction absolue de la consommation énergétique et une efficacité énergétique qui garantit la justice en faveur du climat

Extrait du Manifeste pour une Europe durable centrée sur les citoyen.nes

Une action climatique ambitieuse – L'Accord de Paris devrait être pleinement mis en œuvre et se traduire par un alignement des objectifs en matière de réduction des émissions pour 2030 et 2050, avec l'engagement de limiter la hausse des températures à 1,5 °C à travers des politiques climatiques ambitieuses, y compris une éradication rapide des combustibles fossiles et le passage de l'efficacité énergétique à une réduction drastique de la consommation énergétique. L'UE doit accélérer la transition juste et durable vers un approvisionnement en énergie 100 % renouvelable, propre, abordable, soutenant la propriété collective et qui n'engendre pas de précarité énergétique.

Vision des membres et alliés de SDG Watch Europe pour une Europe durable :

BEE
Reply to public consultation on climate law (Réponse à la consultation publique sur la loi sur le climat)

BEE
Response to Consultation and Energy Efficiency and Building Renovation (Réponse à la consultation et l'efficacité énergétique et la rénovation des bâtiments)

CAN Europe et al.
Environmental action in development funding (Action environnementale dans le financement du développement)

Des mesures doivent être prises pour obtenir davantage de données et de meilleurs indicateurs dans le rapport de suivi des ODD de l'UE afin de :

- √ analyser les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur du transport, y compris les émissions totales des véhicules particuliers (plutôt que se concentrer sur les émissions des nouvelles voitures, qui sont trompeuses), le transport de fret routier, l'aviation et le transport maritime ;
- √ surveiller les émissions dans les secteurs enregistrant une augmentation des émissions ou dans lesquels les réductions sont trop lentes, par exemple, le bâtiment et les industries lourdes telles que la sidérurgie ;
- √ mesurer les émissions nettes des produits importés pour consommation au sein de l'UE, y compris les émissions résultant du changement d'affectation des sols ;
- √ surveiller le mode de délivrance des fonds pour le développement sur la base des accords climatiques.

Réhumidifier les tourbières pour endiguer le changement climatique : un potentiel inexploité

© *Jurate Sendzikaite*

LITUANIE

Les tourbières de Lituanie pourraient stocker d'importantes quantités de CO2, l'un des principaux gaz à effet de serre, et ainsi contribuer à endiguer le changement climatique. Contrairement aux forêts tropicales, qui chaque année s'étiolent du fait de l'activité humaine, les tourbières n'ont pas fait l'objet d'une grande attention. Bien qu'elles ne représentent que 3 % de la surface émergée de la terre, elles contiennent presque le double de la quantité de carbone organique contenu dans les forêts de la planète.

Les tourbières tranquilles emprisonnent le carbone et réduisent les émissions de gaz à effet de serre. En restaurant et en protégeant nos tourbières, nous pourrions empêcher le relâchement dans l'atmosphère de très grandes quantités de CO2. La majorité des tourbières dégradées et abandonnées en Lituanie faisant partie du domaine de l'État, et le gouvernement s'étant engagé à combattre le changement climatique, la restauration et la protection de nos tourbières représentent une possibilité pratique.

Les tourbières doivent être humides – cela signifie que la réhumidification des tourbières devrait être la principale mesure de restauration. L'eau déclenche le processus de formation des tourbes et empêche la minéralisation et la perte des couches de tourbes. Si la réhumidification était généralisée dans les tourbières dégradées de Lituanie, elle contribuerait à la génération de 300 000 hectares, soit pratiquement la moitié des tourbières du pays. La pluviculture, l'agriculture humide et la sylviculture sur les tourbières réhumidifiées, qui respectent la nature et stimulent les processus de formation des tourbes, peuvent également y contribuer.

La préservation des tourbières est désormais reconnue comme étant une puissante stratégie pour endiguer le changement climatique. La réhumidification des tourbières est prévue dans l'Accord de Paris, et elle constitue un moyen de lutte contre le changement climatique. Les tourbières promeuvent également la durabilité en agissant comme des stabilisateurs et des réservoirs de nutriments, et elles contribuent à l'atteinte de l'objectif de l'utilisation durable des écosystèmes terrestres. À une échelle globale, la préservation des tourbières contribuera à l'éradication de la pauvreté et de la famine, puisque des écosystèmes sains sont essentiels pour la qualité de vie sur terre.

Les tourbières de Lituanie sont actuellement gravement dégradées, mais elles ont toujours été là avec nous et il est de notre responsabilité de les préserver pour après nous. « *Notre région a toujours été naturellement humide. Mais il ne nous reste désormais plus beaucoup de tourbières, et celles qui restent sont gravement menacées par le changement climatique* », déplore Nerijus Zableckis. « *Nous devons les réhumidifier pour les générations futures* ».

Cette histoire a été proposée par l'Association pour la restauration et la préservation des tourbières

Préserver et utiliser de manière durable les océans, les mers et les ressources maritimes

Il faut agir davantage pour nos océans, et la vie marine doit être protégée.

La préservation et l'utilisation durables des océans sont au cœur du développement durable. Des systèmes critiques dépendent de la santé des océans : le système pluviométrique, le système météorologique et le climat, le cycle de l'oxygène et les chaînes alimentaires vitales. Plus de régions côtières sont désormais protégées par l'UE, la qualité de l'eau de baignade s'est améliorée, et les réserves de poissons sont utilisées de manière plus durable. Cependant, les océans restent menacés par la pollution des eaux côtières et par les navires et les plateformes, la surpêche et l'acidification, avec des conséquences négatives sur les écosystèmes et la biodiversité.

Quelques défis clés qui nécessitent toute l'attention de nos décideur.ses politiques :

- Les données d'Eurostat indiquent que les stocks halieutiques dans l'océan Atlantique Nord-Est se sont améliorés au cours de la dernière décennie parce qu'ils sont désormais gérés de manière plus durable. Mais ces données montrent également que plus du tiers des réserves de poissons européennes dans l'océan Atlantique Nord-Est connaissent toujours la surpêche. Il est régulièrement permis aux flottes de pêche européennes de dépasser les limites recommandées par les scientifiques. Parallèlement, les prises accessoires non désirées sont rejetées dans la mer en grandes quantités. D'ici 2030, l'intégralité des réserves de pêche commerciale doit être gérée de manière durable, et doit respecter les recommandations des scientifiques en vue de la protection de la biodiversité.

- Pendant des décennies, les subventions de l'UE à la pêche ont favorisé la croissance artificielle de sa flotte de pêche, qui était deux à trois fois plus importante que la taille requise pour des captures durables. En 2004, l'UE s'était déjà engagée à réduire les subventions qui avaient entraîné la surpêche. Cependant, étant donné que les négociations pour le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche après 2020 suivent leur cours, il existe un risque clair que des intérêts puissants parviennent à conserver certaines subventions néfastes.

- Au-delà des zones de pêche de l'UE, des recherches récentes indiquent[1] que les navires de pêche européens constituent toujours une menace pour la sécurité alimentaire des communautés locales de la côte ouest-africaine, notamment par le biais de coentreprises et d'affrètements.

- Ces dernières années, la pollution des océans par le plastique a fait la une des journaux : au moins 8 millions de tonnes de plastique finissent dans les océans du monde chaque année, ce qui constitue 80 % de tous les débris marins qui vont de la surface des eaux jusqu'aux sédiments sous-marins. Si la plupart de ces débris marins se retrouvent loin des côtes européennes, l'UE n'en est pas à l'abri pour autant. En 2019, nous exportions chaque mois 150 000 tonnes de déchets plastiques vers des pays non membres de l'UE, sans une assurance fiable qu'aucun déchet plastique ne finirait dans l'océan. Plus encore, comme l'indiquent les recherches menées par l'alliance Break Free from Plastics, la plupart des articles en plastique à usage unique retrouvés dans nos océans sont produits par des multinationales basées dans les pays développés, y compris l'UE, qui vendent des aliments, des boissons, des cosmétiques et des cigarettes.

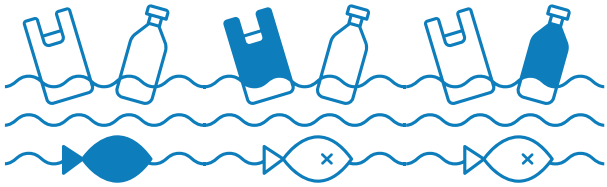
- Les eaux européennes contiennent des taux élevés d'azote, ce qui entraîne la prolifération d'algues nocives, l'eutrophication et l'apparition de zones mortes dans lesquelles la survie de la vie marine est difficile. Dans des mers peu profondes telles que la mer Baltique, la biodiversité a été considérablement réduite et l'ensemble de l'écosystème est dégradé. La présence de taux élevés d'azote, principalement dans la mer du Nord et la mer Baltique, est clairement évidente. Cependant, l'on ne dispose pas de données sur les taux d'azote dans la mer Méditerranée et la mer Noire.

- Au-delà des frontières maritimes de l'UE, la stratégie *« Croissance bleue »* de l'Union et le Partenariat européen d'innovation sur les matières premières ont manifesté de l'intérêt pour l'exploitation minière des fonds marins, une activité qui risque de causer des conséquences environnementales irrémédiables sur les écosystèmes vulnérables et les zones sensibles en termes de diversité jusqu'ici peu affectés par l'activité humaine. Selon Seas at Risk, plus d'un million de kilomètres carrés de fonds océaniques font déjà l'objet de licences d'exploitation, ce avant même tout accord sur les règles environnementales devant régir cette activité. *« Intrinsèquement liée à l'exploitation de ressources non renouvelables, l'exploitation minière des fonds marins est également en conflit avec l'objectif de développement durable 12 relatif à la consommation et à la production durables et avec les ambitions d'économie circulaire de l'UE »*, indique Seas at Risk[2]

1 Ifesinachi Okafor-Yarwood and Dyhia Belhabib The duplicity of the European Union Common Fisheries Policy in third countries: Evidence from the Gulf of Guinea.`
2 Seas at Risk Deep See Mining.

Un système économique non durable menace la vie marine

L'histoire de João Correia



AU MOINS **8 MILLIONS DE TONNES** DE **PLASTIQUE** FINISSENT DANS NOS **OCÉANS CHAQUE ANNÉE.** UNE PARTIE PROVIENT **D'EUROPE,** ET UNE GRANDE PARTIE EST PRODUITE **PAR DES MULTINATIONALES.**

Source : UICN

PORTUGAL

João Correia, un biologiste marin, a consacré toute sa vie professionnelle à l'étude et à la santé de nos océans. Enfant, il avait une passion pour la nature et un intérêt particulier pour les requins, suscités par le film de Steven Spielberg intitulé « Jaws ». Il nous a fait part de ses préoccupations.

« Les requins sont une espèce très menacée et une proie facile pour la surpêche, la perte d'habitat et la pollution, parce qu'ils occupent la première place dans leurs réseaux trophiques respectifs, à cause du phénomène de bioamplification. À cause de cela, les polluants conservateurs (c.-à-d. les substances qui ne sont pas éliminées par les organismes vivants) s'accumulent dans les tissus des espèces au bas des réseaux trophiques, qui sont ensuite la proie de ceux qui se trouvent au-dessus d'elles, et ainsi de suite, atteignant des concentrations massives aux niveaux supérieurs. Les polluants conservateurs comprennent les métaux lourds comme le cadmium de plomb, le nickel, les pesticides et les hormones que l'on trouve, par exemple, dans les pilules contraceptives, connues pour nuire gravement aux populations de poissons du monde entier.

Un océan sans requins est un océan avec des chaînes alimentaires incontrôlées, où les espèces dont les requins sont la proie se multiplient de façon excessive, par conséquent, s'attaquent à celles qui se trouvent en dessous. En tant que prédateurs ultimes, les requins sont l'épine dorsale de la santé des océans et les dangers auxquels ils sont confrontés aujourd'hui auront des effets désastreux sur l'économie mondiale pour la pêche. Heureusement, les petites communautés côtières ont investi dans la plongée aux requins et d'autres activités liées à l'écotourisme, plutôt que dans la pêche intensive aux requins. Certaines références scientifiques ont calculé que la valeur des requins « vivants » est 100 fois plus élevée que celle des requins « morts ».

Les océans représentent 71 % de la surface de la planète et 97 % de ses ressources en eau. Environ 50 % de l'oxygène que nous respirons est produit dans les océans, et ceux-ci absorbent environ 25 % des émissions de dioxyde de carbone de l'humanité. En protégeant les océans, non seulement nous protégerons les requins, mais nous nous mettrons sur la voie de la réalisation du Agenda 2030 en ralentissant, voire en atténuant les changements climatiques, en protégeant la vie sur Terre et en améliorant la qualité de nos ressources en air et en eau. Si nous pouvons assurer la durabilité de nos ressources marines, nous contribuerons à l'amélioration de la santé, à la réduction de la famine et de la pauvreté et aurons un impact sur les facteurs qui poussent certains groupes de personnes à migrer. Mais pour y parvenir, nous devons changer notre système économique, ralentir le consumérisme et évoluer vers des sociétés d'économie circulaire, qui ne constituent pas une menace aussi importante pour les océans. »

L'histoire de João Correia a été recueillie par la Portuguese Confederation of Environmental Defense Associations (CPADA)

CONFEDERAÇÃO PORTUGUESA DAS ASSOCIAÇÕES DE DEFESA DO AMBIENTE

Pour des océans propres et sains avec une biodiversité florissante

Extrait du Manifeste pour une Europe durable centrée sur les citoyen.nes

Gestion rigoureuse des ressources naturelles - Des normes communes devraient être établies et appliquées pour assurer la salubrité de l'air et de l'eau, la sécurité et l'hygiène des aliments et la protection de nos océans. Des mesures ambitieuses doivent être mises en œuvre pour stopper la perte de biodiversité en Europe et dans le monde, et mettre un terme à l'exploitation non durable des ressources naturelles, y compris dans les pays du Sud.

Vision des membres et alliés de SDG Watch Europe pour une Europe durable :

Break Free From Plastics
Open Letter to the world's top plastic polluters (Lettre ouverte aux plus grands pollueurs en termes de plastique du monde)

Birdlife International, WWF, ClientEarth + Seas at Risk Post-2020 European Maritime and Fisheries Fund (Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche après 2020)

Seas at Risk
Deep-sea mining has no place in a future shaped by the 2030 Agenda for sustainable development (L'exploitation minière en eau profonde n'a pas sa place dans un avenir façonné par l'Agenda 2030 pour le développement durable)

Des mesures doivent être prises pour obtenir davantage de données et de meilleurs indicateurs dans le rapport de suivi des ODD de l'UE afin de :

- √ surveiller la surpêche des espèces les plus menacées ;
- √ surveiller la biodiversité dans les mers et océans européens des espèces qui ne font pas l'objet d'une pêche commerciale ;
- √ surveiller les niveaux d'azote malsains dans les mers européennes.

Protégez les mers contre les déchets plastiques : législation pionnière dans les îles Baléares

ESPAGNE

Dans l'UE, les plastiques représentent jusqu'à 95 % de tous les déchets trouvés sur les côtes et en mer.

En 2019, le gouvernement autonome des Îles Baléares est pionnier dans la lutte contre les plastiques à usage unique avec l'approbation d'une loi générale qui, à compter de janvier 2021, interdira de nombreux produits en plastique, notamment les sacs en plastique légers, les couverts en plastique, les assiettes et les pailles, rasoirs, briquets jetables et capsules de café à usage unique. Cette loi révolutionnaire va plus loin que la directive de l'UE sur les plastiques à usage unique, en interdisant plus d'articles et en fixant des objectifs de réutilisation plus ambitieux, établissant ainsi une référence pour la lutte contre les déchets marins en Europe.

Les déchets ont toujours été un problème dans les îles Baléares, créant des tensions entre les populations locales et les touristes. L'une des conséquences du grand nombre de touristes, ce sont des quantités énormes de déchets, qui peuvent être difficiles à gérer et à éliminer pour les petites îles. Les déchets plastiques et la pollution qui en résultent sur les côtes et dans la mer et leur impact sur la vie marine ont amené le gouvernement à adopter une approche globale des déchets, axée sur la prévention et la réduction à la source, en plus de la gestion.

La loi vise à réduire le volume total de déchets de 20 % d'ici 2030. En plus d'interdire la vente de nombreux produits en plastique, elle rend les producteurs responsables de la collecte et de la gestion des déchets ; elle permet la mise en place de systèmes de consignation pour les récipients de boissons ; et elle encourage la consommation et la réutilisation durables au moyen de marchés publics écologiques. Ce texte complet offre une combinaison unique de mesures de prévention pratiques pour parvenir à une réduction efficace de l'utilisation des plastiques à usage unique, qui peuvent être reproduites dans d'autres pays européens lors de la transposition de la nouvelle directive de l'UE sur les plastiques à usage unique dans la législation nationale.

Les déchets marins, et la pollution plastique en particulier, touchent plusieurs ODD. En raison de sa nature mondiale, la pollution plastique ne peut être traitée que par des stratégies politiques globales, y compris la conception et les matériaux non toxiques, les océans sans pollution et la modification systémique des modes de production et de consommation.

Cette histoire a été recueillie par Seas at Risk (SAR)

SEAS AT RISK

Gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, stopper et inverser la dégradation des terres, stopper la perte de biodiversité

Nous devons mettre fin à la sixième extinction massive, dans l'UE et au-delà.

Le bien-être humain est impensable sans un environnement naturel florissant et une biodiversité intacte. Les services écosystémiques essentiels que sont la pollinisation, la protection contre les inondations, les puits de carbone, la régulation du climat, la fertilité des sols et la production alimentaire dépendent des environnements sains et de la biodiversité. Malgré les mesures de protection de l'environnement et l'expansion du réseau des sites Natura 2000,[1] des habitats naturels et de la biodiversité, nos forêts, nos terres humides, nos montagnes et nos terres arides sont constamment et radicalement érodées. Nous avons manqué de loin notre objectif de mettre fin à la perte de biodiversité d'ici 2020. Les changements des habitats naturels – causés par l'agriculture intensive, la construction, l'urbanisation, les carrières, la surexploitation des forêts, des océans, des rivières, des lacs et des sols, les espèces exotiques envahissantes, la pollution et le changement climatique mondial – sont les principales causes de la vague d'extinction actuelle,[2] qui menace environ 25 % des espèces animales européennes.[3]

Quelques défis clés qui nécessitent toute l'attention de nos décideur.ses politiques :

- La Stratégie en faveur de la biodiversité pour 2030 promet un plan global, systémique et ambitieux à long terme pour protéger la nature et inverser la dégradation des écosystèmes, mais elle ne peut réussir sans une législation avec des objectifs contraignants et une application efficace à travers l'UE.
- Plus de 40 % de la surface terrestre de l'UE est couverte de forêts, mais seule une petite proportion est originale. Eurostat affirme que nous progressons vers une gestion durable des forêts, mais son indicateur ne fait pas de distinction entre les forêts naturelles saines à forte biodiversité et les monocultures utilisées pour l'exploitation forestière.[4] Les forêts européennes sont menacées par le changement climatique, les parasites, la pollution, l'empiètement et la sylviculture non durable. Seuls 26 % des espèces forestières et 15 % des habitats forestiers sont dans un état de conservation favorable, et les pratiques forestières non durables sont la principale cause du mauvais état de conservation.[5] Les ODD recommandent une gestion durable de toutes les forêts et la restauration des forêts dégradées d'ici 2020. L'UE a manqué cet objectif.
- Chaque année, comme le montre l'indice d'imperméabilisation des sols d'Eurostat[6] l'UE, perd plus de 1 000 km2 de terres non bâties. Des solutions systémiques, y compris des objectifs quantitatifs contraignants, sont nécessaires pour stopper ce rythme d'occupation de terres (voir aussi l'ODD 11).[7]
- L'ODD 15 appelle à une action urgente pour mettre fin au trafic illégal d'espèces sauvages. Les ports de l'UE sont d'importants points de transit pour ce commerce mondial illégal et l'UE elle-même est une destination finale pour les espèces sauvages faisant l'objet d'un commerce illégal et une source de certaines espèces nationales menacées faisant l'objet d'un commerce international. Les efforts de l'UE pour lutter contre les réseaux du crime organisé derrière le trafic d'espèces sauvages sont minés par un manque de ressources. Une approche plus stricte est nécessaire pour stopper ce commerce, ainsi qu'une coopération renforcée entre les États membres.
- Les espèces exotiques envahissantes sont une cause très importante de la perte de biodiversité en Europe, avec un coût annuel de 12 à 20 milliards d'euros.[8] Pour y remédier, l'UE doit renforcer les mesures existantes et les États membres doivent travailler ensemble plus efficacement.
- La dépendance de l'UE à l'égard des matières premières importées, notamment les combustibles fossiles, les minéraux, les produits agricoles et les produits de consommation ayant une empreinte environnementale élevée, est liée à la destruction des habitats et de la biodiversité dans les pays tiers, à la déforestation en Amazonie et en Asie du Sud-Est, et la destruction de l'habitat dans et autour des champs de pétrole – des impacts qui ne sont pas pris en compte dans le rapport sur les ODD d'Eurostat.

1 Voir https://ec.europa.eu/environment/nature/natura2000/index_en.htm
2 EEA Biodiversity - Ecosystems.
3 European Commission - IUCN European Red List.
4 Eurostat - SDG 15 - Life on Land.
5 EEA Forest dynamics in Europe and their ecological consequences.
6 Eurostat Soil Sealing Index 200-2015.
7 RECARE Soil sealing and land take.
8 IEEP Biodiversity and Ecosystem Services: Invasive Alien Species.

Le problème du charbon
L'histoire de Ronja Weil

Source : Beyond Coal

ALLEMAGNE

Cette année, l'Allemagne a ouvert une nouvelle centrale électrique alimentée à la houille qui brûlera du charbon en continu jusqu'en 2038. De tous les combustibles, le charbon est le plus polluant et le plus dommageable pour notre environnement, car il émet d'énormes quantités de CO2. Les centrales au charbon d'Allemagne, les plus polluantes d'Europe, rendent l'eau de nos rivières et de nos réservoirs impropres à la consommation, causant la déforestation et détruisant notre environnement naturel.

Je m'appelle Ronja Weil. Pour moi, étudiante dans la vingtaine, la crise climatique est une ombre constante. Je croyais que les politiciens et les gouvernements prendraient cela au sérieux. Je m'étais trompée. Je suis maintenant activiste au sein du groupe de justice climatique Ende Gelände. Depuis 2015, nous luttons pour la fermeture de l'industrie du charbon – principalement en Allemagne, mais il existe des groupes locaux dans toute l'Europe et nous faisons partie d'un réseau mondial pour la justice climatique.

Il est clair que ni l'Allemagne ni l'Europe n'ont la volonté politique de faire le nécessaire pour éviter une catastrophe. Il s'agit d'une crise qui se produit déjà et qui pousse les gens à fuir leurs foyers. Pour ces réfugié.es climatiques, qui ont le moins contribué à cette crise, il n'y a pas de place dans la forteresse Europe – une ironie amère; car les émissions cumulatives de CO2 de notre continent sont une cause majeure du réchauffement de la planète et une grande partie de notre richesse a été accumulée grâce à l'exploitation des pays du Sud.

La crise est désormais si grave que les changements climatiques pourraient devenir inéluctables et notre avenir imprévisible. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons plus laisser les politiciens myopes détruire notre planète. C'est ce sentiment de trahison qui m'a amenée à militer et à réaliser que c'est nous, la jeune génération, qui devrons faire face à la crise. Et c'est pourquoi Ende Gelände a décidé d'adopter la désobéissance civile dans l'optique de faire fermer l'industrie du charbon. Nous marchons sur des mines à ciel ouvert et sur les voies ferrées des centrales au charbon pour empêcher toute autre destruction en bloquant l'infrastructure de charbon avec nos corps. Nous avons fait plus pour stopper le changement climatique que l'UE n'a réussi à le faire avec ses politiques inefficaces et scandaleusement lentes. Nous avons besoin d'un changement de système, et non des changements climatiques. Et nous devons prendre les choses en main.

L'histoire de Ronja Weil a été recueillie par Ende Gelände

Pour des écosystèmes propres et sains avec une biodiversité florissante

Extrait du Manifeste pour une Europe durable centrée sur les citoyen.nes

Gestion rigoureuse des ressources naturelles - Des normes communes devraient être établies et appliquées pour assurer la salubrité de l'air et de l'eau, la sécurité et l'hygiène des aliments et la protection de nos océans. Des mesures ambitieuses doivent être mises en œuvre pour stopper la perte de biodiversité en Europe et dans le monde, et mettre un terme à l'exploitation non durable des ressources naturelles, y compris dans les pays du Sud.

Vision des membres et alliés de SDG Watch Europe pour une Europe durable :

WWF
EU Preventing Paper Parks (L'UE empêche les parcs à papier)

FoE Europe + Heinrich-Böll Foundation
Insect Atlas 2020 (Atlas d'insectes 2020)

BEE
Assessment of the EU Biodiversity Strategy for 2030 (Évaluation de la stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité pour 2030)

FoE Europe
Re-rooting EU's food supply: towards healthy forests and social justice (Renforcer l'approvisionnement alimentaire de l'UE : vers des forêts saines et une justice sociale)

Des mesures doivent être prises pour obtenir davantage de données et de meilleurs indicateurs dans le rapport de suivi des ODD de l'UE afin de :

- √ mieux comprendre l'état de conservation des forêts européennes ;
- √ surveiller notre impact sur les écosystèmes et la biodiversité dans le monde en évaluant, par exemple, l'impact des produits alimentaires importés sur la biodiversité dans les pays tiers.

Protéger les droits de la Terre : l'affaire sans précédent de la rivière Atrato

© Scottish Catholic International Aid Fund (SCIAF)

COLOMBIE

L'ODD 15 ne sera atteint que si les communautés qui dépendent de chaque écosystème sont habilitées à les protéger, à les restaurer et à les gérer de façon durable. La région de Chocó, en Colombie, est un endroit sur Terre riche en diversité biologique, ethnique et culturelle.

Le fleuve Atrato, à Chocó, entretient 44 écosystèmes différents et constitue la ligne de vie économique, culturelle et spirituelle de ses communautés riveraines diverses sur le plan ethnique. Depuis des décennies, le fleuve et ses riverains subissent les conséquences de la guerre et de la négligence de l'État. Des communautés ont été prises entre deux feux, ciblées, déplacées, confinées et maltraitées ; leurs ressources ont été usurpées, contaminées et détruites ; leurs dirigeants ont été menacés et tués. Les berges ont été déboisées et creusées pour l'or, et leurs eaux polluées.

En 2017, les communautés riveraines du fleuve Atrato, soutenues par des ONG et des universités locales, régionales, nationales et internationales, ont obtenu la décision T-622 historique de la Cour constitutionnelle. Cette décision reconnaît l'Atrato comme porteur de droits, l'un des premiers fleuves du monde à obtenir ce statut. Elle accorde au fleuve et à ses communautés riveraines des droits bioculturels couvrant la protection, la conservation, l'entretien et la restauration, et rend l'État et ces communautés riveraines conjointement responsables de les garantir. La décision instituait une commission de gardien.nes du fleuve qui se font son porte-parole, composée du ministre de l'Environnement et de 14 gardien.nes de fleuve (sept femmes et sept hommes).

La force du processus Atrato réside dans l'engagement et l'autonomisation communautaires. Cette décision est l'aboutissement d'un processus lancé par la communauté avant 2003. Dans une région touchée par un conflit où règne une grande diversité ethnique, le fleuve Atrato était un symbole de paix et d'unité, rassemblant les communautés pour lutter pour la protection, la conservation et la restauration du fleuve, de leurs cultures et de leurs moyens de subsistance.

La décision de la Cour dans l'affaire Fleuve Atrato est un excellent exemple de progrès vers l'atteinte de l'ODD 15 et jette les bases de progrès vers d'autres ODD. Elle a également suscité des décisions similaires en Colombie et ailleurs, en Amazonie, en Australie, au Bangladesh et aux États-Unis. Un fleuve en santé peut réduire la pauvreté. Mais en l'absence de paix et de justice, d'une réduction des inégalités historiques et persistantes, les progrès seront minimes. En ce sens, la décision T-622 doit servir de catalyseur pour les processus de paix et de réconciliation menés par la communauté à Chocó, et les réponses de l'État doivent adopter une approche holistique similaire.

Cette histoire a été recueillie par le Scottish Catholic International Aid Fund (SCIAF)

SCIAF Uniting to end poverty Caritas Scotland

Promouvoir des sociétés justes, pacifiques et inclusives

L'UE doit intensifier ses efforts pour s'attaquer aux problèmes de transparence, de corruption et d'évasion fiscale.

Les États membres de l'UE sont pour la plupart pacifiques et démocratiques. Les taux de criminalité diminuent et les niveaux de corruption sont relativement faibles. Les citoyen.nes de l'UE disent toutefois qu'ils veulent des institutions plus honnêtes, équitables et transparentes. Les scandales des Panama Papers et des fuites massives ont mis au jour l'évasion fiscale systématique et le blanchiment d'argent. Dans le même temps, la place de la société civile et des syndicats dans la défense des droits fondamentaux, des libertés et de la protection de l'environnement se rétrécit dans de nombreux pays d'Europe, minant les valeurs fondamentales de ces derniers.

Quelques défis clés qui nécessitent toute l'attention de nos décideur.ses politiques :

- Les chiffres d'Eurostat montrent qu'une majorité d'Européen.nes un processus décisionnel plus inclusif, participatif et transparent et qu'ils n'ont pas confiance dans les institutions de l'UE.[1]
- Malgré l'Initiative européenne en matière de transparence, le processus décisionnel au Conseil de l'UE reste opaque et les possibilités de participation de la société civile sont extrêmement limitées.[2] La Commission européenne s'efforce de gérer les conflits d'intérêts de manière efficace et transparente. La façon dont les accords commerciaux de l'UE sont négociés à huis clos donne aux gens le sentiment d'être exclus par les décideurs politiques.
- Les Européen.nes ne sont pas en mesure de participer efficacement aux décisions qui les concernent parce qu'on leur refuse l'accès aux informations dont ils ont besoin. Bien que la Convention d'Aarhus garantisse le droit d'accès à l'information sur les questions environnementales, les autorités dissimulent régulièrement les informations aux personnes qui en ont besoin et qui y ont droit.[3]
- Dans l'UE, nous sommes confrontés à des problèmes d'accès à la justice. Un exemple est l'absence de justice pour les victimes de violations des droits de l'homme et de dégradation de l'environnement dans les chaînes d'approvisionnement et de valeur des entreprises européennes. Les accords commerciaux de l'UE contiennent des mécanismes d'arbitrage qui accordent des droits de vaste portée aux investisseurs sur les gouvernements sans donner accès à la justice, par exemple, aux communautés locales qui subissent des impacts négatifs sur leurs moyens de subsistance. En novembre 2017, il a été constaté que l'Union européenne ne respectait pas la Convention d'Aarhus en limitant les possibilités pour les ONG de saisir la Cour de justice – un autre cas de non-respect de l'accès à la justice.
- Eurostat utilise l'indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International (TI) pour surveiller l'ODD 16, mais TI a critiqué Eurostat pour avoir prétendu que l'UE est l'une des régions les moins corrompues du monde. En réalité, les classements de l'IPC diffèrent considérablement dans l'ensemble de l'UE : Le Danemark, avec un très faible niveau de corruption perçue, se classe au premier rang mondial, et la Bulgarie occupe le 75e rang. Les États membres de l'UE doivent améliorer et renforcer leurs efforts de lutte contre la corruption. TI a également critiqué le fait que la corruption dans le secteur privé et la corruption d'agents publics étrangers par des entreprises européennes ne font pas partie du suivi des ODD.[4]
- Chaque année, les richesses acquises grâce à l'évasion fiscale, à la corruption, au blanchiment d'argent, au détournement de fonds et à la contrebande, s'élevant à 1 000 milliards de dollars US, quittent les pays en développement par des voies illicites. Ces montants dépassent régulièrement l'aide publique au développement qu'ils reçoivent. Au sein de l'UE, les pertes annuelles causées par les multinationales transférant des bénéfices vers des juridictions à faible imposition s'élèvent de 50 à 70 milliards d'euros, privant les États membres de ressources qui pourraient être investies dans l'éducation, la protection de l'environnement, les soins de santé ou la culture et les arts. L'UE a renforcé ses mesures en matière de transparence des entreprises, mais une véritable justice fiscale exige une approche beaucoup plus audacieuse.[5]
- Les exportations d'armes de l'UE minent la paix et la sécurité dans les pays tiers. L'Arabie Saoudite, qui fait la guerre au Yémen, et l'Égypte, connue pour sa répression des dissidents politiques, figurent parmi les plus gros acheteurs d'armes de l'UE. La « position commune » de l'UE sur les exportations d'armes n'est pas appliquée parce qu'elle est traitée comme une question de souveraineté nationale.[6] Les différentes positions prises par les États membres sur les exportations d'armes vers l'Arabie Saoudite montrent que les licences d'exportation sont d'abord et avant tout des décisions politiques et commerciales.

1 Eurostat. SDG16 - Peace Justice and Strong Institutions.
2 Corporate European Observatory. Reform of Council transparency in stalemate.
3 EEB. For your Information.
4 Transparency International. SDGs progress report: a partial truth.
5 EURODAD. Country by country reporting.
6 Bonn International Center for Conversion EU common position on arms exports.

Aucune société pacifique sans limitation du commerce des armes
L'histoire de Kareem Taha

© Shima'a Elbana

Source : Réseau européen contre le commerce des armes (ENAAT)

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Je m'appelle Kareem Taha. Je suis né au Caire, en Égypte, et je vis maintenant à Brno, en République tchèque.

J'ai rejoint le mouvement social en Égypte en 2007. Depuis lors, des changements sont survenus, mais les droits de la personne sont toujours systématiquement violés, l'opposition est opprimée et les manifestations sont réprimées violemment.

J'ai été arrêté pour la première fois lors d'une manifestation en 2010. J'ai été détenu pendant quelques jours et torturé. Depuis lors, j'ai été arrêté à maintes reprises lors des manifestations, j'ai vécu des mois de torture et j'ai connu des conditions horribles en prison. En 2014, j'ai participé à d'autres manifestations, j'ai été arrêté de nouveau et j'ai passé plusieurs mois en prison. J'ai été battu, j'ai reçu des décharges électriques, j'ai été gardé dans des cellules surpeuplées et en isolement. J'ai été libéré sans faire l'objet d'accusations. J'ai souffert de dépression pendant douze mois et j'en ai encore des souvenirs.

Ma dernière arrestation a eu lieu après une cérémonie organisée à la mémoire d'un ami tué lors d'une manifestation. Après ma libération, mon avocat m'a dit que j'avais été accusé de terrorisme et condamné à l'emprisonnement à perpétuité. Je savais que je devais quitter l'Égypte. J'ai été invité à déménager en République tchèque, mais j'ai dû payer des passeurs pour me rendre en Europe. Heureusement, ma demande d'asile politique en République tchèque a été acceptée. J'aime vivre ici, mais je n'ai pas encore tourné la page avec l'Égypte. En 2017, j'ai donc fondé le Front égyptien des droits de l'homme.

J'ai commencé à me demander pourquoi notre révolution avait échoué. Une réponse partielle était la puissance de feu des forces de sécurité. La police égyptienne utilise des armes fabriquées par la compagnie tchèque Ceska Zbrojovka. En août 2013, leurs armes ont été utilisées pour tirer sur des manifestants de la place Nahda, tuant au moins 90 personnes et en blessant 600 autres. L'un des morts était un de mes amis qui était là pour couvrir l'événement en tant que journaliste. Nos preuves démontrent que les armes provenant de la République tchèque et d'autres pays de l'UE sont utilisées contre des opposants politiques, violant leur droit à la vie.

L'Agenda 2030 parle de réduire le flux illicite d'armes pour assurer des sociétés pacifiques. Mais qu'en est-il des gouvernements européens qui échangent légalement des armes qui sont utilisées par des gouvernements despotiques pour faire tomber les protestations ? L'Union européenne et la République tchèque m'ont personnellement aidé lorsque j'ai quitté l'Égypte pour venir en Europe. Mais ils ont failli à leur engagement envers moi, mes amis et le peuple égyptien lorsqu'ils ont permis à des entreprises européennes d'exporter des armes vers l'Égypte.

L'histoire de Kareem Taha a été recueillie par Wontanara

Pour une Europe exempte de corruption et d'évasion fiscale, dotée d'un processus décisionnel transparent et participatif et d'une société civile florissante

Extrait du Manifeste pour une Europe durable centrée sur les citoyen.nes

Mettre l'Europe entre les mains des peuples – L'instauration d'une participation efficace de la société civile ainsi qu'une citoyenneté active doivent être prioritaires pour améliorer la démocratie, la transparence, l'accès de tout un chacun aux droits fondamentaux, et faire en sorte que les citoyen.nes européen.nes se sentent plus en confiance sur la construction d'une Europe juste et durable. Les jeunes et les enfants devraient être engagés en tant que citoyens actifs et encouragés à participer de manière significative aux processus politiques européens. Des mesures devraient être prises pour que les institutions européennes et les gouvernements nationaux rendent mieux compte de leurs prises de décisions et les rendent plus transparentes. Les intérêts des citoyen.nes et de la société civile doivent primer sur les intérêts financiers et commerciaux acquis.

Fiscalité équitable – Des mesures fiscales efficaces et coordonnées devraient garantir que toutes les entreprises paient leur juste part d'impôts et contribuent ainsi aux budgets publics nationaux et européens pour l'accès aux droits socio-économiques et au bien-être. L'UE doit s'engager à lutter efficacement contre l'évasion fiscale dans le monde et mettre un terme aux paradis fiscaux européens.

Vision des membres et alliés de SDG Watch Europe pour une Europe durable :

Corporate European Observatory
Reform of Council transparency in stalemate
(Réforme de la transparence du Conseil dans l'impasse)

BEE
For your Information (Pour votre information)

Transparency International
SDGs progress report: a partial truth
(Rapport d'étape sur les ODD : une vérité partielle)

Des mesures doivent être prises pour obtenir davantage de données et des indicateurs supplémentaires au niveau de l'UE afin de :

- √ évaluer les différentes dimensions de la corruption (y compris dans le secteur privé) ;
- √ surveiller et évaluer l'accès à l'information ;
- √ mieux comprendre la transparence financière et les flux financiers illicites ;
- √ surveiller les exportations d'armes des États membres de l'UE ;
- √ suivre le rétrécissement du champ d'action de la société civile (par exemple, grâce aux données obtenues par la FRA).

Un modèle d'élaboration de politiques ouvertes et transparentes : la stratégie finlandaise de développement durable

FINLANDE

En 2016, la Finlande a été le premier pays à faire une présentation conjointe sur les RNV du gouvernement et des OSC et vient de présenter son deuxième rapport. La société civile a encore une fois effectué ses propres évaluations de performance de la Finlande par rapport à chaque ODD, et ses conclusions ont été présentées aux côtés de celles du gouvernement.

L'évaluation de la société civile était positive à l'égard de deux ODD, neutre à l'égard de sept et négative à l'égard de huit, et elle était en grande partie en accord avec les ODD établis par le gouvernement. Cependant, la société civile a vivement critiqué les exportations d'armes et de matériel militaire de la Finlande vers les pays en guerre.

Les processus de consultation positifs utilisés pour le premier RNV ont été améliorés et élaborés. L'influente Commission nationale sur le développement durable, qui réunit tous les secteurs sociaux importants, encourage la coopération en matière de politique des ODD et s'efforce de veiller à ce que le développement durable soit intégré dans les politiques et les pratiques du gouvernement et soutenu par la société dans son ensemble. La société civile (jeunes, environnement, société, minorités, développement) est représentée au sein de la Commission composée de 100 membres, dont le président est le Premier ministre et son secrétariat est basé dans le Cabinet du Premier ministre.

Les progrès réalisés lors de la rédaction du deuxième RNV impliquent que le développement durable est désormais l'approche générale qui façonne le programme du gouvernement. En 2019, le gouvernement a commencé graduellement à intégrer le développement durable dans le budget. Il a maintenant amorcé le processus pour le deuxième Plan national de mise en œuvre de l'Agenda 2030 et poursuit ses travaux sur le suivi multisectoriel des procédures d'évaluation nationales. Un groupe de citoyen.nes sur le développement durable s'est réuni deux fois et un groupe de jeunes a été formé pour l'Agenda 2030. Cette année, le gouvernement a désigné un panel pour une table ronde sur la politique climatique qui travaille en étroite collaboration avec la Commission, et un calendrier de préparation d'une feuille de route sera établi pour atteindre tous les ODD d'ici 2030.

Les Principes directeurs des Nations Unies sur les entreprises et les droits humains façonneront la prochaine loi sur la diligence raisonnable obligatoire en matière de droits de la personne, mais l'action sur la dimension mondiale du développement durable est moins claire. Il y a lieu d'examiner les répercussions de la Finlande sur les pays en développement pour s'assurer que la responsabilité mondiale oriente notre politique étrangère.

Un plan de mise en œuvre à l'échelle de l'UE est nécessaire. Il doit être co-dirigé par les présidents du Conseil, de la Commission et du Parlement européen. L'important est de veiller à ce que l'Agenda 2030 soit intégré dans toutes les activités de l'UE.

Cette histoire a été recueillie par Fingo

Revitaliser le partenariat mondial pour le développement durable

Un véritable partenariat une fois que toutes les politiques de l'UE seront alignées sur les objectifs de développement durable.

Les partenariats mondiaux, régionaux, nationaux et locaux sont au cœur de l'objectif 17. Le Consensus européen sur le développement de 2017 aligne la coopération européenne au développement sur l'Agenda 2030 et les ODD. En 2019, l'UE et ses États membres ont versé conjointement 75 milliards d'euros d'aide, soit plus de 55 % du total mondial. L'UE est également le principal fournisseur mondial d'investissements étrangers dans les pays en développement, pour un total de 104 milliards d'euros en 2018. Seuls la Suède, le Danemark, le Luxembourg et le Royaume-Uni ont atteint l'objectif de 0,7 % du Revenu national brut (RNB) pour l'aide au développement. Les aides versées par l'UE ou les États membres ne soutiennent pas toutes le développement durable à long terme lorsqu'il est influencé par des intérêts commerciaux. L'investissement étranger direct est d'abord motivé par l'intérêt des entreprises pour l'approvisionnement en matières premières ou le déplacement de la production vers des marchés du travail moins chers – et pas nécessairement par l'intérêt à long terme du développement durable des communautés locales. Les bénéfices tirés du commerce mondial profitent principalement aux multinationales et aux grandes entreprises qui ont leur siège social dans le monde développé ou qui appartiennent à une riche élite, tandis que les communautés pauvres sont exploitées pour leurs ressources naturelles, leur main-d'œuvre bon marché et le dumping environnemental. Les pays les plus pauvres devront faire face à un service de la dette d'environ 36 milliards de dollars en 2020. Certaines de nos propres politiques et pratiques européennes vont à l'encontre des objectifs de développement durable et l'UE ne parvient pas à assurer la cohérence des politiques au service du développement durable.

L'objectif 17 engage les gouvernements à fournir des données ventilées par âge, sexe, personnes handicapées, origine ethnique et autres facteurs afin de surveiller avec précision l'impact des politiques sur les personnes et la planète. Eurostat et les États membres devraient remédier à d'importantes lacunes statistiques.

Quelques défis clés qui nécessitent toute l'attention de nos décideur.ses politiques :

- L'UE et ses États membres utilisent un certain nombre d'instruments financiers pour soutenir les entreprises européennes sur les marchés à risque. L'Association mondiale des agences de crédit à l'exportation (ACE) investit environ 1 000 milliards de dollars chaque année dans des projets de développement industriel à grande échelle dans les pays en développement et les marchés émergents.[1] Une partie de cet investissement est destinée à des projets de combustibles fossiles qui auront des répercussions irréversibles sur les habitats naturels, les forêts primaires et aires protégées, et peuvent constituer une atteinte aux droits de la personne.[2]
- Il n'est pas acceptable d'utiliser l'indicateur d'Eurostat des volumes d'échanges des pays en développement (893 milliards d'euros en 2018 et en croissance) pour mesurer la qualité des partenariats mondiaux de l'UE sans examiner la qualité des échanges. Tant que le commerce mondial vers l'UE sera entaché par l'exploitation des travailleurs, le travail des enfants et l'esclavage moderne, la déforestation et la destruction des habitats naturels, l'épuisement des ressources naturelles et la pollution, l'augmentation du volume des échanges aura un effet négatif sur le développement durable.
- Les OSC ont critiqué l'Initiative de suspension du service de la dette du G20 pour son manque d'approche à long terme, y compris l'allégement et l'annulation de la dette, en particulier face à la pandémie de COVID-19. Ils appellent à la mise en place d'un mécanisme mondial sous l'égide de l'ONU pour faire face aux crises de la dette mondiale d'une manière systématique, exhaustive et applicable.[3]
- La base de financement propre à l'UE et aux États membres pour le développement durable est faible. L'indicateur d'Eurostat montre que la part des taxes environnementales dans les recettes fiscales totales a diminué à moins de 6 % en 2018. Il n'existe aucune volonté politique de mettre en œuvre le virage attendu depuis longtemps qui consiste à taxer la main-d'œuvre au profit de l'utilisation des ressources, des émissions et de la pollution.
- L'ODD 17 appelle à la cohérence des politiques au service du développement durable. Les structures de gouvernance de l'UE ne permettent pas de concevoir, de mettre en œuvre et de surveiller toutes les politiques et pratiques de manière cohérente et intégrée. Les conséquences néfastes des politiques et pratiques européennes ne sont pas correctement prises en compte, telles que les externalités négatives liées à la politique agricole commune ou à la politique commerciale de l'UE.

1 Voir https://www.berneunion.org/DataReports
2 Finance and Trade Watch + CEE Bankwatch Network, ECAs go to market; FERN and ECA Watch Europe, Still Exporting Destruction.
3 Eurodad Shadow report on the limitations of the G20 Debt Service Suspension Initiative: Draining out the Titanic with a bucket?

Si notre vie est misérable, alors comment la vôtre peut-elle être belle ?

L'histoire de Nazma Akter

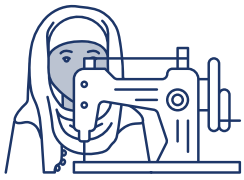
BANGLADESH

Nazma Akter est une dirigeante syndicale et une militante pour les droits et le bien-être des travailleur.ses au Bangladesh. Enfant, elle a travaillé dans des usines de fabrication de vêtements. Plus tard, elle s'est jointe à un syndicat et fait maintenant campagne contre les conditions de travail abusives.

« L'Union européenne est un partenaire commercial important pour le Bangladesh. Malheureusement, plus de la moitié des entreprises exportant des marchandises vers l'UE ne garantissent pas les droits et le bien-être des travailleur.ses. La Covid-19 a mis en évidence la vulnérabilité des pays comme le Bangladesh. Nous sommes très dépendants des exportations vers l'Union européenne. Avec les travailleurses, dont la grande majorité sont des femmes, qui ne peuvent plus travailleur.ses dans les usines de fabrication de vêtements à cause de la pandémie, la production et les exportations ont chuté. Les pays, comme le Bangladesh, qui dépendent des exportations vers les pays riches, ont été négligés par les décideurs politiques mondiaux. »

« Si nous voulons encourager le développement durable, nous ne pouvons pas mesurer la durabilité en regardant seulement ce qui se passe en Europe. Elle doit être mesurée à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement, de la fourniture de matières premières au début jusqu'à la production et au transport vers les marchés étrangers. La responsabilité à l'extrémité européenne de la chaîne doit inclure l'égalité des sexes, des prix équitables, un travail décent et la qualité des biens dans le pays exportateur. La liberté d'association et la négociation collective sont essentielles pour garantir de meilleures conditions de travail et un travail décent. »

LE SALAIRE MINIMUM DES **TRAVAILLEURS DU TEXTILE** AU BANGLADESH ? **85 EUROS** PAR MOIS. LE COÛT RÉEL DE LA VIE ? **170 EUROS** PAR MOIS. LES EUROPÉENS ACHÈTENT **6,4 MILLIONS DE TONNES** DE **VÊTEMENTS NEUFS** PAR AN ET SOUTIENNENT AINSI CE **SYSTÈME D'EXPLOITATION.**



Source : Service de recherche du Parlement européen

Nazma souligne que la qualité des biens exportés est essentielle, car elle se traduit directement par de meilleures conditions de travail. Le fait de mettre l'accent sur la quantité produite dans des délais serrés, plutôt que sur des produits de qualité, favorise des conditions de travail injustes et l'abus des travailleur.ses.

Nazma pense qu'adopter une perspective plus large de la durabilité et regarder au-delà du volume des exportations aurait un impact positif sur l'éducation et la formation, l'environnement et l'égalité des sexes.

« Il doit y avoir une obligation de rendre des comptes à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement. Un avenir meilleur est possible, mais il dépend de la collaboration de personnes de différents pays et domaines. » Nazma se pose la question de savoir : « si nos vies sont misérables, alors comment les vôtres peuvent-elles être belles ? ».

L'histoire de Nazma Akter a été recueillie par le Bureau européen de l'environnement (BEE)

EEB European Environmental Bureau

Pour un véritable partenariat mondial axé sur les plus vulnérables et assurant que toutes nos politiques sont alignées sur les principes de durabilité

Extrait du Manifeste pour une Europe durable centrée sur les citoyen.nes

Le rôle de l'UE dans le monde – L'UE a une responsabilité clé dans l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030. L'UE doit s'assurer de la cohérence de toutes ses politiques intérieures et extérieures et de leur conformité à ces ODD. L'Aide extérieure au développement de l'UE devrait accorder la priorité à ceux qui en ont le plus besoin, y compris les pays les moins développés, et bénéficier aux plus marginalisé.es. L'UE doit restructurer ses investissements pour parvenir à la durabilité, à l'éradication de la pauvreté et faire de l'accès de tous aux droits fondamentaux une réalité dans le monde. L'UE devrait soutenir activement l'établissement de normes contraignantes, au niveau européen et international, obligeant les entreprises qui opèrent à l'étranger à respecter les droits humains, notamment en soutenant le projet de traité sur les multinationales et les droits humains en négociation à l'ONU.

Vision des membres et alliés de SDG Watch Europe pour une Europe durable :

CONCORD
AidWatch 2019

Eurodad
G20 Debt Service Suspension Initiative: (Initiative de suspension du service de la dette du G20 :) Draining out the Titanic with a bucket?

SDG Watch Europe
Who is Paying the Bill? (Qui paie la facture ?) Negative impacts of European policies and practices

BEE
Taxing Polluters. (Taxation des pollueurs.) What is going wrong? (Qu'est-ce qui ne fonctionne pas ?)

Des mesures doivent être prises pour obtenir davantage de données et de meilleurs indicateurs dans le rapport de suivi des ODD de l'UE afin de :

- √ évaluer la qualité et l'impact de l'investissement direct étranger et des crédits à l'exportation ;
- √ surveiller les efforts de l'UE et des États membres pour réduire la crise de la dette ;[1]
- √ analyser si et comment les importations des pays en développement contribuent au développement durable ;
- √ identifier les lacunes dans les ensembles de données et les indicateurs actuels pour évaluer l'impact de l'aide de l'UE sur les personnes laissées pour compte.

1 Voir l'indicateur suggéré de la coalition allemande des ONG erlassjahr.de.

Création de réseaux pour le commerce équitable : enseignements tirés du modèle opérationnel de GEPA

© GEPA – The Fair Trade Company

ALLEMAGNE

GEPA, l'entreprise de commerce équitable, est un exemple remarquable de la façon dont une organisation peut mettre en œuvre l'ODD 17 « Partenariat pour les objectifs » dans l'ensemble de ses activités. Avec 131 partenaires commerciaux dans 45 pays en 2018 et un chiffre d'affaires annuel cumulé de 80 millions d'euros en 2019, GEPA est désormais la plus grande entreprise de commerce équitable d'Europe.

Le travail de GEPA ne se limite pas au commerce. Sa triple mission est de promouvoir les producteurs défavorisés, en particulier dans les pays du Sud ; d'influencer et de changer les attitudes des consommateurs du Nord ; d'influencer et de changer les structures inéquitables du commerce international par le biais du lobbying et de la défense des intérêts.

Depuis près de 45 ans, GEPA s'efforce d'améliorer la vie des producteurs marginalisés et de donner à la nature le respect qu'elle mérite, avec comme objectif ultime la consommation et la production entièrement durables.

GEPA comprend que le travail des petits producteurs agricoles implique une gestion constante des crises et qu'il y aura toujours de nouvelles difficultés à affronter. Contrairement à de nombreuses entreprises traditionnelles, le GEPA soutient ses producteurs dans leur intégralité, ce qu'il a démontré dans la situation actuelle de COVID-19, en utilisant son fonds de partenaires commerciaux (habituellement utilisé pour le renforcement des capacités et les ateliers pour les producteurs) pour fournir une aide d'urgence aux petits producteurs touchés par la crise.

Par son travail de plaidoyer, GEPA envisage de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et du changement climatique. En collaboration avec d'autres, elle mène des recherches de haute qualité et cherche à influencer les décideurs et les responsables politiques. Le travail politique de GEPA est varié, allant de la publication de déclarations sur la COP 25 et la loi européenne sur le climat à la pression pour une législation obligatoire sur la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme en Allemagne.

GEPA est membre de l'OMCE-Europe, la branche européenne de l'Organisation mondiale du commerce équitable qui compte 400 organisations membres. En raison de sa croissance constante au cours des 45 dernières années, GEPA est actuellement la plus grande entreprise européenne de commerce équitable.

GEPA montre comment une entreprise qui travaille en étroite collaboration avec ses clients peut modifier profondément les modèles de production et de consommation. L'expérience de GEPA montre également que l'expansion des entreprises équitables et alternatives offre une opportunité pratique pour le développement de l'Union européenne, dont le défi peut être relevé par la collaboration et les efforts conjoints des entreprises, des décideurs politiques et des consommateurs.

Cette histoire a été recueillie par GEPA et l'Organisation mondiale du commerce équitable-Europe

Publiée par :

Coordonné par :

Les organisations suivantes ont apporté des témoignages et des solutions :

SDG Watch Europe est l'Alliance européenne intersectorielle de la société civile qui préconise la mise en œuvre ambitieuse des ODD. Une vaste alliance de plus de 100 OSC de tous les domaines et secteurs, y compris le développement, l'environnement, les droits sociaux et les droits de l'homme, a pour objectif de tenir conjointement les institutions européennes et les États membres responsables de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Ce rapport a été rendu possible grâce aux contributions des membres et des partenaires de SDG Watch Europe.
https://www.sdgwatcheurope.org

Le projet européen Make Europe Sustainable for All (MESA) est coordonné par le Bureau européen de l'environnement (BEE) et mis en œuvre dans 15 pays européens par 25 partenaires. Il vise à sensibiliser les citoyens, les OSC et les décideurs politiques à le Programme 2030 et aux objectifs de développement durable (ODD), adoptés par les 193 États membres des Nations Unies en 2015.

#SDGS4All

https://makeeuropesustainableforall.org